

N°384 novembre
2010 - 4,60€ - 7 FS

écologie • alternatives • non-violence

silence



**Sortir de la
bio industrielle :
Une urgence sociale !**

Vivre ensemble

**La Grée :
un collectif de plein gré**

Voyage

Les vagabonds de l'énergie

3 Questions à...

Stigmatisation des Roms

Dominique Vignon

Homme-sandwich en solidarité avec les Roms

Depuis plusieurs semaines, vous portez sur vous, attachée à votre cou, dans vos déplacements et votre vie quotidienne, une pancarte sur laquelle est écrit en gros caractères "Moi aussi je suis Rom. Sarkozy, expulsez-moi". Quel est l'élément déclencheur qui vous a amené à réagir ainsi ? Qu'est-ce qui dans votre analyse rend nécessaire une réaction aujourd'hui plus qu'hier ?

C'est le discours de Grenoble de Nicolas Sarkozy, et le manque de réactions dans les jours qui ont suivi, avec l'intensification médiatisée des expulsions, qui m'ont mis dans une grande colère. L'amalgame entre une minorité – les gens du voyage – et une minorité de cette minorité – les "Roms" – et les comportements délinquants ou le refus d'intégration sociale ; la stigmatisation, l'instrumentalisation de cette population pour intensifier une politique sécuritaire basée sur la peur, le rejet, la

haine de l'autre ; tout cela était insupportable. J'avais contribué à aider des sans-papiers auparavant, dont des roms, et j'étais préparé à réagir à une information mensongère. L'alibi de la légalité européenne de ces expulsions, de la conformité de la politique française à la pratique et aux règlements européens, m'est très vite apparu dans sa réalité. Enfin et surtout, ma réaction a été morale : une loi injuste doit être combattue au nom de la justice. Je pense que mes convictions chrétiennes puisées dans l'Évangile ("Ce que vous faites au plus petit d'entre les miens, c'est à moi que vous le faites" dit Jésus) ont joué dans ma réaction individuelle, qui a rejoint ensuite, de façon plus collective, les réactions de la gauche associative et politique dont je fais partie à Vaulx-en-Velin, et celle de l'Église catholique, fidèle à cette occasion à l'esprit du Concile Vatican 2 qu'elle trahit souvent dans d'autres domaines...

Pourquoi avoir choisi ce mode d'action si particulier, d'"homme-sandwich" ? Quels en sont le but et la signification ?

J'ai choisi ce mode d'action en réaction à un sentiment d'impuissance et d'isolement dans un contexte de vacances ; comme une manière de surmonter la colère et la honte. Il est vrai que cette colère monte en moi depuis longtemps, et en particulier depuis la prise de pouvoir de Nicolas Sarkozy au service des dominants, par la destruction des services publics et de l'esprit citoyen dont j'observe les effets quotidiennement dans ma ville et mon métier d'enseignant. L'image qui s'est imposée à moi est celle du peuple danois et de son roi qui pendant la guerre de

Le mois de Lasserpe



quoi de neuf ?

Offrez un cadeau qui a du sens !

La pression sociale et commerciale est telle en fin d'année que les cadeaux gadgets qui ne servent jamais sont de plus en plus nombreux. Plutôt que de sombrer dans cette marée de l'inutilité, vous pouvez faire le choix d'un cadeau qui dure et qui informe : un abonnement à la revue. Vous pouvez en effet régler l'abonnement pour une autre personne. Vous pouvez aussi profiter de notre offre permanente : **pour 100 €, vous abonnez cinq personnes de votre choix pour six mois et votre propre abonnement est prolongé gratuitement d'un an.** Si vous désirez que vos amis reçoivent le numéro de janvier qui arrive dans les boîtes aux lettres à partir du 23 décembre, il faut nous envoyer leurs coordonnées et le règlement avant le **6 décembre.**

Nous abonnons votre bibliothèque

Afin d'améliorer notre visibilité et de toucher de nouveaux publics, nous cherchons à développer notre présence dans les bibliothèques. Pour ce faire, nous offrons un abonnement gratuit de six mois à toute bibliothèque qui en fait la demande... en espérant qu'ensuite elle s'abonne.

Vous pouvez donc montrer cette annonce à la personne chargée des périodiques dans les bibliothèques que vous connaissez et leur suggérer de nous envoyer un courrier pour demander à bénéficier de cette offre.

Changement d'imprimerie

Depuis sa création, S!lence a très peu changé d'imprimeur. Nous avons d'abord été imprimés par une coopérative lyonnaise AIPN. Quand celle-ci a cessé ses activités, nous avons été imprimés pendant quelques mois par un imprimeur militant de la Loire, puis l'ancien conducteur offset d'AIPN, Pierre Diviani, ayant ouvert son imprimerie *Atelier 26*, dans la Drôme, nous avons repris le travail avec lui. Aujourd'hui Pierre Diviani rejoint une imprimerie en Ardèche, *Impressions modernes*, près de Valence, et nous l'y avons suivi. Cette imprimerie familiale est plus importante (28 salariés), mais nous continuons avec le même papier et les mêmes garanties environnementales (Imprim'Vert).

39-45 ont décidé massivement de porter l'étoile jaune. Cette stratégie d'identification à la victime, qui aboutit à attirer la violence sur soi et à montrer sa vraie nature, de façon symbolique dans mon geste, de façon réelle dans les situations de violence d'un Etat totalitaire, est pour moi un des fondements de la stratégie non violente. C'est à partir de cette image que je me suis décidé à faire cette pancarte que je porte sur la poitrine en public (mais pas dans des lieux où je suis dans une position de laïcité : mon lycée par exemple).

Quelles sont les réactions que vous rencontrez dans la rue, dans votre entourage ?

Les réactions sont diverses, de la franche hostilité ("Ils sont tous des voleurs... Ils m'ont volé plusieurs fois"), à des signes ou des paroles d'approbation et d'encouragement provenant de personnes de tout âge et de toute origine sociale : souvent un petit sourire de complicité, en particulier des femmes. D'autres ne comprennent pas ou ne savent pas qui sont les roms, et c'est une occasion de parler avec des inconnus. La démocratie, c'est d'abord le droit et le risque de la parole, une parole aujourd'hui humiliée par certains média et un pouvoir qui s'en servent souvent pour mentir, ou instrumentaliser les valeurs et le sérieux de la vie.

Bien sûr, pour que ce geste ait une efficacité, il faudrait que des dizaines de milliers de citoyens l'adoptent, mais ça peut donner des idées, pour l'avenir... ■

SOMMAIRE

édito / dossier du mois

**Sortir de la bio industrielle :
une urgence sociale !** 4 à 16



Paix

**Dix ans pour une culture
de non-violence**

entretien avec Yvette Bailly par G. Gamblin 31



Alternatives

La Grèce : un collectif de plein gré

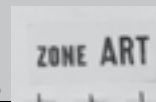
de Claude Lléna et Véronique Pomiès 32



**L'Internationale la plus
proche de chez vous !**

Ne pas plier

de Michel Bernard 36



Bande dessinée

Biomiamiam #3

de JBGG 37



Voyage

Les Vagabonds de l'énergie

entretien avec Arnaud Crétot et Robin Deloof 38



Photographie

Prisons de plastique

de Christophe Chamartin 48



BRÈVES

- | | | | |
|----|---|----|--|
| 17 | environnement | 23 | énergies |
| 17 | agri-bio | 24 | politique |
| 18 | alternatives | 24 | Quand le parti communiste applaudissait au nucléaire |
| 18 | Extension du domaine de la gratuité... pour qui ? (Pascal Martin) | 25 | paix |
| 19 | Michel Vignat, paysan-boulangier à Upie (Marie-Joëlle Pouillon) | 24 | Le nucléaire, ça boum ! |
| 20 | femmes | | (Dominique Lalanne) |
| 20 | habitat | 26 | nord/sud |
| 21 | décroissance | 26 | société |
| 21 | Décroissance : premier avertissement chiffré (1972) (Christian Araud) | 27 | agenda |
| 22 | nucléaire | 30 | annonces |
| | | 41 | courrier |
| | | 43 | livres |



Dossier d'octobre :
Transition - Du pic de pétrole à la résilience locale

VENEZ NOUS VOIR les 18 et 19 novembre !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 15 h à 20 h et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par Silence. Cela se poursuit le vendredi à partir de 10 h et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. Prochaines expéditions : **18 et 19 novembre, 16 et 17 décembre, 20 et 21 janvier...**



Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **10 h le samedi 27 novembre** (pour le n° de janvier), à **17h30 le mardi 21 décembre** (pour le n° de février), à **10 h le samedi 29 janvier** (pour le n° de mars) ... Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **29 septembre 2010**.

Éditorial

Bio, local, équitable...

Les bandes dessinées de JBGG que nous publions maintenant depuis trois mois montrent clairement nos hésitations face à des pratiques ou des concepts comme la bio, le local, l'équitable...

Le dossier de ce mois illustre comment le label "bio" n'est pas à lui seul toujours suffisant pour garantir des modes de production qui respectent l'ensemble de nos valeurs écologiques et sociales. On peut acheter du bio hors-saison et ayant parcouru des milliers de kilomètres, l'affaire est entendue. Mais pire encore, l'enquête de Philippe Baqué nous révèle en quoi "bio" peut rimer parfois avec agriculture industrielle, esclavagisme social et élevage concentrationnaire. Cela montre que la consommation de produits "bio" se doit d'être complétée d'autres critères : le caractère social et équitable des aliments que l'on achète, et leur proximité géographique.

Alors, peut-on arriver à tout concilier : faire du bio local et équitable ?

Pour commencer, on s'aperçoit rapidement que si l'on privilégie le local, en achetant directement à un producteur (sur un marché, via une AMAP...), il est facile de faire de l'équitable : le producteur est libre de fixer le prix qui lui semble juste, le consommateur est libre de l'accepter ou non. Et on peut même discuter ! Le contact direct permet d'échanger sur bien des sujets et de s'arranger au-delà de l'acte d'achat.

Il nous reste ensuite à inciter ce local équitable à devenir bio. En étant en relation directe avec un producteur, il est possible de l'encourager à passer à la bio. Par exemple, des systèmes de paniers avec paiement à l'avance sont des outils pouvant soutenir un producteur dans sa démarche de conversion à la bio, sur la durée, par la promesse de débouchés.

Pour sortir de la bio industrielle, l'enjeu n'est-il pas de s'associer (entre producteurs, consommateurs et pouvoirs publics) pour apparaître davantage et inventer ensemble des moyens de diversifier l'offre bio-locale ?

Michel Bernard ■



Jean-Marc Dupré... au milieu de ses poules.
La bio à petite échelle reste possible.



Ramassage des fraises - Bio-Flor de Doñana en Andalousie (Espagne)



Maroc - Préparation de godets pour les plants chez Produits Bio de Souss



Turquie - triage de figues sèches dans les ateliers de Rapunzel.

d o s s i e	<u>Du bio en batterie ?</u>	5
		<i>Philippe Baqué</i>
	<u>Importer des femmes pour exporter du bio ?</u>	7
		<i>Philippe Baqué</i>
	<u>La bio est-elle socialement fréquentable ?</u>	11
	<i>Philippe Baqué</i>	
	<u>Spy Games à Garaufou</u>	15
		<i>Marie-Pierre Najman</i>

Du bio en batterie ?

Il faut consommer bio pour sauver la planète ! Certains habitants de la commune lot-et-garonnaise de Nérac étaient certainement partisans de cet adage très en vogue en ce début de troisième millénaire. Cela ne les a pourtant pas empêchés de s'opposer à l'installation à proximité de leur lotissement d'un élevage de poules pondeuses bio.

LE PROJET SOUTENU PAR LA COOPÉRATIVE AGRICOLE *TERRE DU SUD* PRÉVOYAIT L'INSTALLATION d'un élevage de 9000 volailles. Bernard Péré, fondateur du groupement d'éleveurs de volailles bio *Biogaline* et membre du conseil économique et social de la région Aquitaine, réagit : "Les riverains de ce projet ont pris contact avec moi car j'ai manifesté publiquement mon opposition à l'installation d'un élevage conventionnel de 30 000 volailles dans une autre commune du Lot-et-Garonne. Il était aussi soutenu par *Terre du Sud*. Mais à Nérac, il s'agissait d'un élevage bio ! J'ai eu des hésitations... Finalement, j'ai défendu les riverains. Neuf mille poules, cela devient de l'industriel. Nous ne voulons pas de ce bio-là !"

La nouvelle réglementation qui régit l'agriculture biologique en Europe et qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2009 facilite le développement d'une bio intensive et industrielle. Particulièrement présents lors des réunions de préparation des cahiers des charges des élevages de volailles bio, les représentants des coopératives agricoles liées aux multinationales de l'agroalimentaire ont su négocier leurs exigences. Désormais, la surface totale des bâtiments des élevages de poulets de chair peut atteindre 1600 m² et le nombre de volailles en bâtiment mobile est porté à 16 par mètre carré. Ces mesures permettent ainsi des élevages à l'année de 75 000 bêtes, élevées en trois séries et abattues à 81 jours. Pour les poules pondeuses, le nombre de volailles par bâtiment de 500 m² ne peut pas dépasser 3000 mais certaines coopératives agricoles conseillent à leurs éleveurs de juxtaposer les bâtiments, séparés par un simple grillage, pour faciliter la collecte industrielle des œufs. Les structures peuvent ainsi atteindre 6000,

9000 voire 12 000 poules. Et comme le nombre de bâtiments pour les pondeuses n'est pas limité, la course au productivisme le plus fou est lancée.

Depuis une dizaine d'années, les coopératives agricoles, chantres des pesticides et des OGM, se sont investies dans le bio pour répondre aux opportunités du marché. Ainsi, en 2000, *Maisadour*, la puissante coopérative landaise, passait un contrat avec une chaîne de supermarchés anglais pour l'approvisionnement en poulets bio. En quelques mois, grâce aux aides de l'Etat, la coopérative convertissait plus de soixante agriculteurs à l'élevage de volailles bio et pouvait livrer jusqu'à 800 000 poulets bio à l'année. Mais, quatre ans plus tard, le marché anglais s'effondrait et les éleveurs étaient alors encouragés à revenir à l'agriculture conventionnelle. Aujourd'hui, *Maisadour* reconvertit à tour de bras les éleveurs au bio. Objectif : la grande distribution française et les cantines scolaires. Et la nouvelle réglementation européenne lui facilite la tâche : un éleveur sous contrat avec la coopérative produit à lui seul 50 000 poulets bio. Label bio et agriculture intensive et intégrée, héritée du modèle conventionnel, font bon ménage.

Beaucoup d'agriculteurs qui se convertissent aujourd'hui à la bio préfèrent passer des contrats avec des coopératives agricoles qui leur promettent assistance et sécurité, plutôt que tenter seuls l'aventure. Dans le cas d'un élevage de poulets bio, la coopérative contrôle toute la chaîne de production : l'entreprise d'accoupage, les élevages, l'abattoir, l'usine d'aliments et le marché avec la grande distribution. Elle fournit clé en main tout le matériel et les bâtiments à l'éleveur, procure les crédits nécessaires (environ 200 000 € sur 20 ans). Elle livre les poussins et rachète toute la production

▲ Bâtiments de l'élevage intensif d'un éleveur en contrat avec *Maisadour*



▲ *Élevage de Jean-Marc Dupré :*

"Une autre bio est toujours possible" Jean-Marc Dupré et sa compagne sont producteurs de céréales et éleveurs bio sur quarante hectares dans le Gers. Ils élèvent à l'année 6000 poulets de chair et quelques centaines de pintades dans quatre bâtiments mobiles. Ils ont aussi 2000 poules pondeuses. Ils nourrissent les volailles avec des aliments 100 % bio qu'ils fabriquent eux-mêmes à partir des céréales de la ferme ou qu'ils achètent à un voisin. Toute la production est écoulée en vente directe sur des marchés, dans des boutiques spécialisées ou à la ferme. Les poulets sont abattus, à partir de 120 jours, dans un abattoir coopératif géré par quatre éleveurs bio. Les œufs sont conditionnés et distribués par le petit groupement de producteurs locaux Biogaline. Jean-Marc Dupré ne vaccine pas ses volailles et ne les traite jamais, même en homéopathie. Il n'a jamais voulu travailler avec la grande distribution ni avec les coopératives agricoles. "On abat 100 poulets par semaine. Avec la croissance de la demande, on pourrait en faire 150. Mais je ne suis pas tenté. Il vaut mieux continuer à en faire peu mais toujours dans de bonnes conditions. Je préfère aider un autre éleveur à s'installer."

(œufs ou volaille de chair) aux prix fixés par elle et qui lui garantissent des marges bénéficiaires conséquentes. Les éleveurs, devenus de simples sous-traitants soumis, se plient aux consignes des techniciens et doivent acheter la totalité des aliments à la coopérative. La nouvelle réglementation a supprimé le lien au sol qui obligeait les éleveurs à produire 40 % des aliments sur leurs terres. Ils peuvent désormais nourrir en totalité leurs volailles avec des produits industriels.

Les fabriquant peuvent y incorporer 5 % d'ingrédients non bio et 50 % d'ingrédients importés. Pour le plus grand bénéfice des coopératives, car l'alimentation animale est aujourd'hui l'un des produits bio les plus rentables.

Le soja est l'un des principaux composants des aliments pour volailles mais sa production en France est en constante baisse car son prix demeure trop élevé pour les coopératives, qui préfèrent s'approvisionner sur le marché international. La Chine fut un temps une source de soja bio prisée mais le scandale de la mélamine, substance très toxique, retrouvée dans du soja importé par la coopérative *Terrena*, perturba le marché. Depuis, les coopératives sont très discrètes quant à leur approvisionnement en soja bio. Certaines achètent du soja cultivé sur d'immenses fazendas "bio" de plusieurs milliers d'hectares au Brésil, dans l'Etat du Mato Grosso, sinistré par la destruction de la forêt amazonienne. D'autres trouvent leur bonheur sur le marché italien, qui servirait de plateforme à du soja en provenance des pays de l'Est. Dans ces pays, de grandes sociétés européennes achètent à bas prix les terres des petits paysans pour les convertir en immenses exploitations destinées à des monocultures de céréales ou de soja bio. Grâce à la nouvelle réglementation, ce soja importé de pays où sont légalisés les cultures OGM peut désormais contenir jusqu'à 0,9 % de traces de transgéniques.

Conséquence de ce développement des élevages intensifs de poulets bio : la multiplication des risques sanitaires. La nouvelle réglementation

interdit les traitements préventifs allopathiques mais permet l'utilisation exceptionnelle des antibiotiques (une fois par an pour les poulets de chair et trois fois pour les poules pondeuses). Les volailles seront provisoirement déclassées mais leur chair ou leurs œufs pourront au final être vendus avec le label bio.. Tous les poussins livrés sont vaccinés et, en fonction des décisions vétérinaires, les volailles peuvent subir sans limitation d'autres vaccins au cours de leur vie. Et, pour que les poulets stressés ne se blessent pas, l'époinçage du bec est autorisé, à condition d'être pratiqué avant l'âge de dix jours. L'ébecquage total et la pose de lunettes demeurent pour l'instant encore interdits !

Les importants intérêts financiers en jeu dans le secteur de l'élevage intensif de volailles bio amènent les groupes coopératifs à se recomposer pour être en position de force dans la concurrence qu'ils se livrent. Ainsi *Maisadour* et *Terrena* viennent de regrouper leurs forces au sein d'une nouvelle entité baptisée *Fermiers du Sud-Ouest*, qui abattra à l'année 29 millions de têtes de volaille, dont une partie en bio. *Terrena* avait auparavant acheté, à la fin des années 90, le leader français du poulet bio : l'entreprise *Bodin*. Les coopératives s'approprient peu à peu les abattoirs indépendants et les groupements de producteurs. L'Union française d'agriculture biologique, l'une des entreprises historique de la bio, appartient désormais à la coopérative *Le Gouessant* ; *Euralis* a pris le contrôle d'*Agribio Union*... Les multinationales de l'agrochimie sont directement ou indirectement engagées dans cette guerre commerciale. *Syngenta* – filiale de *Novartis* (un temps propriétaire de la marque *Soy*, référence de la bio) – est actionnaire à 40 % du groupe *Maisadour Semences*, présent dans une trentaine de pays et dont l'une des activités phare est le développement de semences transgéniques. Cette alliance explique sans doute l'acharnement de *Maisadour* à vouloir légaliser en France la culture des OGM et était les rêves de certains de ses techniciens : voir, dans un avenir proche, se multiplier des élevages intensifs bio dans un océan de maïs OGM.

La création de ces nouveaux empires financiers dans la bio se traduit par leur influence croissante. Les chambres d'agriculture, de plus en plus appelées à encadrer la bio, sont déjà sous leur influence. Les organismes professionnels ne devraient pas tarder à passer eux aussi sous contrôle. *Arbio*, le plus important d'Aquitaine, est dirigé par des responsables de *Terre du Sud* et de *Maisadour*. Quant à l'*Institut national des appellations contrôlées* (Inao), qui est chargé en France d'appliquer la réglementation européenne, il est dirigé par Michel Prugue... président de *Maisadour*.

Philippe Baqué ■

Importer des femmes pour exporter du bio ?

La France a longtemps été un pays exportateur de produits bio, notamment vers l'Allemagne. Mais, au début des années 90, la demande croissante sur le marché national a inversé la tendance. La France importe désormais une grande partie des produits bio qu'elle consomme.

AINSI, EN 2008, LES IMPORTATIONS DE FRUITS ET LÉGUMES ONT AUGMENTÉ DE 22 % et représentaient 60 % des approvisionnements⁽¹⁾. La grande distribution et certains réseaux de boutiques spécialisées à la recherche de produits disponibles en grande quantité, à moindre coût et en toute saison, stimulent le développement, dans les pays du Sud, d'une agriculture bio intensive reposant sur la monoculture, l'exportation et la concurrence. Sans état d'âme.

En Andalousie, depuis plus de trente ans, la province de Huelva est sinistrée par une monoculture intensive de fraises qui nécessite une utilisation massive de pesticides et d'engrais chimiques. Sept mille hectares de serres occupent tout le paysage entre l'océan, l'urbanisation de Huelva et l'une des raffineries les plus polluantes d'Espagne. Comment une agriculture biologique peut-elle trouver sa place en ce lieu ? La société *Bionest*, spécialisée dans la production de fraises bio, affiche la solution sur son site internet : "Nos propriétés, qui atteignent une superficie de 500 ha, sont situées sur le territoire privilégié du parc Doñana, déclaré patrimoine de l'humanité par l'Unesco. Ce cadre naturel exceptionnel nous permet d'obtenir des fruits et légumes de qualité certifiée, tout en contribuant au développement durable de Doñana"⁽²⁾. Or, depuis des années, les écologistes andalous dénoncent les installations

illégalles de serres sur ce parc situé à proximité de Huelva et l'épuisement des nappes phréatiques par les forages⁽³⁾.

Bionest est aujourd'hui le leader de la production de fraises bio en Europe. Mais cela ne l'encourage pas à choisir la transparence. Antonio et Juan Soltero, ses dirigeants espagnols, interdisent l'entrée de leurs exploitations à la presse et aux témoins importuns. En mai dernier, une délégation de parlementaires européens⁽⁴⁾ a été reçue à la sauvette dans les bureaux de la direction, mais n'a pas pu se rendre dans les serres ni rencontrer les ouvrières agricoles. La visite d'une autre exploitation intensive de fraises bio, *Flor de Doñana*, d'une superficie de 40 ha, située à proximité de *Bionest*, permet de se faire une idée des pratiques de culture. Elles se distinguent peu de celles des serres conventionnelles. Seuls diffèrent les intrants (fertilisants, traitements...), amenés par un réseau d'irrigation au goutte-à-goutte, et qui, eux, sont certifiés bio. La rotation des cultures est rendue impossible par la quasi monoculture de fraises, et la biodiversité n'est pas une priorité : les deux variétés utilisées ont été créées pour répondre aux normes du marché conventionnel. La totalité des fraises, produites à la fin de l'hiver et au printemps, est exportée vers l'Europe, le Canada et les Etats-Unis.

▲ Centre de tri de tomates bio industrielles chez AgriEco, en Espagne.

1. Voir *L'agriculture biologique*. Chiffres clés, Agence Bio, édition 2009.
2. www.bionest.es.
3. "Fraises espagnoles, un bilan écologique et social catastrophiques", Claude-Marie Vadrot, *Politis*, 27 avril 2008. Le WWF Espagne a publié un rapport sur le parc de Doñana et donne régulièrement des informations sur la situation du parc. Voir : "Informe cultivo de la fresa en Doñana", www.wwf.es.
4. La mission parlementaire était composée des eurodéputés français Hélène Flautre et Michel Dupont (Verts-Alliance libre européenne) et roumains Catalin Ivan et Daciana Sarbu (Alliance progressiste des socialistes et démocrates), qui se sont rendus dans la région de Huelva du 11 au 13 mai 2010 pour enquêter sur les conditions de vie et de travail des ouvrières agricoles roumaines.



D. P.



D. P.

Bionest embauche plus de 1200 personnes, principalement des femmes. Dans l'usine de conditionnement, les employées sont espagnoles mais, dans les champs, ce sont surtout des femmes roumaines, polonaises, sénégalaises et, désormais, philippines. Ces ouvrières agricoles viennent en Espagne avec des contrats saisonniers dits "d'origine", qui les rendent corvéables à souhait par leurs employeurs. Elles sont recrutées dans leur pays par les organisations patronales espagnoles qui les engagent avec des contrats et des visas à durée limitée. Les femmes sont choisies pour leur "délicatesse" et leur "endurance"⁽⁵⁾. Celles qui ont des enfants sont privilégiées car leur retour dans leur pays d'origine est ainsi garanti. En 2007, les femmes en contrat d'origine, venues d'Afrique, des pays de l'Est ou d'Amérique latine, étaient 35 000 dans la province de Huelva. Maria Garcia Jurado, responsable du syndicat des ouvriers des campagnes (SOC), dénonce ces contrats précaires : "La convention collective fixe le salaire à 35 € par jour mais les agriculteurs ne paient que 30 €. Ils ne rémunèrent pas plus les heures supplémentaires ni les jours fériés, et pratiquent des retenues sur salaires pour les frais de voyage, le logement, l'eau... sans aucun contrôle. Comme ces femmes ne parlent pas l'espagnol, elles ne peuvent pas connaître leurs droits. Leurs passeports sont confisqués et elles n'ont aucun contact avec le monde extérieur. Les conditions des ouvrières agricoles dans les serres bio sont exactement les mêmes qu'ailleurs".

Le journal local *Huelva Informacion* décrit comment Antonio Soltero, l'un des dirigeants de Bionest, manage ses ouvrières⁽⁶⁾ : "Habituees à de longues journées de travail, la chaleur n'est pas un problème pour elles, mais le mal de dos entraîne des douleurs dans tout le corps. Elles doivent insister et se plaindre de maux de tête de façon collective pour que le patron daigne aller chercher des médicaments. Celles qui ont le plus de mal à s'adapter à notre climat sont les Philippines, 'bien qu'elles aient plus de volonté que les autres,' affirme Soltero. Mais la chaleur qu'il fait sous les serres en a fait évanouir plus d'une". Le journal décrit aussi comment Soltero gère les "différentes races" en parquant dans les logements préfabriqués d'un côté les Sénégalaises et les Roumaines, et de l'autre les Philippines et les Polonaises. Isolées au milieu des serres, à des kilomètres de toute urbanisation, les femmes n'ont droit à aucune visite et doivent se déplacer en stop pour se ravitailler.

Le goût amer des tomates bio

Dans la mer de plastique d'Almeria, les 160 ha de serres ultramodernes de la coopérative agricole AgriEco, qui regroupe 46 producteurs, sont un autre exemple d'agriculture bio intensive. Avant de rentrer dans les serres, les visiteurs doivent passer par un sas sanitaire où ils se désinfectent les mains et revêtent une blouse blanche. Des ordinateurs gèrent la température et l'humidité de l'air pour permettre une croissance maximale

▲ "Une autre bio est toujours possible" : Paco Canton est un petit agriculteur bio de la région d'Almería. Il possède deux hectares de serres et de culture à l'air libre où il cultive plus de quarante variétés de fruits et légumes d'octobre à juin. Il reproduit une partie de ses semences et en récupère une autre partie auprès du réseau de semences paysannes local. Toutes sont des variétés anciennes sauvegardées par la banque de semences de la coopérative La Verde. Paco Canton vend ses produits sur le marché local par l'intermédiaire d'un réseau de boutiques spécialisées et d'associations de consommateurs. Il tient à livrer lui-même ses cagettes pour garder un lien avec les consommateurs. Il vend aussi des fruits et légumes à l'administration pour la restauration scolaire mais, dans ce domaine, il est concurrencé par AgriEco qui tente d'occuper le marché. Paco Canton fait partie d'une coopérative de petits producteurs bio qui s'entraident et se conseillent. Il embauche à temps plein ou à temps partiel un couple d'Équatoriens, une Lituanienne, une Bulgare, un Marocain et trois Espagnols. Tous vivent en Espagne et sont déclarés. Paco Canton les paie 40 € par jour. Son obsession ? Surtout, ne pas reproduire le système d'agriculture intensive conventionnelle qu'il a fuit voici sept ans.



des pieds de tomates en un temps minimal. Ici aussi, peu de différences avec le modèle d'agriculture intensive conventionnelle, si ce ne sont les intrants certifiés bio. Et comme les serres environnantes, celles d'AgriEco demandent beaucoup de capitaux. Une serre bio de 17 000 m² avec 25 000 plants coûte plus de 300 000 euros. Pour amortir les investissements, la coopérative doit produire d'énormes quantités de tomates (11 000 tonnes en 2008), qu'elle exporte vers l'Europe et les Etats-Unis durant une grande partie de l'année. Elle doit aussi réduire ses coûts de production... AgriEco embauche ainsi plusieurs centaines de Roumains en contrat d'origine. Miguel Cazorla, le dirigeant souriant et avenant d'AgriEco, prévoit avec fierté une nouvelle expansion de la coopérative et la conquête de nouveaux marchés.

Bionest et AgriEco sont certifiés bio par le principal organisme certificateur d'Andalousie : le Comité andalou d'agriculture écologique (CAAE) encourage le développement de l'agriculture bio intensive d'exportation. Son comité directeur, dont sont membres les plus grands propriétaires bio andalous, parmi lesquels Miguel Cazorla et Juan Soltero, ne risque pas d'imposer le respect des droits des ouvrières agricoles ni celui de critères environnementaux plus stricts. Par esprit de corporation, mais aussi pour ne pas affaiblir l'agriculture bio espagnole dans la guerre commerciale qu'elle mène contre ses concurrentes du pourtour méditerranéen.

La main-d'œuvre bon marché du sud-marocain

Au Maroc, la région d'Agadir est désormais recouverte, elle aussi, par une mer de plastique, créée avec des capitaux marocains mais aussi français et espagnols. Les exploitants agricoles n'ont pas besoin d'importer de main-d'œuvre : les familles des petits paysans locaux, précarisées et sans droits, leur en fournissent à très bas prix (6 € pour des journées de 9 heures). Les fruits et légumes produits sous les serres sont les mêmes que ceux d'Andalousie et entrent en concurrence avec eux sur les marchés européens. Lahsen El Hjouji a choisi ce lieu pour implanter 200 ha de serres qui produisent, d'octobre à avril, des tomates, des courgettes et des poivrons bio. Cet agronome marocain a développé sa société *Primeurs Bio du Souss (PBS)* en collaboration étroite avec la société française d'import-export de produits bio *ProNatura*, qui distribue ses produits auprès des supermarchés et des boutiques spécialisées européens. Les serres de Lahsen El Hjouji sont plus transparentes et plus respectueuses de certains principes que celles d'Andalousie. Au niveau social, PBS doit respecter des règles minimales imposées par un certificateur suisse. Les employés sont ainsi payés entre 15 % et 20 % de plus que dans les serres conventionnelles. La rotation des cultures y est assurée tous les cinq ans grâce à des cultures de bananiers, le sable du sol est enrichi de compost préparé sur place et une partie des semences est produite localement. Mais la biodiversité ne fait pas bon ménage avec le

▲ Miguel Cazorla, dirigeant d'AgriEco. Il présente une cagette de fruits et légumes que la coopérative va lancer sur le marché intérieur espagnol et qui concurrencera les petits producteurs bio qui pratiquent ce type de vente auprès de réseaux de consommateurs.

5. Voir *Travailleurs saisonniers dans l'agriculture européenne*, éditions de l'Ecole des Hautes études en sciences sociales, janvier 2009.

6. "Temporeros de 4 continentes recogen fresa en Huelva", *huelvainformacion.es*, 4 mai 2008.



Philippe Baqué

▲ Lahcen El Hjouji propriétaire de Primeurs Bio du Souss à Agadir.



Philippe Baqué

▲ Entrée des serres. Sas sanitaire chez AgriEco : serres ou laboratoire ?

bio intensives, au développement desquelles elle a souvent contribué. Elle a ainsi cautionné, à la fin des années 90, le développement en Andalousie de *Bionest*, qui reste aujourd'hui l'un de ses partenaires commerciaux. *ProNatura* a aussi permis la création de *PBS* au Maroc par ses conseils techniques et ses apports financiers. "Quand on a commencé à développer ce projet, j'ai organisé une réunion à Agadir avec certains de nos partenaires, comme *BioCoop*, pour réfléchir sur sa pertinence. Tout le monde a approuvé le développement de ce projet d'agriculture industrielle. Et on l'a fait. Avec un niveau technique et agronomique hallucinant. Nous sommes allés à l'extrême de ce que l'on peut faire en bio. Mais aujourd'hui, je ne me lancerai pas dans ce projet. Est-il vraiment durable ?"

Malgré le bon développement de *PBS*, Lahcen El Hjouji est inquiet. Pour demeurer compétitif dans la guerre commerciale internationale, quels choix devra-t-il faire ? "Même si les prix du bio dans les grandes surfaces en France sont élevés, pour nous, ils baissent continuellement. Ce sont les intermédiaires qui profitent de la situation. La concurrence est rude avec l'Espagne mais aussi avec la Sicile et, surtout, avec Israël, qui fait un forcing sur le marché européen. Tous nos produits arrivent en même temps dès le mois de novembre et, évidemment, nos clients en profitent pour acheter à ceux qui vendent au plus bas prix".

Exploitation d'une main-d'œuvre précarisée. Monoculture au détriment de la biodiversité et de la souveraineté alimentaire. Noria de poids lourds et d'avions pour exporter vers l'Europe et les Etats-Unis des fruits et légumes hors saison. Epuisement des nappes phréatiques. Non-respect des parcs naturels... Cette bio-là est-elle vraiment celle que réclament les consommateurs ?

marché international : une seule variété de tomate pour l'ensemble des serres, une variété de poivron destinée à la Hollande, une autre destinée à l'Allemagne... Au niveau environnemental, *PBS* contribue, par ses forages, à l'épuisement des réserves d'eau de la région semi-désertique du Souss, déjà mises à mal par les productions intensives de la mer de plastique et le tourisme industriel⁽⁷⁾.

Henri de Pazzis est le fondateur de *ProNatura*, l'une des principales sociétés d'import-export de produits bio au niveau européen, et l'une des premières à avoir approvisionné la grande distribution avec des fruits et légumes bio hors saison. Si *ProNatura* travaille avec un grand nombre de petits producteurs dans plus de quarante pays, elle est aussi le partenaire de grosses exploitations

Philippe Baqué ■

7. Voir "Maroc : la plaine de plastique", Marc Ollivier, *Archipel*, journal du Forum civique européen, septembre 2009.



Philippe Boqué

La bio est-elle socialement fréquentable ?

Selon la plupart des sondages et des médias qui tentent de cerner les nouvelles tendances de la consommation bio, les nouveaux acheteurs seraient avant tout motivés par la préservation de leur santé⁽¹⁾. La protection de l'environnement viendrait en second. Quant à la justice sociale, à la solidarité, à la souveraineté alimentaire ou à la défense de la paysannerie et des communautés rurales... elles ne seraient pas prises en considération. La polémique suscitée ces derniers mois en France par l'huile de palme bio importée de Colombie est représentative de cette tendance.

LE GROUPE COLOMBIEN *DAABON* A LE MONOPOLE DE LA PRODUCTION ET DE LA COMMERCIALISATION DE L'HUILE DE PALME BIO AU NIVEAU INTERNATIONAL. L'association *Avenue-Colombie*⁽²⁾ a largement diffusé en France des informations et des témoignages montrant que la puissante famille de propriétaires terriens qui est à la tête de ce groupe entretient des relations avec le régime d'Alvaro Uribe, dont l'armée a commis des milliers d'assassinats et pratiqué, avec l'aide de paramilitaires, des déplacements massifs de populations paysannes. En juillet 2009, le groupe *Daabon* a fait déloger par l'armée plus de 120 familles de petits paysans qui occupaient une hacienda abandonnée par son propriétaire lié aux narcotrafiquants, et qui étaient en négociation avec l'Etat pour en obtenir la propriété. Sans tenir compte de cette procédure, *Daabon* a racheté l'hacienda et a commencé à

planter des palmiers à huile. Car le groupe *Daabon* et d'autres sociétés agro-industrielles colombiennes sont actuellement en concurrence pour acquérir au plus vite le plus de terres possible.

L'ex-président Uribe a donné le départ de la course en déclarant qu'en Colombie, plusieurs millions d'hectares devaient être convertis en plantation de palmiers à huile. L'objectif étant que la Colombie devienne le premier producteur mondial de "biodiesel"... avec une huile de palme qui n'a rien de bio⁽³⁾. *Daabon* a pris une longueur d'avance sur ses concurrents en construisant la plus grande usine de production de biodiesel d'Amérique latine. Le groupe posséderait directement ou indirectement, par le biais de ses filiales, plusieurs dizaines de milliers d'hectares de palmiers à huile. Les surfaces converties en monoculture nuisent gravement aux ressources naturelles,

1. Voir, entre autres, les chiffres, les sondages et les analyses de l'Agence Bio : www.agencebio.org

2. Voir le site : avenuecolombie.wordpress.com

3. Pour commercialiser leur huile de palme malgré les critiques, un certain nombre de groupes agro-industriels ont pris modèle sur le cas du soja pour lancer une table ronde pour une huile de palme durable, avec des critères *a minima* au sujet de la déforestation. La Colombie a ainsi été l'un des pays fondateurs de cette table ronde. Un panel d'ONG et d'associations l'ont dénoncé : "Déclaration internationale contre les monocultures de palmier à huile durables", www.aves.asso.fr/article838.html



Philippe Boqué

▲ Culture de tomates bio sous serre en Espagne

aux écosystèmes et à l'agriculture traditionnelle, et remettent en cause la souveraineté alimentaire du pays. Ainsi, la Colombie, longtemps autosuffisante, est devenue en quelques années importatrice de denrées alimentaires de base. La bio est-elle compatible avec un projet aussi destructeur ?

Malgré les informations fournies par *Avenue-Colombie*, *Ecocert* a maintenu sa certification pour l'exploitation de *Daabon* qui produit l'huile de palme bio, arguant d'un respect technique des règles de la bio et de l'absence de preuve de déforestation. Le réseau *Biocoop* a poursuivi la distribution de cette huile et les sociétés *Soy*, *Body Shop*, *Alter Eco*, *Biobleud*, *CéréAlpes...* continuent à l'utiliser dans la fabrication de leurs produits. L'association *Bio Consom'acteurs* conclut ainsi le débat : "Pour mémoire, les acides gras saturés de l'huile de palme, à la différence de ceux des graisses animales, sont totalement biodisponibles et n'encrassent pas les artères"⁽⁴⁾. La santé n'aurait ainsi rien à voir avec la politique...

Solidarité et coopération ? Des valeurs oubliées !

En 1972, la Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique (Ifoam) a adopté la charte éthique de l'agriculture biologique. Ce texte définit, entre autres, les objectifs écologiques, économiques, sociaux et humanistes de la bio. Il y est question d'une agriculture fondée sur la solidarité entre tous les membres de la filière bio en France et en Europe, et qui ne participe pas au pillage des pays pauvres. L'équité doit être

recherchée entre tous les acteurs du marché, et la compétition doit céder le pas à la coopération. Il s'agit d'encourager des exploitations à échelle humaine. Même si ce texte demeure théoriquement en application, que reste-t-il aujourd'hui de ses principes ? La nouvelle réglementation européenne ne consacre pas un seul paragraphe au social. Seuls les critères techniques sont pris en compte. "Boire un jus d'orange bio, c'est super ! Mais quand la dernière gorgée que l'on avale a le goût de la sueur des travailleurs marocains sans papier et exploités qui ont ramassé les oranges, là ça ne passe plus" constate Dominique Marion, président de la Fédération nationale de l'agriculture biologique (Fnab). "Quand moi, président de la Fnab, je dis cela, ça fait frémir, y compris les amis. A un moment donné, il faut faire des choix responsables. La seule solution, c'est d'intégrer la charte éthique de l'Ifoam dans la nouvelle réglementation européenne. Cela nous permettrait de revenir aux objectifs de la bio, qui sont de nourrir le monde de manière équilibrée et harmonieuse avec des critères sociaux et environnementaux."

Ecocert, le principal organisme certificateur français, ne semble pas partager cet avis. Pour William Vidal, son président, l'important est d'alimenter le marché. "Aujourd'hui, nous sommes à 2 % de consommateurs de produits bio. Et si demain on passe à 15 %, est-ce que les petits producteurs pourront alimenter le marché ? Pourquoi ne pas importer des volumes avec des prix bas, si c'est pour démocratiser la bio auprès de certaines catégories de la population ? Il est vrai que le social n'est pas pris en compte par la réglementation européenne mais nous, en tant que certificateurs, nous ne pouvons pas introduire de nous-mêmes des critères supplémentaires. Notre rôle est de ne pas avoir d'état d'âme car sinon, nous perdrons notre accréditation pour cause de discrimination."

Emmanuel Antoine est le président de *Minga*, qui regroupe des associations, des entreprises et des particuliers qui œuvrent pour une économie équitable. Il réagit : "Avant, les cahiers des charges de l'agriculture biologique étaient faits par des paysans, ce qui leur permettait d'échanger et de faire évoluer les pratiques. Aujourd'hui, les certificateurs sont devenus des sociétés anonymes complètement éloignées des préoccupations des professionnels. Elles gèrent la mise en marché des produits et ne s'interrogent plus sur la pertinence écologique et sociale des cahiers des charges"⁽⁵⁾.

L'association *Nature & Progrès*, créée dans les années 60, est à l'origine du développement de la bio en France et du premier cahier des charges reconnu par l'Etat. Très critique vis-à-vis des organismes privés de certification, elle privilégie les systèmes participatifs de garantie qui mettent en relation producteurs et consommateurs. Certains de ses membres, comme Jordi Van der Akker, ont choisi de quitter le label officiel bio et de n'appliquer que le cahier des charges de *Nature & Progrès*.

4. Voir la revue *Consom'acteurs* n° 49, février 2006, page 36.

5. Voir l'hebdomadaire *La Terre*, 29 juin-5 juillet 2010, dossier "Voici venir le bio-business".



Philippe Boqué

"Notre système de contrôle fonctionne sur la transparence et l'échange de savoir-faire. La relation entre producteur et consommateur permet que ce dernier se rende compte des conditions de travail et de vie des paysans." La charte de *Nature & Progrès* prône le développement d'une agriculture biologique paysanne qui respecte la vie, l'environnement et la justice sociale sur toute la planète. Cette pratique doit privilégier les circuits courts de distribution. Le tissu associatif, l'économie solidaire et l'engagement dans les combats sociaux et environnementaux doivent être privilégiés.

Nature & Progrès et *Minga* ont mené ensemble plusieurs campagnes, notamment autour des appels *Alimentons l'Europe* et *Alimentons nos régions*, qui proposent de construire avec le Sud une réponse durable pour en finir avec la faim, en fondant la souveraineté alimentaire, du niveau local au niveau international, sur des politiques agraires favorisant la multiplication des lopins vivriers. La crise de l'agriculture ne pouvant être résolue que par l'installation massive de paysans formés à l'agroécologie sur des exploitations à taille humaine⁽⁶⁾.

Comment faire de la bio socialement fréquentable ?

La plupart des organisations historiques de l'agriculture biologique sont conscientes du problème. Elles tentent d'y répondre à leur échelle et en fonction de leurs enjeux. L'association *Demeter France* gère la marque de l'agriculture biodynamique de Rudolf Steiner, l'un des mouvements fondateurs de la bio. Pour Jean-Marie Defrance,

responsable de l'association, "le développement de la bio ne doit pas se faire au détriment de notre âme. *Demeter*, qui est une organisation internationale, travaille actuellement à l'élaboration d'une charte sociale qui garantirait le respect de règles minimales sur l'ensemble de la planète. Mais nous avons beaucoup de difficultés à l'établir car il est très difficile d'harmoniser les normes sociales des différents pays. Cela va prendre du temps".

La Confédération paysanne, dont une grande partie des adhérents pratique l'agriculture biologique, voit aussi d'un œil suspicieux l'évolution de la bio. Pour Jean Gobier, responsable de la commission bio du syndicat, "la nouvelle réglementation européenne encourage le biobusiness en ne limitant pas la taille des exploitations. L'embauche de dizaines voire de centaines d'ouvriers agricoles sur une exploitation en bio n'a rien à voir avec l'agriculture paysanne que nous défendons. Notre syndicat se bat en permanence pour l'accès au foncier. Actuellement, en France, il y a des aides à la conversion en bio mais aucune aide spécifique pour l'installation en bio. Pour les aides générales, la FNSEA a tout verrouillé en imposant des tailles d'exploitations minimales pour les obtenir. Un jeune qui veut s'installer sur une petite surface n'a aucune chance. On se bagarre contre cela depuis des années".

En Bretagne, l'Association de soutien aux projets et activités agricoles et ruraux innovants (*ASPAARI*) a développé un outil de contrôle de l'engagement des producteurs : la boussole NESO⁽⁷⁾. L'un des ses membres fondateurs est Nicolas Supiot, paysan-boulangier, responsable du réseau *Semences paysannes*. "Pour nous, le label AB et le

▲ Préparation de godets pour les plants chez Produits Bio de Souss (Maroc)

6. Voir la revue *Nature&Progrès*, n°76, février-mars 2010, p. 17.

7. Présentée initialement par Paul Carde dans *Silence*, n° 275, octobre 2001, p. 61.

label européen sont incohérents et incompatibles avec les valeurs essentielles que l'on porte. Avec ces labels, on ne fait que substituer des intrants bio à des intrants chimiques. Personnellement, je préfère acheter des tomates non bio mais issues d'une agriculture paysanne à proximité de chez moi, plutôt que des tomates bio espagnoles cultivées sous serre avec une main d'œuvre étrangère exploitée et précaire. Nous, nous sommes dans un autre rapport au naturel, au social, à l'énergie et à la provenance des produits. Nous nous questionnons sans cesse sur ces points. Cela donne la boussole NESO. Les quatre initiales signifient Nord, Est, Sud, Ouest mais aussi Naturel, Energie, Social, Origine. En fonction du respect équilibré de ces principes, nous évaluons chaque année nos activités. Cela permet de nous orienter."

Depuis 2003, la Fnab, le réseau *Biocoop*, *Bio Consom'acteurs* et *Demeter* soutiennent l'association *Terre de liens* dont la vocation est de permettre l'installation ou le maintien de lieux agricoles biologiques ou biodynamiques "socialement, écologiquement et économiquement pérennes". Des outils financiers solidaires permettent l'installation de jeunes agriculteurs qui, sans ce soutien, n'auraient aucune chance d'accéder au foncier.

Cohérence et modèle économique

Ces mêmes organisations (à l'exception de *Demeter*) ont créé en 2010 la marque *Bio Cohérence* pour protéger les spécificités du label bio français mis à mal par la nouvelle réglementation européenne sur bien des points (OGM, lien au sol, cahier des charges des élevages, traitements allopathiques...), en y ajoutant les principes de transparence, d'équité et de solidarité. Mais les

producteurs et les transformateurs qui y adhèrent devront continuer à respecter la réglementation européenne et ne pas sortir du système de certification. Ils devront appliquer le cahier des charges de *Bio Cohérence* et s'inscrire dans une logique de progrès, notion qui est en cours de définition. Si les aspects techniques sont clairement affichés, les aspects sociaux, eux, demeurent flous. Ainsi, quelle sera la position de *Bio Cohérence* par rapport à l'huile de palme bio colombienne, si certaines de ses organisations gestionnaires encouragent la commercialisation ? Quelle sera aussi la position de *Bio Cohérence* par rapport aux monocultures intensives d'exportation si la société d'import-export *ProNatura*, elle aussi gestionnaire de la marque, continue d'importer des fraises et des tomates bio produites dans des fermes de centaines d'hectares au Maroc et en Andalousie, dont elle a soutenu la création ? Pour proposer une alternative cohérente au bio-business, la nouvelle marque devra lever ces ambiguïtés.

L'agriculture biologique s'est développée grâce à ses méthodes de culture en rupture avec le "tout chimique" qui lui valent aujourd'hui sa reconnaissance. Les sirènes du marché l'appellent désormais à se convertir au productivisme le plus débridé et à en assumer les conséquences sociales désastreuses. La rupture avec ce modèle économique avait été l'un des principes fondateurs de la bio. L'intégration, ou non, des valeurs sociales au sein des préoccupations actuelles des producteurs et des consommateurs de la bio déterminera son avenir. Sera-t-elle encore porteuse d'une alternative agricole, écologique et sociale ? Ou deviendra-t-elle un simple pan du marché soumis aux seuls intérêts du libéralisme économique ?

Philippe Baqué ■

DE LA BIO ALTERNATIVES AUX DÉRIVES DU "Bio"-BUSINESS, QUEL SENS DONNER À LA BIO ?

POUR PERMETTRE LA RÉALISATION D'UN LIVRE COLLECTIF SUR LA BIO QUE NOUS AVONS VOULU, celle que nous avons et celle que nous pouvons construire, l'association *Alterravia*, soutenue par la *Confédération paysanne*, *Minga*, le *Forum civique européen* et *Nature & Progrès*, lance un appel à souscription.

Ce livre permettra de réaliser des enquêtes sur les pratiques de la "bio" industrielle et du "bio"-business en France et en différents pays... Comment cette "bio" a-t-elle été investie par la grande distribution et les multinationales de l'agro-alimentaire ? Quelles sont les conséquences environnementales et sociales des monocultures intensives "bio" d'exportation qui se généralisent ?

Ce livre rappellera quels ont été les principes fondateurs de la bio : traitements naturels, diversification et rotation des cultures, exploitations à taille

humaine, énergies renouvelables, biodiversité, souveraineté alimentaire, semences paysannes, interdiction des OGM... Dès sa fondation, la Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique (IFOAM) a adopté des critères sociaux et environnementaux clairs. Sont-ils compatibles avec le bio-business ?

Ce livre montrera comment, sur une grande partie de la planète, des producteurs pratiquent une agriculture paysanne bio et agro-écologique et proposent une alternative à un modèle de société dominant et destructeur.

Adressez vos chèques (25 € ou plus) à l'ordre d'*Alterravia*, Philippe Baqué, Borde Grande, 47340 Castella, alterravia@orange.fr.

Pour visionner l'appel dans son ensemble et le télécharger voir le site : www.minga.net.



Spy Games* à Garaufou

Une fois n'est pas coutume : j'attache mon cheval à deux roues devant l'entrée de l'hypermarché Garaufou de ma banlieue préférée. Ma mission : me rendre à leur rayon tout-frais-tout-bio pour y mener un brin d'enquête.

NOUS SOMMES JEUDI APRÈS-MIDI, UN JOUR APRÈS LE DÉBUT DU RAMADAN, CLIENTS ET PROMOTIONS abondent. Une surprise appréciée : l'absence de muzik. On peut donc converser sans problème, je vais en profiter !

La partie bio, trois gondoles entre deux longs rayons, côtoie le domaine des produits frais. Un réseau suspendu de néons et de leds accrochés à des rampes noires abaisse le plafond et rompt avec l'ambiance suréclairée du magasin. Pour un peu, on croirait économiser l'énergie...

Mais les clients sont rares, beaucoup fauflent simplement leur chariot pour arriver plus vite aux caisses ou au "scanlib" (sic), en regardant vaguement les produits exposés, mais visiblement intrigués par les trois lots de distributeurs de vrac devant leur paroi en simili-bois. Le long des rayons, les affichettes perpendiculaires ne vantent que des prix inférieurs à deux euros... "Vous achetez ici des fois ? – Non, je regardais..."

Mata Hari

Un vieux monsieur me dit chercher de l'orge; je l'accompagne vers les farines puis les flocons : point d'orge. Nous papotons, il prend son temps et je comprends que c'est un des nombreux promeneurs qui vaquent dans Garaufou comme ailleurs dans un souk. Il repassera plus tard, content, avec

un sachet de boulgour, me le montrant comme s'il avait enfin déniché son orge.

Cette fois, un couple de vrais habitués hésitent entre plusieurs yaourts de chèvre. Ce sont aussi des clients de Vraival, mais je n'ose mettre en question leur fidélité et ils se hâtent vers les caisses.

Voilà qu'arrive une jeune fille, queue-de-cheval et robe lavande, pressant un dossier contre sa poitrine. Elle se met à scruter le rayon des huiles d'olives, dont la variété a de quoi égarer. Je ne suis pas la seule espionne car elle s'avère être l'envoyée de l'Avis-Clair, pour une fois perplexe. Elle relève des prix, et me dit que la qualité des viandes est meilleure que chez le concurrent, qu'elle a visité le matin même, et qui est beaucoup plus agressif, avec des produits bio à moins d'un euro. "On se demande comment ils font. Mais pour la confiture c'est clair : plus de sucre que de fruits... Ici, m'explique-t-elle, avec le rayon vrac, c'est un magasin pilote." Nous remarquons que les huiles bon marché n'ont pas de provenance écrite, ce ne sont que des mélanges, vendus à moitié prix par rapport à une huile de producteur ou d'origine unique. J'apprends qu'avec le futur logo européen, on devra imprimer la provenance des matières premières sur les plats préparés (et que la confiance règne...). "Mais quel producteur peut assurer les volumes demandés par une centrale d'achat ? Alors ça les surprend, mais il y en a qui les repoussent, c'est ce

*Jeux d'espions...



qui arrive avec le bio." Je raille : "Il ne reste plus qu'à accaparer des terres dans les pays de l'Est ou en Afrique... – Mais enfin, reconnaît mon interlocutrice, il n'y a pas que le bio, faut voir l'empreinte quand même... – Et aussi les conditions de travail, non ?" N'empêche, elle estime qu'il y a place pour tout le monde, pour la qualité et pour... "le reste". Mais elle relève les prix : "Avec la crise, m'avouet-elle en s'y remettant, tous les magasins ont une grosse baisse de chiffre d'affaires".

Quelques passants, découvrant le rayon, ajoutent un produit bio à leur chariot débordant de conventionnel.

L'un est client de magasin spécialisé : "Je teste, je me méfie... Mais c'est alléchant, plein de produits que je ne connais pas. Ils sont obligés, hein ? Mais c'est plus sûr dans mon magasin bio..."

Deux femmes d'origine nord-africaine s'engagent puis reculent : "Non, attends, là c'est bio ! – Ah oui...". Est-ce en raison des prix ? "Pas du tout. Si je pouvais, pour mes enfants, j'achèterais que du bio. Mais ici, tout est augmenté..." Et de me recommander Vraival, dans la banlieue est : "C'est carrément moins cher !"

James Bond

Tiens, quelqu'un stationne devant le vrac, en pantalon noir, chemise blanche et cravate, un porte-document à pince au bras. Encore un espion ? Je n'en reviens pas : celui-là vient d'en face, "d'où ça commence, me dit-il, par un A et finit par un N"... – Vous cherchez ce qui manque ? – Non, je note ce qu'ils ont, on s'observe..." Je suis curieuse : "Qu'est-ce qui se vend le mieux en vrac ? – Le son d'avoine, s'ils en ont". Ils en ont. "Ils nous ont

copiés, on a été les premiers à faire du vrac... – Euh... en dehors des magasins bio ?"

Nouant contact avec quelques-uns des rares clients, majoritairement des dames d'un certain âge, j'apprends (sous réserve de vérification) que les lavandes ont attrapé un ver qui les parasite, que le cholestérol cède devant la levure de riz rouge, qu'un célèbre petit-déjeuner à base de chicorée-café est "hautement cancérigène", que la poudre de lait n'est pas sûre et que, justement, il y en a dans tous les yaourts ici proposés. "Ce ne sont pas de vrais yaourts fermiers, il faut faire attention. Heureusement, il y a le marché..."

Mission impossible

Pendant ce temps, l'envoyée de l'Avis-Clair a noué conversation avec celui d'En-face. Mais je sors, méditant coïncidences et banalités. Sûr, une bataille est en train d'être livrée, entre les chaînes bio et les centrales d'achat. Chacun cherche sa niche économique... Par ailleurs, comme l'écrivait Fabrice Nicolino dans une de ses chroniques pour *Silence*, la santé individuelle est encore très mise en avant par les acheteurs de bio, mais peu les empreintes sociale et écologique.

Juste arrivée au parking à vélos, un "Les connards !" interrompt ma méditation : mon voisin a eu sa roue avant volée. "J'irais bien râler à l'accueil, mais ils s'en foutent, ça c'est sûr qu'ils s'en foutent ! En plus, je vais devoir leur acheter une roue !" Je compatis. Ici règne la jungle, je te vole, je t'espionne, je te cac'quarantabilise... Un monde de fous ?

Marie-Pierre Najman ■



Catalogne

Corrida interdite

Le 27 juillet 2010, le parlement régional de Catalogne a voté par 68 voix pour et 55 contre, l'interdiction de la corrida sur son territoire. Une pétition ayant réuni 180 000 signatures avait été déposée auparavant pour demander un vote sur cette question. La Catalogne est la deuxième région d'Espagne à prendre cette décision après les Canaries en 1991.

Isère

Sans Center parc

Les *Center parcs* sont un concept de village vacance, avec zone aquatique sous bulle chauffée à 29°C toute l'année avec jusqu'à 5000 personnes. Un tel projet est annoncé à Roybon, à l'ouest de Grenoble. Une association s'est constituée pour dénoncer ce projet qui consommera 1100 m³ d'eau par jour, détruira 200 hectares de forêts réputées pour leur biodiversité, tout cela en bénéficiant de larges subventions des pouvoirs publics. L'association demande aux collectivités publiques de faire meilleur usage de leur

argent. Pour les Chambaran sans *Center parc*, chez René Meynier, 1910, route de Verne, 38940 Roybon, <http://pcscp.org>.

Notre-Dame-des-Landes, enjeu national ?

A l'occasion des journées d'été des Verts et d'Europe Ecologie qui sont tenues à Nantes, du 19 au 21 août, Eva Joly s'est rendue sur le site possible du futur aéroport pour y planter un arbre... là où devrait se trouver une piste d'atterrissage. Herve Kempf, dans *Le Monde* du 24 août 2010 pose la bonne question : peut-on espérer que les Verts feront de l'abandon de ce projet d'aéroport (le seul en France) une condition pour un accord Verts-PS aux élections présidentielles et législatives de 2012 ?

La biodiversité ça se cultive aussi !

Le réseau Semences paysannes vient d'éditer une exposition en huit panneaux 80x120 cm qu'elle

La frime en 4x4 en voie de ringardisation ?

Depuis de nombreuses années, des associations comme *Mountain Wilderness* mobilisent contre les violations de la loi par des organisateurs de randonnées motorisées en dehors des routes de circulation (en nous faisant de la publicité puisque la campagne s'appelle "Silence !"). Le succès de ces mobilisations, les recours en justice, mais aussi sans doute la montée de la conscience écologique entraîne une disparition progressive de ces événements.



D.R.

Ainsi, la Croisière blanche qui consiste à pétarader dans la neige a été annulée après plusieurs condamnations en justice. Le salon d'été du 4x4 à Val-d'Isère n'a pas eu lieu cette année, condamnée par une fréquentation en chute libre. Si Transvalquad et Transvalmoto se sont encore tenus cette année, c'est avec un nombre de participants en forte baisse, entraînant un déséquilibre financier. Enfin, un projet de loi proposant de légaliser ce genre de manifestation a été refusé par la commission compétente à l'Assemblée nationale. *Mountain Wilderness*, MNEI, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél. : 04 76 01 89 08, www.mountainwilderness.fr.

a reprise dans une brochure en format A3. On peut louer l'expo ou acheter la brochure (3,50 € + 3 € de port) auprès d'Isabelle Marfaing, réseau Semences

paysannes, Cazalens, 81600 Brens, tél. : 05 63 41 72 86, contact@semencespaysannes.org.

agri-bio



Échange publicitaire

Les Journées de l'Arbre, de la Plante et du Fruit

27 - 28 nov. 2010
St Jean du Gard

CONTACT : 04 66 85 32 18 - www.dinanchesverts.org

Palmarès des départements

Début 2010, avec 2 % de la surface agricole en bio, la progression est très lente. La région qui a le plus de surface en bio est Midi-Pyrénées (67 800 hectares), celle qui a le plus gros pourcentage de surface agricole utile (Sau) est Provence-Alpes-Côte d'Azur (7,6 %). Au niveau départemental, les départements ayant le plus fort pourcentage de Sau sont : Drôme (615 exploitations, 24 078 ha, 10,7 %), Hautes-Alpes (8,5 %), Bouches-du-Rhône (8,5 %), Alpes-de-Haute-Provence (8,1 %), Pyrénées-Orientales (7,6 %), Var (7,1 %), Vaucluse (6,6 %), Loire-Atlantique (5,8 %), Aude (5,7 %), Ariège (5,6 %), Alpes-Maritimes (5,6 %), Gard (5 %), Ardèche (5 %) ... En queue

de peloton, on trouve : ...Val-d'Oise (0,9 %), Indre (0,8 %), Oise (0,8 %), Meuse (0,8 %), Haute-Marne (0,8 %), Ardennes (0,8 %), Loiret (0,6 %), Seine-Maritime (0,6 %), Eure (0,5 %), Nord (0,5 %), Pas-de-Calais (0,4 %), Aube (0,4 %), Eure-et-Loire (0,3 %), Somme (0,3 %), Marne (0,2 %), Aisne (0,2 %), Hauts-de-Seine (0,1 %), Seine-Saint-Denis (0,1 %), Val-de-Marne (0,0 %). A noter qu'il y a un exploitant agricole déclaré en bio à Paris, catégorie moins de un hectare !

Fin de l'obligation vaccinale en France

Le 21 juillet 2010, discrètement, un décret a annoncé la fin de l'obligation

vaccinale contre la FCO, fièvre catarrhale ovine. Une demande faite par les éleveurs biologiques, mais aussi par une part des autres car la mesure semblait inefficace au vu de la transmission qui peut aussi se faire par des caprins, des chevaux et des animaux sauvages comme les cervidés. La Confédération paysanne s'est félicitée de cette mesure qui fait suite à une campagne de désobéissance de la part des éleveurs, mais demande que des indemnités soient mises en place, la vaccination ayant parfois provoqué des dégâts dans les troupeaux. En parallèle, la maladie est en régression, ce qui prouve que les animaux ont naturellement mis en place une immunité. Reste la question des animaux engraisés dans d'autres pays : l'Espagne et l'Italie maintiennent pour le moment le vaccin. (*Campagnes solidaires*, septembre 2010)

Freecycle

Extension du domaine de la gratuité... pour qui ?

Plus souvent qu'on ne l'imagine, nous soustrayons le cycle de vie des objets à la logique de la marchandisation : réutilisation des vêtements et des jouets d'un enfant, don d'objets à ses ami(e)s, etc. Une plateforme internet a été créée spécialement pour favoriser ces échanges gratuits de biens : "freecycle", comme "cycle de vie libéré" de l'argent.

Le principe est on ne peut plus simple : des annonces succinctes présentent les objets à donner. Les internautes intéressés se mettent en lien entre eux. Et c'est tout.

C'est tout, c'est-à-dire qu'il s'agit d'être coutumier de la "webculture" et de se connecter régulièrement pour ne pas laisser sa boîte aux lettres envahie par les messages. Ce qui limite de fait les bénéficiaires de ce cycle vertueux à certains adeptes du net. Donc à certaines catégories de la population, pas toujours celles qui ont le plus besoin de cette gratuité pour survivre...

Vaut-il mieux passer par un tel système, ou par exemple donner ses affaires à Emmaüs, qui les revendra en passant certes par le circuit monétaire, mais créera aussi des emplois pour des personnes en difficulté et rendra les produits accessibles à un public plus populaire ?

Pascal Martin est allé poser quelques questions à Céline, la créatrice de *Freecycle Lyon* pour en savoir plus sur cette démarche qui tend à freiner la logique de consommation et de croissance.

Quelles sont les motivations qui l'ont poussé dans l'aventure "freecycle" ?

Céline : Le système me paraissait à la fois simple, intelligent et responsable. J'ai rempli le formulaire pour ouvrir un nouveau groupe et, une fois l'autorisation de *Freecycle international* reçue, j'ai commencé à en parler autour de moi. J'ai toujours été étonnée, voire dégoûtée, par tout ce que les gens jettent à la décharge. Avec ce système tout simple d'envoi de mails, on évite que des objets, qui peuvent (encore) rendre service à des gens, soient jetés ou détruits. C'est une démarche à la fois écologique, anti-consumériste et altruiste.

Quelles sont les motivations des gens qui s'inscrivent sur Freecycle ?

C'est difficile de savoir qui ils sont puisque nous n'avons que leur adresse email et leurs messages (qu'on leur demande de garder aussi succincts que possible). Nous n'avons pas d'information autre que celle que les membres nous fournissent. Nous ne savons rien de leur âge,

de leur profession, etc. On sait juste qu'ils habitent dans la région et qu'ils sont sensibles aux questions d'environnement et de consommation puisqu'ils préfèrent recycler et/ou récupérer intelligemment plutôt que jeter et/ou acheter aveuglément. N'importe qui peut se retrouver à donner quelque chose (des vêtements d'enfants, des livres, un canapé, une imprimante...).

En quoi ce type d'initiative peut-il être subversif pour le système marchand ?

Les objets récupérés sur *Freecycle* sont autant d'achats qui ne seront pas faits dans les supermarchés. En acquérant un objet ainsi, je décide de faire un geste à la fois pour la planète (il allait droit à la poubelle) et pour mon portefeuille...

On me rétorque souvent qu'il est possible que la plupart des objets soient revendus sur eBay. Peu importe ! L'essentiel, c'est que l'objet en question ne finisse pas à la décharge et que la personne qui voulait s'en débarrasser l'ait pu. Si la personne qui récupère l'objet décide de le revendre, grand bien lui fasse. Le cycle de l'objet continue, sans passer par la case poubelle...

Entretien réalisé par **Pascal Martin**.

■ Contact : <http://fr.freecycle.org/accueil/>

Sans ordinateur, mais avec chaleur humaine

En décembre 2009, le groupe lyonnais de *Silence* a réalisé un *Grand don* sur une place d'un quartier populaire : une autre manière de poursuivre le cycle de vie des objets par la gratuité et par le contact humain direct. Une expérience facile à organiser dans son quartier.

Il est également possible de créer chez soi, dans un coin, une "zone de gratuité" où l'on entrepose ses objets non-utilisés et en bon état. Invitez les personnes de passage à se servir, certaines partiront les bras chargés ! Autre possibilité : confier ses objets à un lieu collectif, un squat souvent, disposant d'une zone de gratuité ou "friperie".

Ille-et-Vilaine

Dômes nomades

Les structures en dômes, construites en bambou, permettent de facilement installer des lieux de rencontres là où c'est nécessaire. Un tel dôme avait ainsi été installé sur les rencontres des Ami-e-s de *Silence* en 2007. C'est autour de la fabrication de dômes (facile et léger) et de yourtes (plus complexe, mais habitable à l'année) qu'en 2005 s'est créé près de Rennes, un village d'habitats nomades : Le Champ du Vivier. Électricité solaire (ou groupe électrogène exceptionnellement), eau provenant d'un puits, potager avec variétés anciennes, recherche de simplicité volontaire pour disposer de temps libre. Aujourd'hui, les yourtes construites sur place sont toutes habitées et les dômes eux voyagent à l'occasion. *Le Champ du Vivier*, Yann



Marty, Le Petit Blossne, 35000 Rennes, tél. : 02 99 67 69 09, <http://dome.nomade.free.fr>.

Paris

Bouquinerie Oxfam

Pour soutenir l'association internationale Oxfam qui agit dans le domaine de la solidarité internationale, celle-ci ouvre des bouquinerie. Pour soutenir l'association, vous pouvez donc soit donner des livres, des CD, des DVD... ou les racheter. Après une première boutique à Lille (19^{ter}, rue de l'Hôpital-Militaire), une nouvelle boutique vient d'ouvrir à Paris au 61, rue Daguerre, dans le 14^e (M^o et RER Denfert-Rochereau). Les locaux de l'association sont eux à cette adresse : *Oxfam*, 104, rue Oberkampf, 75010 Paris, www.oxfamfrance.org.

Manche

Triages

Triages est une association du sud de la Manche qui agit pour la réduction des déchets. Elle développe pour cela des actions concrètes dans de nombreux domaines : collecte des bouchons de liège pour une transformation en plaques d'isolation, du papier pour le recyclage, construction de toilettes sèches en matériaux de récupération louées pour les festivals ou vendues à des particuliers, récupération de vieux vélos et atelier de rénovation (où l'on peut aussi venir apprendre à réparer son propre vélo), initiation au compostage, au broyage des végétaux, etc. Elle développe une recyclerie. Bref tout ce qu'il faut pour faire maigrir nos poubelles en aval. *Triages*, 43, rue Victor-Hugo, 50400 Granville, tél. : 02 33 50 58 14, <http://trriages.centerblog.net>.

“
Le bonheur est la seule chose que l'on est sûr d'avoir quand on l'a donné.
 ”

Raoul Follereau

Paroles d'écolo

La maison d'édition associative *Le Grand Chardon / Astobelarra* a lancé un appel à contribution pour la publication d'un recueil de textes sur le thème des liens entre la nature et l'humain. Des personnes célèbres ou non ont répondu et le livre avec une trentaine de contributeurs (Yves Cochet, Coline Serreau, Fred Vargas, François Terrasson, Bernard Charbonneau...), doit sortir en décembre 2010. L'ouvrage de 300 pages est en vente en souscription jusqu'au 1er décembre à 18 € + 3 € de port. *Le Grand Chardon / Astobelarra Maison Pastou, 64130 Moncayolle, tél. : 05 59 59 28 32 81.*

Lille

Mettez du fun dans vos culottes !

Plim, Protection lavable intime écologique et durable, propose des protections confortables pour les périodes de règles, les petites fuites, l'incontinence ou l'apprentissage de la propreté des enfants. Plim propose aussi des coupes menstruelles Lunacup, lavables et réutilisables à utiliser à la place des tampons, des disques démaquillants lavables, des coussinets d'allaitement... Outre Lille, Plim est présent dans quelques salons écologiques. *Plim, Capucine et Luci, 15, rue Kant, 59000 Lille, www.plim.fr.*

Bouches-du-Rhône

Lou chambri

Les eaux douces du parc naturel de Camargue sont victimes d'une invasion d'écrevisses rouges de Louisiane. Depuis 2006, Nicolas Gauthier a mis en place une

exploitation de pêche professionnelle qui régule cette invasion. Les écrevisses servent ensuite à produire de la bisque et de la mousse d'écrevisses. La pêche se fait de mai à septembre, mais les produits sont disponibles toute l'année. *Nicolas Gauthier, 12, rue des Vinateurs, 13200 Arles, tél. : 04 90 91 32 49, www.louchambri.com.*

Créer votre entreprise alternative

Beaucoup de jeunes aimeraient vivre de leur passion, mais ignorent comment concrètement mettre en place une structure adéquate. Depuis 1997, le Repas, Réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires, réseau regroupant des entreprises coopératives aux activités diverses, propose un parcours de compagnonnage alternatif. La quinzième session de formation se tiendra de février à juin 2011. Elle s'adresse à des personnes entre 18 et 35 ans : celles-ci peuvent demander un dossier de candidature à *Repas, Yann Sourbier, Le Viel Audon, 07120 Balazuc, tél. : 04 75 37 73 80, www.reseautrepas.free.fr.*

Médias

■ **Regard animal**, 58, rue Blanqui, 59430 Saint-Pol-en-Mer, www.regardanimal.fr, tél. : 03 28 64 26 79, nouvelle revue bimestrielle sur les rapports entre l'homme et l'animal. Concrètement cela parle surtout des animaux domestiques.

■ **Alternatives non-violentes**, Centre 308, 82, rue Jeanne-d'Arc, 76000 Rouen, www.anv-irnc.org. Le n°155 présente un dossier sur "La domination masculine" (2^e trimestre 2010, 12,50 €). Une série d'articles sur les violences faites aux femmes et sur les mouvements qui s'y opposent.

Installation

Michel Vignat,
 paysan-boulangier à Upie

Bien que très près du village, le lieu a un petit côté "bout du monde" car très boisé au-delà de la ferme, et en cette journée ensoleillée de mai la nature luxuriante prend tout son relief.



Chemin de vie et installation solidaire

C'est après un parcours de transition de 10 ans que Michel est passé du monde de l'entreprise à celui de l'agro-écologie. Il a beaucoup "navigué", dit-il, car ce qui guidait sa démarche c'était sa volonté de mettre en cohérence ses idéaux, son mode de vie et son métier. Et il lui a fallu mener une réflexion très approfondie, apprendre sur le tas, expérimenter, en passant par le Danemark, et surmonter de nombreux obstacles pour aboutir à cette reconversion. C'était un parcours initiatique, en somme, dans ce qu'il considère comme un chemin de vie. Grâce à l'aide de leurs familles et *Terre de liens*, Michel et Elsa, sa compagne, ont pu s'installer à Upie. Michel produit aujourd'hui seigle, froment, petit épeautre, lin et légumineuses (rotation des cultures) sur une surface de 12 ha (9 ha acquis par *Terre de liens* et 3 ha loués). La fabrication du pain lui permet de valoriser au mieux sa production et aussi d'avoir la satisfaction de mener à bien un processus complet.

Une exigence de qualité en tous points

Michel est réservé et peu hâbleur mais ce qui transparait quand il parle de son métier c'est sa grande exigence. Il laisse reposer le blé pendant six mois avant de mouler la farine, pétrit son pain à la main et fait son levain. On sent qu'il aime la relation avec la pâte et qu'il a plaisir à fournir un bon produit à ses clients. Il commercialise sa production deux fois par semaine dans un magasin de producteurs, *Court-circuit*, dans une Amap et à l'épicerie du village. Il vend aussi un peu de farine, pour rendre service. Le couple et leur petite fille vivent dans la ferme attenante aux terres, que Michel restaure avec des matériaux écologiques et surtout l'aide d'amis. C'est un très gros travail. Et il projette aussi d'installer des panneaux photovoltaïques ainsi qu'une éolienne. Le manque de surface actuel est une difficulté pour faire de bonnes rotations de cultures. Les huit ha constitutifs de la propriété, actuellement en fermage au profit d'un autre exploitant, seront récupérés dans deux ans et permettront d'atteindre un peu plus de 20 ha, ce qui donnera une meilleure assise financière au projet et constituera par là-même son aboutissement. La ferme de Michel et Elsa constitue vraiment la synthèse d'un projet personnel, solidaire et écologique parfaitement viable.

Marie-Joëlle Pouillon

■ www.terredeliens.org.

■ Michel Vignat, Coucourdon, 26120 Upie, fax : 04 75 42 48 27.

► Liliane Bettancourt : faut-il s'aligner sur l'Européenne la plus favorisée ?



Petite phrase

"L'IVG est gratuite et anonyme pour les mineures, la pilule du lendemain est gratuite et anonyme pour les mineurs, mais la pilule contraceptive non, c'est monstrueux !"

Israël Nisand, professeur de gynécologie obstétrique au CHU de Strasbourg, le 26 septembre 2010, à l'occasion de la journée mondiale de la contraception.

Gonflées à blogs !

Le mouvement féministe s'exprime de plus en plus par internet.

Voici quelques sites à visiter.

■ **Vie de Meuf.** On y témoigne de son expérience de salariée ou de demandeuse d'emploi. De quoi se sentir moins seule, et montrer que le féminisme a encore du travail sur la planche à repasser. viedemeuf.blogspot.com.

■ **Chantons en sœurs.** Sandrine a rassemblé des enregistrements de chansons féministes. Depuis la Marseillaise revue et corrigée jusqu'à "Ne vous mariez pas les filles" de Boris Vian. Réjouissant ! sandrine70.wordpress.com.

■ **Se voir en peinture.** Alors que les étudiantes sont souvent

majoritaires aux Beaux-Arts, il n'y a que 10 % de femmes présentées en moyenne dans les expositions internationales. En outre, le culte du jamais vu, sous le nom martial d'avant-garde (on se demande bien de quoi), dévalorise les moyens dits traditionnels de l'art, en particulier la peinture, et plus généralement l'élargissement du champ artistique déjà commun, auquel se consacrent souvent des femmes. Que de richesses ainsi négligées ! (Lire le beau livre de Marie-Jo Bonnet, *Les femmes dans l'art*, chez La Martinière). Une petite consolation sur internet : rien que des femmes peintes par des femmes, une exposition virtuelle de dizaines d'artistes, qui donnent à rêver, à sourire et l'envie de partager. figurationfeminine.blogspot.com.

Clause de l'Européenne la plus favorisée

Dès 1979, autour de Gisèle Halimi, le mouvement *Choisir la cause des femmes* a milité pour que l'Union européenne favorise l'harmonisation des lois par le haut en ce qui concerne les femmes. En 2006, un rapport a été publié, médiatisé par un colloque en 2008 présentant le résultat d'une longue étude sur l'ensemble des pays membres. C'est au Danemark que l'on trouve les meilleures actions sur l'éducation sexuelle et les centres de planning familial. C'est aux Pays-Bas que l'on a le plus facilement accès et gratuitement à la contraception. C'est en Suède que les lois sont le plus favorables pour l'avortement et le congé parental. C'est en Autriche qu'il y a le moins de restrictions pour le mariage homosexuel. C'est en Espagne que le divorce est le mieux géré et que l'on porte le plus d'attention aux violences conjugales. C'est en Belgique que le contrat d'union civile garantit le plus de droits et

c'est aussi là que la parité est la meilleure dans le domaine des élections. C'est la Suède qui a les meilleures lois sur la question de la prostitution. C'est la France qui assure le meilleur traitement pénal du viol et dont le code du travail garantit le mieux l'indépendance économique des femmes. C'est en Estonie que l'on a la meilleure protection contre le harcèlement. Un secrétariat permanent à la Clause de l'Européenne la plus favorisée a vu le jour récemment à Bruxelles, avec le soutien de l'Espagne quand celle-ci a assuré la présidence. Reste que si le principe a été adopté, le chemin vers l'égalité va être très long car de nombreux choix concernant les femmes ont d'autres implications dans les lois de chaque pays : harmoniser seulement les lois sur le mariage est un vrai casse-tête juridique ! En tous les cas, qu'il soit possible de penser à une harmonisation par le haut pour les femmes est un bon exemple à étendre dans le domaine social et environnemental. (source : Véronique Vinet, *Alter info Sud*, juillet-août 2010)



habitat

Bas-Rhin

L'Heliodôme, bâtiment bioclimatique

Eric Wasser, ébéniste designer, s'est lancé dans la réalisation d'une maison individuelle qui profite au maximum du soleil en hiver (façade sud toujours ensoleillée, pénétration du soleil jusqu'à l'arrière de la maison) et qui s'en protège en été sans avoir recours

à la traditionnelle "casquette" (tout l'intérieur est à l'ombre). Pour cela, il a calculé, en fonction de l'ensoleillement local, une façade sud en devers, entièrement vitrée qui s'appuie sur une charpente circulaire. A l'arrière, une structure lourde avec une dalle en béton et une structure porteuse bois et béton. Les choix techniques doivent permettre une économie de chauffage de 50 à 80 % par rapport à la réglementation en vigueur en 2000. Après une phase de recherche, le permis de construire a été déposé en 2005 sur la commune de Cosswiller. Les travaux ont commencé en 2008 et doivent se terminer cet automne. La maison sera équipée de sondes pour vérifier les données thermiques et elle sera ouverte au public jusqu'en 2015. Le concept d'Heliodôme est adaptable en fonction de la latitude (qui détermine la hauteur du Soleil) et des besoins : de 40 m² à 600 m². *Design Eric Wasser, 10, rue du Diebach, 67310 Cosswiller, tél : 03 88 87 09 66, www.heliodome.com.*



Campeurs en réunion

Les arrêtés pris pour justifier les expulsions des roms, pardon, des gens du voyage, ont des conséquences collatérales : cela permet d'englober dans les mesures certains habitats alternatifs dénommés "campeurs en réunion" comme les yourtes, les roulottes, les camions aménagés... dès lors qu'il y a plusieurs logements distincts. Cela permet aussi aux préfets de contester les arrêtés municipaux autorisant par exemple le camping à l'année sur des campings municipaux ou des terrains privés. Non seulement, les expulsions sont simplifiées, mais là, la loi sur le relogement qui s'applique pour les expulsions de squatteurs en milieu urbain n'est pas prise en compte. D'où l'inquiétude des mouvements de défense ce de type d'habitats nomades. Pour en savoir plus : *Halem, tél. : 06 18 94 75 16, www.halemfrance.org ou Cheyen, yourtescheyen@orange.fr.*

Savoie

L'immeuble de Bivouac est construit

Le projet d'immeuble social, avec trois appartements, sur une parcelle privative, près de Chambéry que nous avons présenté dans le numéro sur les Alternatives en Savoie (n°364) est aujourd'hui achevé. Le bouclage financier a finalement été obtenu par *Habitat et Humanisme* après une renégociation des devis par l'architecte (-6 %), un léger sur-loyer autorisé du fait des jardins. *Habitat et humanisme* a aussi bénéficié d'une baisse des taux d'intérêt. Les habitants ont intégré leur logement en juin 2010. Le bâtiment a été lauréat d'un concours Habitat durable du conseil général de Savoie. *Association Bivouac, 70, impasse de Belledonne, 73000 Bassens, tél. : 04 79 85 51 90.*



Résilience

Les Verts ont adopté lors de leur réunion nationale du 17 et 18 septembre, une motion sur les territoires en transition : "[...] Les Verts, dans le cadre du rassemblement des écologistes, par leurs liens avec des réseaux associatifs et syndicaux, leurs militants et élus, se doivent d'initier ou de mener à terme l'éclosion de territoires en transition en France. Ils décident d'intégrer la résilience aux crises dans leur programme et leurs objectifs politiques, en s'inspirant des principes appliqués dans les territoires en transition".

Après-pétrole

Le risque des agrocarburants

Alors que plus personne ne doute de l'éminence de l'envolée des prix du pétrole, les groupes

pétroliers cherchent encore leur stratégie pour l'avenir. En 2001, BP change de nom : de *British Petroleum*, il devient *Beyond Petroleum*. BP commence alors à investir dans le solaire. Les autres compagnies suivent... jusqu'en 2008. Depuis cette date, Shell a recadré sa recherche dans deux directions : les agrocarburants et l'hydrogène, deux moyens d'alimenter les moteurs des voitures sans trop changer la filière industrielle. Les autres compagnies investissent maintenant toutes dans les agrocarburants, Total restant l'un des seuls groupes à continuer ses efforts dans le solaire et l'éolien. Les agrocarburants consomment des terres agricoles, ce qui conduira rapidement à un conflit entre nourriture et voiture. L'hydrogène n'est pas une source d'énergie, mais un "vecteur" d'énergie (elle transmet seulement l'énergie). Pour la produire, il faut produire avant de l'électricité, et là le problème reste entier...

L'armée allemande craint l'après pic pétrolier

Selon les conclusions d'un rapport de l'armée allemande, rendu public par *Der Spiegel* le 11 septembre 2010, nous pourrions avoir déjà dépassé le pic de production en 2010. Commencerait alors une période dite "en tôle ondulée" où lorsque le prix du pétrole monte, la consommation baisse, ce qui entraîne une baisse du prix, ce qui relance la consommation... Cette période pourrait durer de 15 à 30 ans. Ensuite sa rareté nécessiterait de grands changements dans le domaine de la chimie et des transports. Le rapporteur incite à prendre des mesures dès aujourd'hui pour éviter que les Etats soient privés de cette ressource et des revenus (taxes) qui vont avec. Il insiste sur le fait que la disparition progressive du pétrole pourrait provoquer l'effondrement des bourses, la rupture d'approvisionnement de certaines matières premières et de denrées alimentaires, une augmentation rapide du prix de nombreux objets, la faillite des Etats, mettre la démocratie en danger... Le scénario envisagé prévoit que la Norvège et la Grande-Bretagne stopperaient assez rapidement leurs exportations, obligeant l'Allemagne à dépendre encore plus de la Russie. Les auteurs conseillent d'avoir une attitude conciliante avec les pays arabes d'une part pour continuer à profiter de l'or noir du Proche-Orient, mais également pour profiter du soleil du Maghreb. Ils évoquent un rééquilibrage diplomatique en faveur de l'Iran, de l'Arabie Saoudite, au détriment d'Israël. Les militaires allemands indiquent avoir fait cette étude après avoir appris qu'une étude secrète existait déjà en Grande-Bretagne. "Une alternative concevable serait un rationnement gouvernemental, une allocation de denrées importantes ainsi que la mise en place de plans de production et autres mesures coercitives de court terme pour remplacer les mécanismes de base des marchés en temps de crise". La traduction de l'article paru dans *Der Spiegel* est disponible à l'adresse suivante : http://www.marianne2.fr/Comment-la-crise-financiere-a-fait-oublier-celle-du-petrole_a197417.html

Nous démarrons avec ce numéro une chronique sur la décroissance avec des rappels historiques et des éclairages de l'actualité. Plusieurs personnes y prendront la plume.

DÉCROISSANCE : PREMIER AVERTISSEMENT chiffré (1972)

Des chercheurs travaillant pour le compte du "Club de Rome"⁽¹⁾ au sein du Massachusetts Institute of Technology ont réalisé au début des années 1970 un modèle mathématique, simulant le comportement du système "monde". Le modèle court sur la période 1900-2100 et les 70 premières années sont connues et reproduites approximativement par le modèle. Ils parviennent à la conclusion d'un effondrement probable de "l'humanité". Le résultat fut un livre intitulé *The Limits to Growth*⁽²⁾ et (mal) traduit en français par *Halte à la croissance* ! Les chercheurs réduisent la représentation économique-sociale du globe terrestre à quelques variables fondamentales⁽³⁾ et à quelques relations essentielles entre ces variables. Le modèle "standard", correspondant à la poursuite des comportements passés, montre une évolution catastrophique sur le long terme des principales variables représentatives de l'état du monde. La perpétuation de la "croissance" conduit à un effondrement des principales variables caractéristiques du niveau de vie au début du 21^e siècle, avec retour en 2100 à des valeurs bien plus basses que celles en vigueur en 1900. Peut-être ont-ils été pessimistes ? Aussi, ils allègent les contraintes internes du modèle et multiplient les hypothèses favorables. Toutes ces mesures séparées puis cumulées ne diffèrent la chute ultime que de quelques décennies ! Tant que le modèle global comporte la recherche de la croissance annuelle de la production industrielle, l'effondrement est inévitable avant 2100, quel que soit l'optimisme prévalant sur toutes les autres hypothèses. La seule issue pour éviter cet effondrement est de limiter volontairement la population comme la production industrielle à un niveau compatible avec les possibilités de la planète. Ainsi, le rapport est une remise en cause de la "croissance économique" qui justifie le titre de la traduction française : *Halte à la croissance* ! Les auteurs s'aventurent sur un terrain plus politique que technique en ajoutant que

plus tôt la population de la planète Terre abandonnera le chemin de la croissance matérielle pour se lancer sur le terrain de "l'équilibre", plus de chances il y aura d'obtenir un résultat satisfaisant pour tous. Ceci justifie le titre anglais de l'ouvrage : *The Limits to Growth*. A sa parution, ce rapport a eu un énorme succès de librairie : traduction en une trentaine de langues, vente mondiale d'une dizaine de millions d'exemplaires. Cet écho, inhabituel pour un livre somme toute très technique, s'explique sans doute en partie du fait d'une quasi-coïncidence avec le premier choc pétrolier qui est illustré avec éclat un aspect : les limites de la croissance par celles devenues évidentes de l'approvisionnement en pétrole. Le rapport est peu à peu tombé dans l'oubli après avoir soulevé des tempêtes, d'approbation comme de désapprobation. Les technophiles ont évidemment condamné le "retour à l'âge des cavernes" et n'ont pas voulu connaître la doctrine du groupe Meadows : "pas d'opposition aveugle au progrès (technologique), mais opposition au progrès aveugle !" En tout cas, un des grands mérites de ce type de modélisation est de montrer à ceux qui ne s'en doutaient pas "qu'une montagne ne peut grimper jusqu'au ciel", vérité que connaissaient de façon très littéraire, mais très profondément, les moines bouddhistes depuis plus de deux milliers d'années.

Christian Araud

1. Le Club de Rome est un groupe de réflexion réunissant des scientifiques, des économistes... ainsi que des industriels de 53 pays, préoccupés des problèmes de développement. Il a été fondé en 1968 par un administrateur de Fiat et un ancien directeur de l'OCDE.

2. Donella Meadows, Dennis Meadows, Jorgen Randers, William W Behrens. *The Limits to Growth*. Universe Book, 1972.

3. Population globale, superficie cultivable par individu, ressources naturelles restantes, quota alimentaire par personne, production industrielle par tête, capital industriel global, niveau de pollution, etc.



ALLEMAGNE : Merkel contre le peuple

Sous influence de l'industrie, le gouvernement Merkel a adopté le 5 septembre 2010 une loi qui remet en cause les accords pour une sortie définitive du nucléaire prévue d'ici 2021. Les 17 réacteurs encore en activité devraient pouvoir fonctionner



▲ Présence permanente devant le Parlement à Berlin depuis le 18 septembre 2010

entre 8 et 14 ans supplémentaires. En échange, le gouvernement a mis en place une taxe sur les émissions de gaz à effet de serre du nucléaire qui doit permettre de collecter 300 millions d'euros par an pour aider à développer les énergies renouvelables et la maîtrise de l'énergie. Le SPD (socialistes) et les Verts ont immédiatement introduit un recours devant la Cour constitutionnelle. Le 18 septembre 2010, entre 40 000 (police) et 100 000 personnes (organisateur) ont manifesté à Berlin contre la décision du gouvernement. Un campement a été mis en place devant le Parlement où sont installées plus de 300 personnes. Alors qu'avant cette décision, 65 % des Allemands se disaient contre le nucléaire, un sondage réalisé au lendemain indique que cette mesure est désapprouvée par 81 % des Allemands. Même dans les partis de droite, les opposants sont majoritaires contre la décision du gouvernement. Quant aux Verts qui ont fait 10,9 % des voix aux élections législatives de 2009, les sondages, qui leur donnaient déjà près de 20 % pour les élections régionales de 2011, ont grimpé entre 24 et 27 % selon les régions faisant ainsi jeu égal avec les socialistes. De nouvelles mobilisations sont attendues à partir du 7 novembre 2010 pour bloquer un convoi de déchets radioactifs provenant de l'usine Cogema de La Hague à destination du centre de stockage de Gorleben.

EPR : échec total !

■ GDF jette l'éponge !

Jusqu'à maintenant GDF voulait avoir le chantier du deuxième EPR en France, prévu à Penly, en Normandie. Mais il semble que l'étude du dossier technique et la liste des multiples problèmes rencontrés sur les deux chantiers actuels (Flamanville en France, l'autre à Olkiluoto en Finlande) leur ait ouvert les yeux : le 23 septembre 2010, GDF a annoncé le retrait de sa candidature.

■ EDF pourrait aussi jeter l'éponge !

Des fuites ont indiqué qu'EDF avait lancé des études préliminaires pour construire ses propres réacteurs ou éventuellement acheter de nouveaux réacteurs... à la Chine ou à la Corée du Sud ! Les réacteurs chinois et coréens, moins puissants... sont plus fiables et moins chers.

■ Exportation aux USA en échec.

EDF avait fait des demandes de financement aux États-Unis pour la construction de quatre réacteurs EPR. Le 27 septembre 2010, l'AFP indiquait

que les projets étaient gelés, la demande en électricité étant en baisse et les investisseurs préférant investir dans le gaz. ■ **Malfaçons en série.** De plus en plus d'ingénieurs d'EDF parlent... et des documents arrivent au Réseau Sortir du nucléaire qui montrent que le chantier de Flamanville est dans l'impasse. La raison principale s'appelle la sous-traitance. Aller chercher des entreprises des pays de l'Est coûte moins cher en salaires... mais ensuite les problèmes de langue créent de nombreux problèmes et les malfaçons se multiplient. Ainsi un document interne d'EDF révèle qu'au lieu d'une seule soudure, le couvercle de la cuve principale en présente quatre, ce qui provoque une fragilisation. Ce même couvercle a été fait dans un acier inhabituel dont la résistance aux variations de température n'est pas bon. Or ces deux défauts peuvent provoquer le blocage de l'éjection des grappes de commande en cas d'arrêt d'urgence, un scénario qui selon ce document d'EDF pourrait provoquer un accident aussi grave que Tchernobyl avec rupture de la cuve principale.

Regroupement familial

Aghali Mahiya est un Touareg originaire du Niger. Il a travaillé dans les mines d'uranium exploitées par Areva dans la région où vit son peuple. Il a dénoncé les conditions de travail des mineurs, la corruption du gouvernement, les pollutions radioactives des terres et de l'eau, les graves conséquences sur la santé des populations locales, la politique d'expulsion des Touaregs de leur territoire, la répression sauvage de leur révolte. A cause de cela, sa famille et lui ont dû fuir le Niger. Aghali a trouvé asile en France fin 2008. Son épouse et ses trois enfants sont aujourd'hui au Burkina-Faso. Aghali qui fait de nombreuses conférences en France, avec le soutien de groupes anti-nucléaires, a obtenu des autorités le droit au regroupement familial. Reste à payer les billets d'avion (1800 €). L'association Vosges Anti-Nucléaire collecte les dons. Chèques sont à l'ordre de Vosges Anti-Nucléaire avec au dos "pour la famille Mahiya". VAN, 985, rue d'Epinal, 88390 Damieulles, helene.bouaziz@gmail.com.

Pierrelatte

Pollution des eaux souterraines

Le 23 septembre 2010, l'IRSN, Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, a présenté publiquement les résultats d'une enquête sur les eaux souterraines décidée après les pollutions observées sur le site pendant l'été 2008. 2000 mesures ont été faites sur 400 lieux (26 km au nord et au sud, 8 km à l'est et à l'ouest). Cela a révélé l'existence de deux zones où l'on dépasse les teneurs autorisées en uranium. Selon l'IRSN, cela n'est pas lié à la pollution récente, ni aux activités actuelles, mais à des activités remontant à la période 1974-1984, période d'entreposage d'uranium sur les sites. Remarque dans la salle de Véronique Roussel, conseillère régionale Rhône-Alpes Europe écologie : "Puisque l'on observe aujourd'hui, une pollution qui a eu lieu il y a 25 ans. Dans 25 ans, ne constaterons-nous pas les pollutions actuelles".

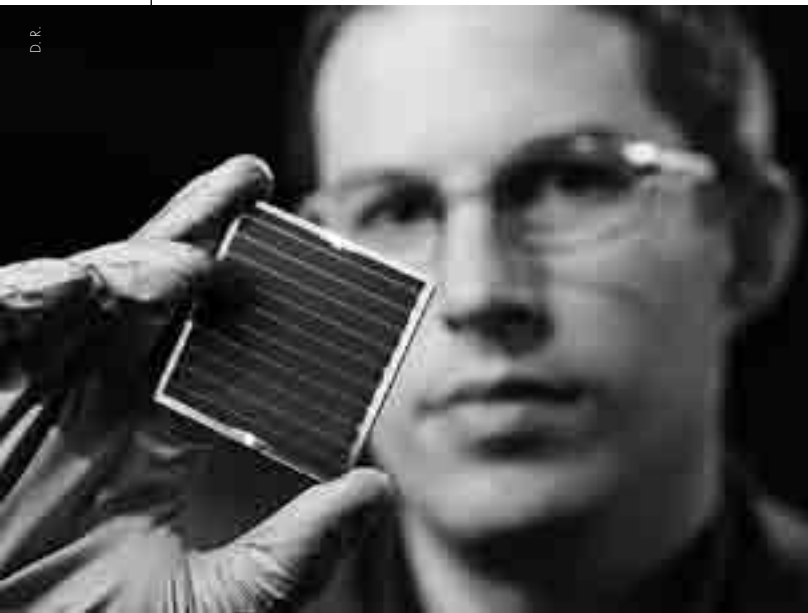


LA DÉMESURE
jusqu'à quand ?

LE FESTIVAL DE CINÉMA D'ATTAC
17-23 nov. 2010 au CINÉMA LA CLEF
21, rue de la clef 75005 Paris - Toutes les informations sur le site
<http://imagesmouvementées.org>



Que vont devenir les photopiles ?



L'effet photovoltaïque, la possibilité de transformer la lumière en électricité, a été découvert par Becquerel en 1839. Ce n'est toutefois qu'en 1955 que Bell dépose un premier brevet pour la production des premières cellules dites photopiles. La première utilisation, dans les années 1960, sont l'équipement des satellites spatiaux. Dans les années 1970, les photopiles commencent à être utilisées dans les sites isolés et pour des micro-

applications comme les montres et les calculatrices solaires. Ce n'est que dans les années 1990 que les applications photovoltaïques se multiplient notamment avec l'apparition de centrales de plus en plus importantes, de toits solaires, de façades solaires... Se pose aujourd'hui la question du recyclage de ces photopiles lorsqu'elles arriveront en fin d'exploitation. Première information : on ne sait pas encore combien de temps une photopile peut fonction-

ner, certaines des années 1970 fonctionnent encore (donc avec plus de 30 ans d'âge) même si le rendement baisse avec le temps. Certaines sont toutefois déjà démantelées pour être remplacées par de nouvelles générations présentant de meilleurs rendements. Une usine pour le recyclage des photopiles a vu le jour en 2003 à l'initiative de Deutsche Solar, filiale de Solarword. Selon les industriels du secteur, dans une installation photoélectrique, on distingue principalement les modules et les onduleurs, le reste relevant d'une filière électrique classique. Pour les modules à base de silicium cristallin, les plus anciens, différentes opérations de "désencapsulation" permettent de séparer les composants. Actuellement film plastique, colle, joints, gaines des câbles et boîtes de connexion partent en incinération. Le métal est récupéré et recyclé. De même que le silicium qui est soit réutilisé dans de nouveaux modules soit stocké en lingots. D'autres types de photopiles existent (couches minces CdTe, CIS, CIGS...) avec la présence de matériaux toxiques comme le cadmium. Des études sont en cours. Leur recyclage ne commencera que vers 2030. Les onduleurs sont recyclés dans les filières électroniques classiques.

GRAVELINES :
1000 milliards
de kWh...



Alors qu'EDF annonçait le 12 septembre 2010 que la centrale nucléaire de Gravelines avait produit 1000 milliards de kWh, voici la réponse que l'association Nord nature environnement a fait passer dans les journaux locaux : "Sur nos toits, de-ci de-là, l'énergie solaire commence à produire de la chaleur et de l'électricité. Il peut être intéressant de regarder si cette production a de l'avenir. Dans la région, nous recevons par an 1000 milliers de KWH par m². Avec nos 12 414 km² et au bout de 30 ans, cela représente une énergie solaire de 360 fois mille milliards de KWH. Colossal ! Cette énergie solaire surabondante a pour fonction de faire pousser les plantes via la photosynthèse. Cette flore verdoyante a permis à la vie animale et humaine d'y naître. Maintenant, elle permet à la vie de s'y maintenir : c'est la salade que l'on mange, le pain, la viande, qui sont à notre disposition grâce à l'énergie solaire. En revanche, il y a chez nous des surfaces artificialisées où l'énergie solaire qui y arrive est en grande partie perdue. Ce sont les maisons, les écoles, les usines, les grandes surfaces... Le ministère de l'agriculture publie tous les ans une enquête où sont recensées les utilisations du sol en France : en 2009, on comptait en Nord-Pas-de-Calais 524 km² de surfaces bâties. La quantité d'énergie solaire qui arrive sur ces surfaces est, en 30 ans, de 13 fois mille milliards de KWH. Si, juste par la pensée, on les recouvrait de panneaux photovoltaïques, de rendement 10 %, on obtiendrait, en 30 ans, une production d'électricité de 1 300 milliards de KWH. Cela produirait plus d'électricité que la centrale de Gravelines ! Utiliser massivement le photovoltaïque pour produire notre électricité comporte certes des soucis techniques non encore résolus mais l'énergie solaire, qui ne pollue pas, est à notre portée et en quantités gigantesques !". Nord nature environnement, 23, rue Gossellet, 59000 Lille, tél : 03 20 88 49 33, www.nord-nature.org.

Etats-Unis

Calcul de rentabilité

Une étude "Solar and Nuclear Costs — The Historic Cross-over : Solar Energy is Now the Better Buy" [Coûts du solaire et du nucléaire, un croisement historique : le solaire est maintenant le meilleur choix] a été réalisée aux Etats-Unis par deux enseignants, l'un en philosophie et l'autre en économie, de l'Université de Caroline du Nord. Ce document montre que si l'investissement le moins cher en énergie est d'abord l'efficacité énergétique, c'est ensuite suivi par l'éolien, le chauffe-eau solaire, la cogénération... et ensuite le photovoltaïque devant le nucléaire. Le rapport qui étudie les tendances sur une longue période montre que le prix du nucléaire monte sans cesse du fait des protections mises en place contre les risques d'accident, alors que le prix du photovoltaïque baisse régulièrement. Si actuelle-

ment ces deux énergies sont loin derrière les autres, l'électricité photovoltaïque, en Caroline du Nord, est maintenant, hors aides publiques, moins onéreuse que celle provenant du nucléaire. (source : www.developpementdurable.com, 15 septembre 2010).

Les énergies propres très rentables !

Vous voulez une preuve que les énergies renouvelables sont rentables ? Le 15 septembre 2010, la justice italienne a mis sous séquestre la fortune de Vito Nicastrì, 54 ans, leader national de l'énergie éolienne, fortune estimée à 1,5 milliard d'euros. Il est soupçonné d'avoir construit son empire (43 sociétés travaillant dans l'éolien et le photovoltaïque) en recyclant l'argent sale de Cosa nostra, la mafia sicilienne. Fin 2009, l'Italie comptait 294 parcs éoliens d'une puissance totale de 4898 MW. Les éoliennes sont installées essen-

tiellement dans le sud de la péninsule. (AFP, 15 septembre 2010)

Solaire

■ **Baisse du prix de rachat du kWh photovoltaïque.** Le 23 août 2010, le gouvernement a modifié le prix de rachat pour les installations photovoltaïques de plus de 30 m². La baisse est de 12 % et vise selon le gouvernement à éviter les démarches spéculatives.

■ **Baisse rapide des prix des photopiles.** En septembre 2010, nous annonçons que le prix de vente du watt-crête était passé en un an de 2,30/2,70 € à 1,60/1,70 €. Ceci correspondait à un prix de fabrication qui était passé de 1,50 € à 1 €. Or, le 9 septembre 2010, la firme suisse *Cerikon Solar* a annoncé qu'elle avait atteint un prix de fabrication de seulement 0,50 € ! Ceci devrait donc rapidement accélérer la baisse actuelle... Toutefois, la firme ne dit rien sur l'éventuelle part de la délocalisation de la production sur le prix final.



politique

► Un bateau irlandais pour Gaza intercepté par l'armée israélienne le 30 décembre 2008



Henry Oimond

Y'a plus de sous !

Au premier semestre 2010, les entreprises du Cac40 ont cumulé 41,6 milliards d'euros, soit une hausse des profits de 86 % en un an. Pour financer leurs retraites, nos dirigeants peuvent toujours placer leur argent en bourse, mais les autres ?

Y'a plus de sous !

Les différentes baisses d'impôts consenties depuis dix ans ont entraîné des pertes pour l'Etat de 3,4 milliards en 2001, 11 en 2002, 10 en 2003, 12 en 2004, 10 en 2005, 22,5 en 2007, 30,2 en 2008 (source : syndicat unifié des impôts).

Y'a plus de sous !

Liliane Bettencourt, dont le revenu mensuel moyen est de 34 millions d'euros a bénéficié de différentes exonérations fiscales. A l'arrivée, elle est imposée à hauteur de 9 %... soit le même taux qu'un cadre gagnant 3000 euros net par mois. (source : syndicat unifié des impôts).

Un bateau français pour Gaza

Après l'attaque de la flottille de la paix par Israël en mai 2010, de multiples organisations internationales ont annoncé la mise en place d'une nouvelle flottille pour 2011, toujours avec le même objectif : obtenir la levée du blocus de Gaza, parfaitement illégale. La plate-forme des ONG françaises pour la Palestine a annoncé son intention d'affréter un bateau français, la campagne internationale cherchant à avoir le maximum de nationalités dans la prochaine flottille. Ce bateau pourrait même partir symboliquement du port de Sète où depuis maintenant des mois, la Coalition contre Agrexco essaie d'empêcher cette société israélienne d'installer un entrepôt, appelant au boycott

des produits israéliens. Chèques de soutien à envoyer à : MRAP / Bateau pour Gaza France, 43, boulevard Magenta, 75010 Paris.

La France vue de l'étranger...

■ **Et si Sarkozy devenait fou ?** Fidel Castro, dans un entretien donné à la presse le 12 septembre 2010 s'inquiète du comportement actuel de Sarkozy : "La France est la troisième puissance nucléaire de la planète (...)

Sarkozy a une mallette avec les codes pour lancer une des plus de 300 bombes qu'il possède (...) Supposons que Sarkozy devienne soudain fou, comme il semble que cela est en train de se passer. Que ferait dans ce cas le Conseil de sécurité des Nations unies, avec Sarkozy et sa mallette ? (...) Est-ce que cela a un sens moral et éthique de lancer une attaque contre l'Iran, qu'ils condamnent pour son intention présumée de fabriquer une arme de ce type ? Où est la sagesse et la logique de cette politique ? (...) Que se passera-t-il si l'extrême-droite française décide d'obliger Sarkozy à appliquer une politique raciste en contradiction avec les normes de la Communauté européenne ?" (source : *Nouvel Obs.fr*, 13 septembre 2010)

■ **Sarkozy rappelle la Gestapo.** Les expulsions ciblés des Roms ont provoqué l'ire de nombreuses instances internationales. Ce qui a provoqué un retour de flamme de la part de notre président, celui-ci répliquant le 15 septembre 2010, à Viviane Reding, commissaire européenne chargée des droits des citoyens, en lui disant que si elle voulait s'occuper des Roms, elle pouvait les accueillir chez elle, au Luxembourg. Intelligent, non ? La presse internationale ne se gêne plus pour critiquer Sarkozy : "En expulsant les Roms, Sarkozy rappelle la Gestapo" (*The Times*, 17 août 2010). Les revues étrangères rappellent avec justesse que ces expulsions de Roms ont surtout pour but de faire oublier l'affaire Woerth-Bettancourt.

D.R.

Quand le parti communiste applaudissait au nucléaire

Amis de Silence, faut-il avoir de la mémoire ? En ces temps d'Alzheimer foudroyant, plus que jamais. Or, la plupart de nos contemporains n'en ont pas, n'en réclament d'ailleurs pas, mais se plaisent à penser le contraire. Surtout dans cette gauche qui ne cesse pourtant d'évoquer en France le lourd passé colonial, les accointances de la droite avec le régime hitlérien, la honte indélébile de Vichy, l'Indochine, la torture de masse et l'Algérie, j'en passe, bien entendu, beaucoup d'autres. Cette gauche là, qu'on trouve le plus souvent – mais pas toujours – parmi les restes squelettiques du PCF, rejoints depuis peu par les maigres divisions du Parti de Gauche, est aujourd'hui ripolinée en vert. Comme l'industrie transnationale le fait chaque jour, avec des méthodes inspirées du storytelling – l'art de raconter des salades –, les anciens stalinien prétendent qu'on ne trouvera pas, sur la place, meilleurs écologistes qu'eux. Premier point : sont-ils réellement si anciens stalinien que cela ? Le nouveau secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, est d'une famille d'apparatchiks comme on n'en fait heureusement plus. Son père Paul, haut dignitaire communiste, aura couvert tous les crimes de la période. Son fils lui-même, né en 1957, a milité dans ce parti au moment où les chars soviétiques entraient dans Kaboul, en 1979, avec les heureux résultats que l'on sait. Au moment où ses camarades polonais organisaient un coup d'État – décembre 1981 – pour tenter de détruire le syndicat Solidarité. On restera donc volontiers circonspect. Mais il est un autre point, décisif pour les écologistes que nous sommes : le nucléaire. Le parti communiste a lié son sort dès 1944 avec le pire de l'atome. À la libération, un certain nombre de physiciens nucléaires, au premier rang desquels Joliot-Curie, appartenait au PCF. Et ils ont grandement aidé la France à se doter d'un Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et même, par leurs travaux théoriques, d'une première bombe A.

Plus tard, à la fin des années soixante, les pauvres bureaucrates du nom de Waldeck Rochet, Georges Marchais, Jacques Duclos, élevés dans un scientisme de pacotille, donnèrent la main à leurs soi-disant ennemis gaullistes pour bâtir le formidable réseau de centrales nucléaires qui occupe notre pays. On ne peut comprendre aujourd'hui la facilité avec laquelle EDF lança son programme d'équipement, après 1971, sans faire appel au soutien militant des stalinien. L'atome était pour eux la puissance, le pouvoir, la bandaison absolue. Et la CGT stalinienne, qui régnait en maîtresse sur EDF et le prodigieux trésor de guerre de son comité d'entreprise, ne pouvait manquer d'applaudir à un immense projet qui lui donnerait encore plus de moyens. Ainsi soit-il. Ainsi fut-il. Il y eut bel et bien un accord, discret mais nullement secret, entre Georges Pompidou, puis Giscard, et les brontosaurus du Parti. Pour les jeunes qui n'ont pas connu l'époque, mais aussi pour les sceptiques, je renvoie au journal *L'Humanité* paru le jour de la manifestation contre le surgénérateur de Malville, le 31 juillet 1977. En première page, on voit un dessin de Wolinski, alors très proche du PCF. Un écolo barbu éclairé d'une bougie un panneau rotuler sur lequel on peut lire : "Malville, 15 kilomètres". Hi, hi. Cela veut dire, je le précise, que les écologistes sont des imbéciles qui nous feraient retourner à la bougie si on les écoutait. Mais il y a pire dans les pages intérieures, ou un autre dessinateur s'en donne à cœur joie. On y reconnaît trois "casseurs", avec nunchakus et matraques en mains. Le premier a le visage de Giscard, le deuxième celui de Raymond Barre, le troisième la face de Jacques Chirac. Et les trois de crier : "Tous à la manif". Vous avez vraiment envie d'oublier cela ? Moi non.

Fabrice Nicolino

Intervention civile de paix en Afrique ?

Les Brigades de paix internationales (PBI) étudient la possibilité d'ouvrir un projet d'accompagnement en Afrique, où les demandes d'accompagnement protecteur non-violent des défenseurs des droits humains sont nombreuses. Certains pays ont été écartés car la situation sécuritaire ne permettait pas à PBI d'intervenir dans des conditions satisfaisantes (Soudan, Zimbabwe, Somalie). Ailleurs le gouvernement n'est pas suffisamment sensible à la situation internationale pour que l'action de PBI soit efficace. Huit pays ont été sélectionnés, et une étude plus poussée de chaque situation selon des critères tels que le niveau de répression, la structuration du mouvement de défense des droits humains, la sensibilité des agresseurs potentiels à la pression politique internationale, le contexte général de sécurité, ont permis d'identifier trois pays possibles pour un projet PBI : ouest de la République Démocratique du Congo, Maroc (Sahara occidental) et Kenya. En 2011 l'association décidera peut-être du lancement d'un projet dans un de ces pays. Ce serait une première sur le continent africain, après des projets au Guatemala, Mexique, Colombie, Népal et Indonésie. Contact : PBI, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris, 01 43 73 49 60, www.pbi-france.org.

Grande-Bretagne

Critique de l'arme nucléaire

La Grande-Bretagne est gouvernée par une coalition conservateurs-libéraux. Le 18 août 2010, le vice-premier ministre libéral-démocrate britannique, Nick Clegg, alors qu'il remplaçait le premier ministre en vacances, a déclenché la colère des conservateurs en affirmant lors d'un entretien sur internet : "Il va être difficile pour quelqu'un qui va recevoir moins d'allocations

logement en raison des changements que nous allons apporter, de comprendre pourquoi, dans le même temps, nous devrions dépenser rapidement des sommes importantes, très importantes, pour remplacer complètement les SNLE, [ndlr : sous-marins nucléaires lance-engins] et leurs missiles".

Essais nucléaires

Un rapport biaisé

Dans le cadre du projet de loi Marin pour reconnaître et indemniser les victimes des essais nucléaires, une étude épidémiologique avait été commandée à un organisme Sepia-Santé. Le rapport remis au gouvernement le 12 octobre 2009 est resté secret jusqu'à sa mise en ligne sur internet discrètement en août 2010. Après analyse de ce rapport, l'ANVVEN, Association nationale des vétérans victimes des essais nucléaires, a publié ses conclusions. Celles-ci dénoncent des biais dans l'étude. Ainsi, ne sont pris en compte que les vétérans équipés d'un dosimètre pendant les essais, ce qui exclut de fait une bonne partie du "petit personnel" : Algériens lors des essais dans le Sahara et marins lors des essais dans le Pacifique. L'ANVVEN conteste la vision du ministère sur les faibles doses. Celles-ci n'étant pas prises en compte, les doses reçues ne sont comptabilisées qu'au moment des essais et non dans les jours qui suivent, alors que des poussières radioactives sont persistantes. Les conclusions de l'étude sont une *sous-mortalité* qui provient de la sélection du personnel au départ, celui-ci ayant une meilleure santé que la moyenne des Français. Si le rapport trouve quand même 82 % de hausse pour les maladies du sang (leucémies, lymphomes et myélomes), le décret du 11 juin 2010 ne prend justement pas en compte ces maladies ! Bref, le déni français sur les conséquences des essais continue et essaie de se justifier scientifiquement. ANVVEN, tél. : 02 98 47 02 84, www.anvven.net.



Après le rappel des 20.000 bombes nucléaires disponibles prêtes à partir dont certaines en état d'alerte comme pendant la guerre froide, Dominique Lalanne fait l'état des lieux du désarmement nucléaire. Est-il réellement à l'ordre du jour après les déclarations d'Obama et la dernière conférence du Traité de non-prolifération ?

"Aujourd'hui, j'affirme l'engagement des États-Unis à chercher la paix et la sécurité dans un monde libéré des armes nucléaires" (Obama, Prague, 5 avril 2009). Difficile d'être plus clair. Mais, ajoute-t-il : *"ce but ne sera peut être pas atteint de mon vivant"*.

Quelle est la réalité de la situation ? En principe le but du "désarmement nucléaire" est décidé par le Traité de non-prolifération, le TNP, entré en vigueur en 1970. Tous les pays l'ont actuellement signé sauf trois pays nucléaires, l'Inde le Pakistan et Israël. Mais un traité sans date butoir. Autant dire que l'objectif est un vœu pieux.

Depuis 50 ans, certes, moins d'armes nucléaires, certes un projet de traité d'arrêt des essais nucléaires, mais des modernisations de tous les arsenaux... Et de nouveaux pays dans un club qui compte maintenant neuf membres. Ce n'est pas une dynamique de désarmement nucléaire. Alors, qu'est-ce qui coince ?

Le problème de fond est celui des doctrines : *"Une politique de sécurité responsable doit conserver dans un avenir prévisible la dissuasion nucléaire."* (déclaration de Sarkozy et Merkel, *Le Monde*, 3 février 2009). Le mot est lâché : "sécurité". Et donc le problème du désarmement nucléaire n'a

pas de solution, car tous les pays voudront assurer leur sécurité. Cet argumentaire est même une incitation à la prolifération.

Le Traité de non-prolifération a délégué en mai 2010 et n'a décidé d'aucun progrès en matière de désarmement nucléaire... Révélateur !

Y a-t-il une solution pour changer d'orientation ? La nécessité d'une Convention d'élimination a bien été votée à une très forte majorité par l'Assemblée générale de l'ONU, mais les seuls pays nucléaires qui y sont favorables sont la Chine et l'Inde... Car la Convention d'élimination impose une autre conception de la "sécurité" des États. Et des peuples.

La "dissuasion nucléaire" actuelle repose sur la base de la décision d'un homme seul, le président, en un temps très bref, dit "l'état d'alerte". Environ 20 minutes pour les Russes et les Américains. Rien ne justifie cet état de tension qui date de la guerre froide. Ce qui est inquiétant, c'est que rien ne se profile pour faire évoluer la situation. Russes et Américains discutent depuis longtemps pour créer un centre d'échange d'information qui permettrait un suivi attentif et instantané des menaces, sans succès. Le nouveau traité Start de limitation des armements russe et américain, signé en avril 2010 prévoit de réduire le nombre de bombes opérationnelles actuellement de 2000 pour chaque camp à 1500 d'ici sept ans. Autant dire que la situation n'évolue quasiment pas....

Comment les peuples peuvent-ils reprendre en main leur destin ? Un débat qui doit être ouvert....

Dominique Lalanne
do.lalanne@wanadoo.fr





US Coast Guard

Café des coopératives zapatistes

Revoici venu le temps de la souscription pour le café des coopératives zapatistes. Au-delà du prix payé aux coopératives pour le café, l'intégralité des bénéfices est renvoyée aux communautés zapatistes (tout le travail est bénévole). L'argent provenant du café bénéficie à l'ensemble des communautés zapatistes et pas seulement à celles qui produisent du café. Le café sera disponible en juin 2011 mais la souscription maintenant permet de pré-payer le café aux coopératives zapatistes. Le prix du paquet de 250 g est de 3,20 €, disponibles en grains ou moulus (à préciser), frais de transport inclus pour ceux en dehors de la région parisienne. Merci de commander un minimum de cinq paquets, les frais d'envoi étant sinon trop élevés. A Paris, possibilité de récupérer les paquets directement. Les commandes et règlements sont à envoyer à l'ordre d'*Echanges solidaires 21 ter, rue Voltaire 75011 Paris, cafesolidaire@no-log.org*.

Marées noires, deux poids, deux mesures

Alors que BP a déboursé plus de 8 milliards de dollars pour colmater son puits de pétrole dans le golfe du Mexique, et ainsi stopper

la pollution qui touchait les côtes des Etats-Unis, presque rien n'est fait pour stopper les marées noires provoquées par les accidents qui arrivent sur les plates-formes pétrolières dans le golfe du Niger. Selon le WWF, Fonds mondial pour la nature, il y a cinq fois de plus de pétrole qui s'est déjà écoulé dans le golfe du Niger que dans le golfe du Mexique. Mais

le Niger n'a pas le même poids politique que les Etats-Unis, lequel tire 40 % de ses importations de pétrole... du golfe du Niger.

Aides internationales, deux poids, deux mesures

Pour sauver l'économie de la Grèce (et la bourse et les banques), l'Union européenne et le FMI ont mis en place une aide d'un montant de 100 milliards d'euros. Pendant ce temps, les victimes des conflits au Soudan, au Tchad, en Somalie, au Congo, tous réunis, ne bénéficieront que d'une aide de 2,9 milliards d'euros. Un Congolais reçoit actuellement sept fois moins d'aides qu'un Afghan, 27 fois moins qu'un Palestinien. (source : *Baromètre de la protection des civils 2010*, Oxfam international, août 2010, téléchargeable sur la page : www.oxfamfrance.org/Barometre-de-la-protection-des-civils, 806)

Haiti : aide ou remboursement ?

Alors que les grandes nations communiquent sur leurs "aides" à Haïti, plusieurs organisations de solidarité internationale (Cetim, Mrap, AIJD, WILPF...) sont intervenues auprès du Conseil européen des droits de l'homme pour demander que ces grandes nations commencent à rembourser ce qu'elles ont emprunté à Haïti et aux autres pays colonisés depuis cinq siècles. Avant la colonisation par Christophe Colomb en 1492, l'île d'Haïti et de Saint-Domingue était en effet un vaste verger où la population indigène vivait paisiblement. La forêt a été dévastée pour implanter des cultures d'exportation dès 1500. La population réduite en esclavage. En 1804, la population indigène s'est révoltée proclamant une République indépendante. Cela a conduit à de multiples invasions militaires pour reprendre l'exploitation des terres (mais pas l'esclavage). Ce n'est qu'en 1991 qu'un président a été pour la première fois élu démocratiquement... mais dans un pays déjà exsangue. Les OSI demandent que les pays remboursent au lieu de soi-disant aider (en commençant par annuler la dette), que cesse l'occupation militaire et que l'on mette un moratoire sur les adoptions d'enfants. (source : www.cetim.ch)



société

Sarkozy, encore un effort !

Les reconductions brutales des Roms à la frontière depuis le milieu de l'été provoquent de multiples réactions au niveau international (ONU, Europe, Vatican...). Il faut dire que cela rappelle

curieusement la stigmatisation des juifs dans les années 30. A ce train-là, n'allons-nous pas recroiser bientôt dans nos rues des triangles noirs (signe porté sous le régime hitlérien par les tziganes) ? Il est possible de devancer l'infâme à l'exemple de Dominique Vignon (voir page 2).

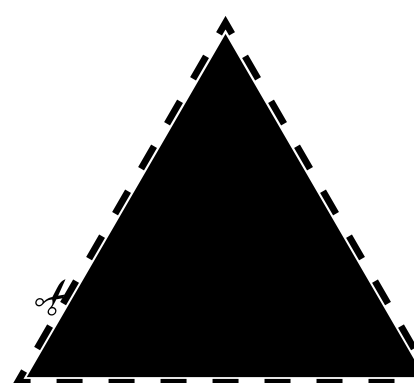
Ils dégustent, nous jeûnons

Du 8 au 18 septembre 2010, s'est tenu devant l'Assemblée nationale, pendant les travaux de la Commission des lois sur le projet de loi immigration, un jeûne d'interpellation mené par neuf militants non-violents. Des actions ont relayé ce jeûne un peu partout, pour dénoncer une politique de plus en plus insupportable vis-à-vis des étrangers. *La Cimade*, 64, rue Clisson, 75013 Paris.

Qui peut travailler au-delà de soixante ans ?

Vouloir repousser l'âge de la retraite, c'est facile sur le papier, c'est sans doute plus dur à appliquer ! Emmanuelle Cambois de l'Ined, Institut national d'études démographiques, Thomas Barnay, Erudite-Tepp (CNRS), université Paris-Est Créteil et Jean-Marie Robine, Inserm, Institut national de la santé et de la recherche médicale se sont penchés sur la question et ont publié un rapport officiel le 14 septembre 2010. Ils ont pris comme référence les espérances de vie en bonne santé à 50 ans pour comparer les professions. Ainsi, en 2003, les personnes les plus qualifiées ont à 50 ans encore 32 ans à vivre en moyenne contre 27 ans pour les ouvriers, soit un écart de cinq ans. Mais si on prend les années en bonne santé, cela donne respectivement 23 ans

et 14 ans, soit un écart de neuf ans. L'étude montre que les problèmes de santé sont prédominants pour déterminer l'âge souhaité de départ à la retraite. Actuellement, l'âge réel de départ à la retraite (personne ne cherchant plus d'emploi même si elle ne touche rien ou seulement des indemnités de santé) est de 53,8 ans chez les ouvrières contre 59,8 chez les agricultrices et 57,3 chez les femmes cadres. Du côté des hommes, cela va de 57 ans chez les ouvriers à 61,6 chez les artisans. Conclusion : si dans certaines professions, il serait possible de travailler plus longtemps, pour beaucoup, il n'en sera rien et les gens partiront sans avoir droit à une pleine retraite, incapable d'avoir le nombre d'années nécessaires de coïtisation.



▲ A découper et à porter sur vous !

Si vous désirez présenter Silence lors d'un de ces rendez-vous n'hésitez pas à nous contacter : 04 78 39 55 33 (Béatrice, le mardi et le jeudi de préférence)

agenda



Tous les jours

Genève : 4^e année pour l'indépendance de l'OMS, tous les jours depuis le 26 avril 2007, vigile devant le siège de l'OMS pour demander l'abrogation de l'accord de 1959 qui l'oblige à soumettre ses informations à l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique. Pour participer : **Paul Roulland**, tél. : 02 40 87 60 47, www.independentwho.info.

Partout : les lundis au soleil, tous les lundis soir, partout où c'est possible, rassemblement pour demander le retrait du projet de loi sur les retraites sur le thème "d'autres financements sont possibles". **Attac**, www.france.attac.org.

Valence : Surtout, n'en oubliez aucun ! jusqu'au 27 février, au Centre du patrimoine arménien, exposition sur les bandes-dessinées qui traitent de la question des différents génocides. **Centre du patrimoine arménien**, 14, rue Louis-Galle, 26000 Valence, tél. : 04 75 80 13 00, www.patrimoinearmenien.org.

Nancy : rencontres de l'éducation citoyenne, 23 octobre au 1^{er} novembre, à la faculté de médecine, 9, avenue de la Forêt-de-Haye, à Vandœuvre-lès-Nancy, avec une première semaine de visites d'initiatives régionales, suivi de nombreux ateliers pendant le dernier week-end. Thème : Comment dans la société d'aujourd'hui nos actions peuvent-elles permettre à chacun d'être acteur de sa propre vie et citoyen d'un monde solidaire ? **Recit, Réseau des écoles de citoyens**, 15, avenue Robert-Fleury, 78 220 Viry-flay, tél. : 06 67 05 58 95 www.recit.net.

Deux-Sèvres : 26^e Festival de Ménigoute, 27 octobre au 1^{er} novembre, festival international du film ornithologique, quarante films présentés, festival off, salon d'art animalier, sorties nature... **Association Mainate**, 16 bis, rue de Saint-Maixent, BP 5, 79340 Ménigoute, tél. : 05 49 69 90 09, www.menigoute-festival.org.

Moselle : Forum social local et rural octobre verre. Jusqu'au 1^{er}, sixième édition du Forum social local et rural du Pays du verre et du cristal. Invités : Jean-Pierre Garnier, auteur de *Une violence éminemment contemporaine. Essais sur la ville, la petite bourgeoisie intellectuelle et l'effacement des classes populaires*. Dominique Lallane, expert en défense nucléaire, chroniqueur à *Silence*. Marc Dufumier, professeur d'agriculture comparée. Raymond Aubrac, résistant français à l'occupation allemande et au régime de Vichy. Thérèse Clerc, militante féministe, fondatrice de la Maison des femmes de Montreuil et initiatrice de la Maison des Babayagas, une maison de retraite autogérée, citoyenne et écologique... **Artopie**, 6, rue de la Poste, 57960 Meisenenthal, tél. : 03 87 96 94 15, <http://octobreverre.free.fr>.

Loiret : 3 milliards de paysans nourrissent le monde, 2 au 29 à la salle d'exposition du château des Longues-Allées, 48, rue de Mondésir, à Saint-Jean-de-Braye, exposition organisée par le collectif abrayens pour la semaine de solidarité internationale, entrée libre. **Ville de Saint-Jean de Braye**, tél. : 02 38 61 92 67.

Genève : à qui appartiennent les richesses naturelles, 5 et 6, à la Maison des associations (rue des Savoises 15), le 5 à 20h, salle Gandhi : *le pétrole est-il un bien commun ?* Samedi à 10h, salle Gandhi : *la souveraineté nationale sur les ressources naturelles, principes et réalité*, 14h30 : ateliers sur le droit à l'autodétermination, les recours juridiques des transnationales pour s'approprier les richesses naturelles, les droits des peuples autochtones, les utilisations des rentes en Norvège, Algérie et Venezuela. 16h30, salle Gandhi : *l'initiative Yasuni pour la non exploitation du pétrole en Equateur*. 20h30 : projection du film *Lakota land, terre de survie* suivie d'un débat avec l'auteure Sophie Gergaud. **Cetim**, 6, rue J.-C.-Amat, 1202 Genève, tél. : 022 731 59 63, www.cetim.ch.

Bas-Rhin : fabriquer et entretenir une lombricompostière, à 14 h, formation au siège de l'association Graine, à Haguenau, **Ecotidienne**, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.

Landes : procès des opposants au missile M51, au tribunal de Mont-de-Marsan, délibéré du jugement du procès du 8 septembre 2010, concernant sept inspecteurs citoyens ayant occupé un radar de la base de Biscarosse pour demander à la France d'arrêter de violer le Traité de non prolifération nucléaire avec ces tirs de nouveaux missiles. Le croyez-vous : ce seront les inspecteurs qui sont accusés ! **www.nonaumissilem51.org**.

Angers : cercle de silence, de 18h à 19h, place du Piloni, pour protester contre la politique du gouvernement concernant les étrangers. **www.educationsansfrontieres.org**.

Ille-et-Vilaine : Entre nos mains, à 20h30 au cinéma Le Scénario, 35470 Bain-de-Bretagne, projection du film *Entre nos mains* qui raconte comment des salariés de Starissima, fabricant de sous-vêtements à Orléans, ont, en 2009, repris l'entreprise sous forme de coopérative. **Vallons solidaires**, tél. : 02 99 57 05 16.

Essonne : du bon usage de la fin du monde, à 20h30 au théâtre de l'Agora, à Evry, débat entre Patrick Viveret et Edgar Morin sur les discours catastrophistes d'aujourd'hui et les moyens d'en sortir en développant d'autres formes de pensée, d'éducation, de pratiques... **SoliCités**, 13, rue Nungesser et Coli, 91170 Viry-Chatillon, tél. : 01 69 56 53 88, www.solicites.org.

Finistère : monnaies complémentaires, à 17h30, à l'Arkea, Crédit Mutuel, 1, rue Louis-Lichou, 29480 Relecq-Kerhuon, café des sciences sur ce thème. **Adess Pays de Brest, Noa Soudée**, tél. : 02 98 03 83 93.

Pyrénées-Atlantiques : 24h de l'économie sociale et solidaire, à partir de 17h30, au Pôle culturel des Abattoirs, allée Montesquieu à Billère, puis de 18h à 21h, au Palais Beaumont, à Pau, entrée libre, rencontres, débats, concert. **Ampli**, tél. : 05 59 32 93 49, ampli.asso.fr.

Loire-Atlantique : entreprendre et travailler autrement, 4 et 5, de 9h à 18h, à la galerie Atlantis Le Centre, à Saint-Herblain, rencontre avec les entreprises locales de l'économie sociale et solidaire. **Les Ecossolles**, tél. : 02 40 89 33 69.

Chambéry : vélorution, à 18h, place du Palais-de-Justice.

Tours : le Radeau de la monnaie, à 14h et à 20h30, pièce de théâtre de la compagnie La Tribouille, à l'Espace Jacques-Villeret, 11, rue de Saussure. Nos rapports avec la monnaie et la notion de richesse sont au cœur de cette pièce. Entrée gratuite. **Cre-Sol, Marie-Laure Jary**, tél. : 06 67 28 50 36, www.cresol.fr.

Tarn : Entre nos mains, à 20h30, cinéma Le Lido, 8, rue Chanzy, 81400 Carmaux, projection du film suivie d'un débat avec l'Union régionale des scop. **Le Lido**, tél. : 05 63 38 72 07.

Moselle : toitures végétalisées, à 10 h, formation à Hultehouse, près de Saverne, assurée par Michaël Oswald, architecte. **Ecotidienne**, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.

Angers : repas végétarien, 5, 12, 19 novembre à 12h30, à l'Etincelle, repas autogérés à partir de fruits et légumes récupérés en fin de marché, prix libre. **L'Etincelle**, 26, rue Maillé, 49000 Angers.

Vélorution, à Paris, à 14h
Paris : mobilisation nationale pour le droit à l'avortement, place d'Italie, Non au démantèlement de l'hôpital public par la loi Bachelot ! Pour l'application de la loi de 2001, ouverture et réouverture des structures de proximité, accueil et prise en charge de qualité (rendez-vous dans les 5 jours), pas de choix imposé entre la chirurgie ou le médicament. Organisé par l'Anctic, Association nationale des centres d'interruption de grossesse et de contraception, la Cadac, Coordination nationale pour le droit à l'avortement et à la contraception, le Planning familial, programme sur : mobilisationavortementnov2010.over-blog.com.

place du Châtelet ; à **Angers**, à 15h, place du Piloni ; à **Avignon** à 14h30, place Pie ; à **Cherbourg**, à 14h, place Napoléon ; à **Nantes**, à 14h, place Royale ; à **Nice**, à 14h, place Garibaldi ; à **Poitiers**, à 10h10, porte de Paris ; à **Rennes**, à 15h, place Hoch, à **Rouen**, à 14 h, parvis de la Cathédrale ; à **Tours**, à 14h15, place Jean-Jaurès. N'hésitez pas à décorer votre vélo et à venir avec de sympathiques banderoles ! *Plus d'infos et des rendez-vous plus irréguliers dans d'autres villes* : <http://velorution.org>.

Nancy : congrès de la Fnaut, 6 et 7. 17^e congrès de la Fédération nationale des associations d'usagers des transports. **Fnaut**, 32, rue Raymond-Losserand, 75014 Paris, tél. : 01 43 35 02 83, www.fnaut.asso.fr.

Quimper : 3^e Ma planète et moi, 6 au 8 au parc expo, salon du développement durable : écohabitat, santé et bien-être, énergies nouvelles, alimentation bio... **Déficom**, 3, route de l'Armor, 29460 Sainteloy, tél. : 02 98 21 90 63.

Aix-les-Bains : Forum Terre du Ciel, 6 au 8 au palais des Congrès, sur le thème de l'expérience spirituelle, 40 intervenants. **Terre du ciel, Sandrine Molard, Terre du Ciel, Le Chalet Puard**, 74890 Brenthonne, www.terre-du-ciel.fr.

Lille : cuisine sauvage, à 15h, au Jardin écologique, rue du Guet, les plantes alimentaires oubliées, les fleurs qui se mangent... **Jardin écologique**, tél. : 06 16 50 88 33 ou info@jardin-ecologique.org.

Amiens : fête de l'épargne solidaire, de 10 à 17h, au Jardin des vertueux, chaussée Jules-Ferry (face à la table du marais), visite d'un lieu acquis par Terre de liens Picardie, stands, ateliers,

soupes... **Terre de liens Picardie**, tél. : 03 22 41 56 62, picardie@terredeliens.org.

Loire-Atlantique : FestiNef, à partir de 19h, à la salle municipale de Fresnay-en-Retz, randonnée, pique-nique, stands de l'économie solidaire. **Nef en pays de Retz, Jacqueline Roux**, tél. : 06 84 06 08 05, tes sieroux@wanadoo.fr.

Orléans : autoconstruire une maison en paille, du 6 au 28, à 17h, site d'un chantier de maison autoconstruite en paille au 66, rue de la Bourie-Rouge. **Inscriptions : Approche paille, julie.walton@approchepaille.fr**.

Bas-Rhin : fabriquer ses produits d'entretien, à 14 h, formation à Sparsbach, **Ecotidienne**, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.

Haute-Savoie : atelier de désintoxication, à 10h, au FJEP de Passy, apprendre à distinguer la langue de bois et la combattre, avec Franck Lepage. **FJEP Passy**, tél. : 04 50 93 67 11.

Tarn-et-Garonne : relation de l'homme et l'animal, 6 et 7 à la Maison de la culture à Larrazet. 14h : une histoire de la domestication, place de l'animal dans l'histoire, les visions de l'animal dans les cultures du monde, débat sur la sensibilité nouvelle aux droits de l'animal. **Maison de la culture**, 82500 Larrazet, tél. : 05 63 20 71 22.

Corrèze : taille et soins des arbres fruitiers, stage grand public avec Marceau Bourdarias, arboriste, paysagiste, biodynamiste, un stage pour les professionnels se tient les 18 et 19 novembre. **Le Battement d'ailes, Lauconie**, 19150 Comil, tél. : 05 55 26 49 98, www.lebattementdailes.org.

Paris : Marjolaine, 6 au 14, au parc floral de Paris (M^o Château de Vincennes), 550 expositions, thème de l'année : "Attention, fragile !". Exposition *Chemin de fleurs* en soutien aux Indiens d'Amazonie qui luttent contre la déforestation. Quelques conférences : Les guérillers du jardinage (samedi 6 à 11h), Les pirates du vivant (6 à 14h), Les écoblanchisseurs (6 à 16h), Récession ou métamorphose (dimanche 7 à 14h), Nature contre nature (troc et sel, 7 à 15h30), Le microcrédit (7 à 17h), L'intox agro-alimentaire (lundi 8 à 12h), Le temps des grâces (8 à 14h), Le mystère de la disparition des abeilles (mardi 9 à 16h), Nucléaire : petits arrangements entre amis très puissants (mercredi 10 à 14h), Controverses nucléaires (10 à 16h30), Le silence des nanos (jeudi 11 à 14h), L'artificialisation du vivant (11 à 16h30), Petit festival d'initiatives à l'avenir florissant : les Amap, Les villes en transition, Les écovillages, Les jardins collectifs, Enercoop... (vendredi 12 à 16h), film *Seern, la voie de nos enfants* (12 à 18h), Justice sous tutelle (samedi 13 à 13h), Jusqu'où la société de contrôle ? (13 à 16h30), vers une économie équitable (dimanche 14 à 14h), l'agriculture redessinée par l'impératif écologique (14 à 16h30). **SPAS organisation**, 86, rue de Lille, 75007 Paris, tél. : 01 45 56 09 09, www.salon-marjolaine.com.

Loire atlantique : écologie intérieure, à la Maison autonome, stage avec Yann Thibaud : comment harmoniser ses émotions. **La maison autonome**, route de Louisfert, 44520 Moisdon-la-Rivière, tél. : 02 40 07 63 68, www.heol2.org.



agenda

santé

politique, société

fêtes, foires, salons

éducation

films, spectacle, culture

dans la rue

habitat

nord / sud

Bio bio formation

décroissance

femmes

paix

énergies

environnement

vélo

Drôme : fabriquer une éolienne, 8 au 12 à Montvendre, chez Noëlle et Jean-François Blanc, stage de formation pour apprendre à fabriquer une éolienne de 4,2 m de diamètre. Organisé par la société Tieleo, l'association Tripalium et le CFPPA de Die. Un peu de théorie (aérodynamique, électricité, mécanique) et beaucoup de pratique. Plus d'infos : Tieleo, 4, côte des Chapeliers, 26000 Valence, Gaël Cesa, tél. : 06 13 49 89 22 ou gael@tieleo.com.



Finistère : Entre nos mains, à 18h à Isuga, à Quimper puis à 20h au cinéma La Salamandre, rue Eugène-Pottier, à Morlaix, projection du film qui raconte la reprise en coopérative d'une entreprise du Loiret. Gwenaëlle Sébilo, ADESS Pays de Morlaix, tél. : 09 81 71 87 49.



Ille-et-Vilaine : marre de la finance capitaliste, épargnez local, à 18h à la Mutuelle des Pays de Vilaine, 13, rue des Douves, 35600 Redon, présentation de l'épargne solidaire et d'un projet local d'éoliennes. Cades, Géraldine Valais, tél. : 02 99 72 13 00, geraldine.assocades@gmail.com.

Haute-Loire : Les invités de mon père, à 20h15 au cinéma Le Paris, à Brioude, projection du film suivie d'un débat sur les relations Nord-Sud. Collectif Nord-Sud, tél. : 04 71 50 93 40.

Orléans : la fabrique de l'opinion, à 18h30, au Muséum d'Orléans : atelier de réflexion sur l'information, 19h45 : repas, 20h30 : conférence-débat avec un journaliste de Médiapart. Ligue de l'enseignement, tél. : 02 38 62 75 37, dg-fol45@orange.fr.

Beauvais : Scop et Scic, entreprendre autrement, à 8h45 à la Maison de l'emploi et de la formation, village Mykonos, bât. G, 36, avenue Allende, petit déjeuner avec des porteurs de projets, des acteurs de la création... Union régionale des Scop, Jérôme Jeansonni, tél. : 03 20 90 49 70.

Paris : Prix Pinocchio du développement durable, remise des prix de l'année aux entreprises détournant le mieux le concept ! Un prix Droits humains à celle qui aura le plus gravement attaqué les droits humains, sociaux et salariaux. Un prix Environnement au plus gros pollueur. Un prix Greenwashing pour la meilleure pire campagne de publicité. Lieu à préciser. Amis de la Terre, 2B, rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil, tél. : 01 48 51 32 22, www.amisdelaterre.org.

Drôme : écologie relationnelle, apprentissage de l'argumentation par le débat citoyen, l'écoute active, la coopération... Les Amanins, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél. : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com.



Lyon : fête des feuilles, 10 au 28 au parc de la Tête d'Or, installations artistiques éphémères en fonction du lieu, des arbres, des feuilles mortes et de l'inspiration par des adeptes du land-art. Un matériau gratuit pour une émotion esthétique, ludique et poétique. Plus sur : www.fetedesfeuilles.com.

Ille-et-Vilaine : Let's make money, 10 à 20h30 au cinéma Le Bretagne, avenue de Gaulle, à Guichen, projection du film suivie d'un débat sur le système financier mondial. Vallons solidaires, tél. : 02 99 57 05 16.

Die : université d'automne du MPEP, 11 au 14 au centre du Martouret. Le Mouvement politique d'éducation populaire créé par des anciens d'Attac, propose de nombreux débats autour du thème



"résister au capitalisme, construire un socialisme du 21^e siècle". fed26@m-pep.org, tél. : 04 75 27 52 17, www.m-pep.org.

Nantes : salon de l'habitat durable, 11 au 14 au parc des Expositions de la Beaujoire, 175 exposants, matériaux sains, écoconstruction, énergies renouvelables, performance durable, gestion des ressources. Expo-Nantes, tél. : 02 40 52 08 11, www.exponantesatlantique.com.

Cholet : Etat d'Elue, 11 à 20h30 à Ciné-Movida, projection du documentaire sur le quotidien d'une élue et débat avec Françoise Verchère, ancienne maire de Bougenais (Loire-Atlantique). Ciné-Movida, Les Arcades Rouge, 49300 Cholet, http://cineclubcholetais.org.

Dordogne : le grand inventaire possibles, 12 au 14, de 10h à 24h, à Bourrou, festival sur comment se loger, se nourrir, se soigner, éduquer, échanger... autrement, présentation d'initiatives locales ou moins locales. Ass. La Galerie sauvage, Nathalie Altéa, tél. : 06 73 32 52 84, www.myspace.com/galerie.sauvage.



Bourgogne : écologie profonde, 12 au 14, chez Susan Cerezo (tél. : 03 80 96 38 84, grhpe@club-internet.fr), initiation à cette approche de l'écologie avec Claire Carré et Sylvain Ménard. Renseignements : Roseaux dansants, tél. : 01 43 75 45 72, www.roseaux-dansants.org.

Rhône : aux arbres citoyens, 12 au 14, au parc de Miribel-Jonage, poursuite depuis dix ans de la plantation d'une forêt par des enfants avec un objectif de 10 000 arbres. Expo photo sur les arbres remarquables. Conférence d'Allain Bougrain Dubourg, de la LPO, vente de livres au profit d'une association malienne qui fait de la reforestation. Mairie de Décines, Alexandra Pégaz-Fiomet, place Roger-Salengro, 69150 Décines, tél. : 01 72 93 30 40, www.decines.fr.

Poitiers : des vers dans la soupe, à 19h30, maison de la Gibauderie, 111, rue de la Gibauderie, lecture de poèmes sur l'exil en langue originale et en français et dégustation de soupes de différents pays. Collectif SSI, sylvette.rougier@wanadoo.fr.

Nièvre : Enercoop dans la cour des grands, de 17h30 à 20h, au marché de la Ferme, 60, rue Daniel-Bollon, 58640 Varennes-Vauzelles, présentation du marché de l'énergie et de la place d'Enercoop comme distributeur alternatif d'électricité. Enercoop, Juliette Aubert, tél. : 01 80 18 92 20.

Toulouse : Séquence court-métrage, 12 au 28 à la Cinémathèque, 69, rue du Taur. Courts métrages multiculturels de 40 pays différents. Cinémathèque de Toulouse, 69, rue du Taur, 31000 Toulouse, tél. : 05 61 62 92 46, www.sequence-court.com.

Festival migrant'13-scène, 13 au 29 novembre, à l'occasion des 70 ans de la Cimade, festival itinérant autour du thème de la mémoire de l'immigration, les récits de l'exil, l'accueil, les divisions, l'isolement, la solidarité, les combats et le travail. La Cimade, 64, rue Clisson, 75013 Paris, tél. : 01 44 18 60 50, http://70ans.lacimade.org.



Belgique : bioélectricité, à 9h30 au siège de Nature & progrès, intervention de Philippe Duplcy, autoconstructeur. Nature & progrès, 520, rue de Dave, B 5100 Jambes, tél. : 081 32 30 67, bioconstruction@natpro.be.

Paris : Images mouvementées, 17 au 23, au Centre culturel La Clef, 21, rue de la Clef, Paris 5^e, 8^e festival de cinéma d'Attac. Thème de l'année : la démesure, jusqu'à quand ? Le "toujours plus" est la base du capitalisme, cela touche tous les domaines et les conséquences sociales et écologiques sont désastreuses.



Mercredi 17 à 20h30 : Poubelle la vie et débat sur La question des déchets.

Judi 18 à 20h : Alertes sur la cité suivi d'un débat sur Technoscience sans conscience.

Vendredi 19 à 20h : Le business de l'or au Guatemala suivi d'un débat sur La raison du plus fort.

Samedi 20 à 14h : Les médicamenteurs suivi d'un débat sur La santé cotée en bourse.

Samedi 20 à 20h : Food inc suivi d'un débat Dis-moi ce que manges, je te dirai qui tu engraisse.

Dimanche 21, 14 h : Total contrôle suivi d'un débat sur la société de surveillance.

Dimanche 21 à 20h : Dominium mundi, l'empire du management suivi d'un débat sur les techniques de communication et de manipulation.

Lundi 22 à 20h : Le profit et rien d'autre suivi d'un débat sur les échanges monétaires virtuels et les crises que cela provoque.

Mardi 23 novembre, 20h, Le siècle des villes suivi d'un débat sur la "démésurbanisation". Programme complet : http://local.attac.org/images-mouvementees.

Semaine de la solidarité internationale, du 13 au 21. Programme sur le site www.lasemaine.org.

Lyon : assemblée constituante des écologistes, 13 et 14, à l'issu d'un processus de convergence, les Verts, Europe écologie et peut-être d'autres structures doivent fusionner en un seul nouveau parti. Pour en savoir plus : http://lesverts.fr.

Poitiers : Récolte sanglante, esclavage à l'italienne, à 14h à la médiathèque François-Mitterrand, 4, rue de l'Université, projection du film qui présente ce qui se passe dans les Pouilles, au sud de l'Italie. Collectif SSI, interculturalite.nicolas-chas@toitidumonde-csc86.org.

Nord : une rencontre qui ne manque pas de Sel ! de 10h à 11h45, au centre social du centre ville, rue des Vétérans, à Villeneuve-d'Ascq, rencontre avec l'Arbre, système d'échange local. Arbre, tél. : 03 20 04 65 12, arbresel@gmail.com.

Puy-de-Dôme : fête de l'abeille et de l'environnement, 13 et 14 à la mairie de Beaumont, rencontre avec la coopérative des producteurs de miel du Puy-de-Dôme et le Syndicat des apiculteurs, 9 bis, rue de Romagnat, 63170 Aubière, tél. : 04 73 26 92 20.

Cahors et Toulouse : l'autogestion, une alternative ! le 13 à 17h à la bourse du travail de Cahors et le 20 à 16h30 à Toulouse, à Sénéchal, projection du film Autogestion, hier, aujourd'hui, demain et débat avec un des auteurs, Gilbert Dalgalian. EcolesTiers-Mondes 31 et 46, quintalyves@wanadoo.fr, tél. : 06 20 38 24 79.

Moselle : fabriquer ses peintures naturelles, à 10h, formation à Artopie, à Meisenenthal, Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.

Lyon : Les Fagor et les Brandt, à 19h à la MJC du Vieux-Lyon, présentation du film d'Anne Argouse et Hugues Peyret : quand Fagor rachète Brandt, les ouvriers de cette dernière découvrent ce qu'est le fonctionnement en coopérative. Apéro-coopératif à 17h30 au Bar d'En bas de la Colline. MJC Vieux-Lyon, 5, place Saint-Jean, 69005 Lyon.

Gers : marche de solidarité, à 9h, place de la Mairie, à Leboulin (6km d'Auch), départ d'une marche de solidarité avec les enfants d'Haïti d'une durée de 2h30. A 14h, autre randonnée, plus courte. Collectif Josi 32, Salvator Potenza, tél. : 05 62 65 65 84 ou 09 60 47 63 70.



Loiret : sessions locales pour un désordre global, à 17h, chapiteau du cirque Gruss de Saint-Jean-de-Braye. Franck Fradin, tél. : 02 38 61 92 67.

Poitiers : repas insolent, à 18h au foyer de jeunes travailleurs Le local, 16, rue Saint-Pierre, Le Puellier, animation gustative et participative illustrant les inégalités Nord-Sud et les interdépendances entre divers acteurs du monde. Tél. : 05 16 39 10 34, contact@casi-poitou-charentes.org.



Cher : Main basse sur le riz, à 18h30 à la médiathèque, Les Rives d'Auron, boulevard Lamarck, à Bourges, projection du film de J. Crépu et J.-P. Boris suivi d'un débat. mondesolidaire18@yahoo.fr.



Genève : les quartiers durables, à Palexpo, présentation des réalisations (Conférence à Lyon, Mata de Sesimbra au Portugal, Hammarby en Suède, Communaux d'Ambilly à Genève). WWF Genève, www.wwf-ge.ch

Paris : 2^e salon de la pédagogie Freinet, 9h à 18h, à la Maison des Métallors, 94, rue Jean-Pierre-Timbaud, Paris 11^e. Ateliers à 14h (dont "Apprendre c'est naturel. La méthode naturelle"). daniel.gostain@sfr.fr.



Hautes-Alpes : voûtes, escalier sarrasin ou catalan, 17 ou 19, stage théorique et pratique. Le Gabion, domaine du Pont-Neuf, route de Saint-André, 05200 Embrun, tél. : 04 92 43 89 66, www.legabion.org.

Rouen : procès de François Vaillant, au tribunal de justice, cour d'appel, pour savoir s'il est légal ou non de refuser un prélèvement d'ADN lorsque l'on est un barbouilleur de publicité.

Orne : Peau d'âme, à la Halle aux toiles, à Alençon, spectacle musical de la compagnie La Margoulette mettant en scène des femmes de différentes nationalités jugées indésirables pendant la seconde guerre mondiale, femmes qui résisteront à l'enfermement. Réservation auprès de la Cimade / Office de tourisme d'Alençon, 26, place Bonet, 61000 Alençon, tél. : 06 42 30 55 77, cimade.alencon@free.fr.

Lyon : expédition de Silence, 18 et 19. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi à partir de 9h30, repas de midi offert.



Lille : coopération et droits de l'enfant, de 19h à 21 h, au café-citoyen, place du Vieux-Marché-aux-Chevaux, débat animé par l'association Le Pas de côté, Mres, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél. : 03 20 52 18 48, contact@lepasdecote.org.



Mulhouse : économie solidaire et distributive, à partir de 9h à la maison de quartier de la Fonderie, 70, rue du Manège, forum sur le vivre ensemble avec des populations précaires, comment lutter et faire valoir ses droits, les formes de solidarité. Roger Winterhalter, maison de la citoyenneté mondiale, tél. : 03 89 33 97 86, r.winterhalter@wanadoo.fr.

Toulouse : huile végétale recyclée, à 19h15 à Friture, 22, place du Salin, les bénéfices environnementaux du recyclage, la question des agrocarburants, l'utilisation dans les moteurs diesels. Sur inscription : Friture, 22, place du Salin, 31000 Toulouse, tél. : 09 54 62 04 01, www.friture.net, formastage@friture.net.

Strasbourg : renouveau de l'habitat participatif, 19 au 21 au palais universitaire, ateliers, conférences, débats, projections, spectacles, jeux de rôles... Stands associatifs. L'occasion d'inaugurer l'Ecologis, un immeuble collectif actuellement en fin de construction. www.ecoquartier-strasbourg.net, anne.burget@orange.fr, tél. : 03 29 56 39 14 ou 06 82 69 18 05.

Var : troisièmes rencontres écocitoyennes et solidaires, 19 et 20 à La Garde, rencontre entre acteurs de l'éducation à l'environnement, aux énergies renouvelables, à l'écoconstruction, à l'agriculture biologique, à la création artisanale. Ateliers, conférences, échanges d'informations. Magali Touitou, Association environnement et partage, 183, rue Doumet, 83130 La Garde, tél. : 06 76 71 60 09, www.environnement-et-partage.fr.

Finistère : We feed the world, à 21 h, au cinéma Cinétoile, à Carantec, film documentaire sur l'agriculture mondiale moderne. Adess Pays de Morlaix, Gwenaëlle Sebilo, tél. : 09 81 71 87 49.

Ille-et-Vilaine : bâtiment basse-consommation et éco-réhabilitation, à l'auberge La Maison neuve, à Chauvigné, séminaire transnational organisé par Etudes et chantiers de Bretagne, Elisabeth Ribeiro, ec.bretagne.ribeiro@orange.fr, tél. : 02 99 54 60 08.

Paris : cercle de silence, de 18h30 à 19h30, place du Palais-Royal (1^{er}) pour protester contre la politique du gouvernement concernant les étrangers. www.educationsansfrontieres.org.

Bas-Rhin : phyto-éparation, à 10 h, formation à Ercktswiller par Martin Wercmann, du réseau Aquatilis, Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.

Saône-et-Loire : introduction à l'arboriculture bio-dynamique, 20 et 21, au domaine agricole de Saint-Laurent, près de Cluny, formation animée par Pierre Masson (conseiller en agriculture bio-dynamique). Mouvement de culture bio-dynamique, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, tél. : 03 29 24 36 41, www.bio-dynamie.org.

Drôme : auto et éco-construction, visite des réalisations sur le site, exposé des principes, questions-réponses. Les Amanins, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél. : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com.

Paris : cinéma du peuple, cinéma anarchiste, à 15h30, projection d'extraits de films et débat avec Isabelle Marionne, spécialiste du film anarchiste, à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planchette, 18e (M^oBlanche), tél. : 01 42 23 32 18, www.bibliotheque-larue.over-blog.com.

Alpes-de-Haute-Provence : produire et consommer autrement, de 8h30 à 13h, salle communale de Saint-Vincent-sur-Jabron, échanges sur les pratiques agricoles (bio, raisonnée...), les circuits courts, les Amap, les jardins solidaires, les épiceries sociales, l'épargne locale... Pays sisteronais-Buëch, tél. : 04 92 61 49 86, www.pays-sisteronais-buech.fr.

Picardie : rencontre inter-Amap, de 10h à 17h30, au lycée de Ribécourt, 91, rue André-Régner, à Ribécourt-Dreslincourt (Oise). Lucille Ricard, famapp@free.fr, tél. : 09 54 43 80 60.

Bas-Rhin : mangeoire pour oiseaux en saule tressé, à 14 h, formation à Sparsbach, Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.

Bas-Rhin : fabriquer ses meubles en carton, à 8h30, formation à La Wantzenau, près de Strasbourg, animée par Caroline Labelle, de l'Atelier Feel-Free, Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.

Lyon : 6^e Brisez le silence, 22 au 28, festival contre les violences conjugales avec expositions, débats, manifestations diverses dans l'agglomération. Le tout se termine en musique, le 26 novembre à partir de 20h, concert funk/Soul au marché gare. Le samedi 27 à 20h, concert chanson française/rock au Ninkasi Kao. Associations Filactions, 6, rue des Fantaisques, 69001 Lyon, tél. : 04 78 30 63 50, 06 99 15 32 87, www.filactions.org.

Hautes-Alpes : stratégie bioclimatique en réhabilitation et en neuf, 23 au 26, stage théorique et pratique. Le Gabion, domaine du Pont-Neuf, route de Saint-André, 05200 Embrun, tél. : 04 92 43 89 66, www.legabion.org.

Suisse : cafés écoquartier, à 19h30, au café-restaurant de l'Ouest, avenue des Morges 119, à Lausanne, pour rencontrer des personnes en recherches et voir des présentations de projets d'écoquartier. www.ecoquartier.ch.

Toulouse : réduction de l'emploi des pesticides, 23 et 24 à l'Enfa, Ecole nationale de formation agronomique, à Toulouse-Auzeville, colloque organisé par la Confédération paysanne et la Fadaer : échanges d'expériences, présentation du travail de chercheurs, débat sur les difficultés techniques et financières, présentation de pratiques agricoles non-polluantes... Caroline Collin, Confédération paysanne, 104, rue Robespierre, 93170 Bagnolet, ccollin@confederationpaysanne.fr.

Indre-et-Loire : Pour le meilleur et pour l'oignon, à 20h30 à la médiathèque de Ka riche, place Leclerc, projection de ce film sur l'oignon nigérien intense et les conséquences sur l'ouest africain. CID-MAHT, cidmaht@laposte.net.

Marseille : regards croisés sur l'égalité femmes-hommes en Europe, de 9h à 17h, à l'Alcazar, bibliothèque de Marseille, 13001 Marseille, colloque avec des intervenants de nombreux pays, inscription 15 € avec repas inclus. Cathemne Heuzé, GRAIF, tél. : 04 91 99 00 13, info@graif.fr.

Angers : Zik et Zoom sur l'économie sociale et solidaire, à 18h, au Chabada, 56, boulevard du Doyenné.

Du Zoom avec un court métrage et une exposition d'affiches ; de la Zik avec un apéro en fanfare et un concert ! Iresa, tél. : 09 60 19 77 94 iredsa.asso@orange.fr www.iredsa.org.

Drôme : construire son projet écologique, du 25 au 30 novembre au centre des Amanins, formation pour acquérir les savoirs nécessaires au montage d'un projet écologique, ateliers "motivation", "éthique et changement de paradigme", "montage des Amanins", "faire et vivre ensemble", "montage du hameau des Buis", législation et relations institutionnelles", "communication, réseaux et coopération". Les Amanins, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél. : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com.

Hautes-Alpes : assainissement, 25 au 26, stage théorique et pratique. Le Gabion, domaine du Pont-Neuf, route de Saint-André, 05200 Embrun, tél. : 04 92 43 89 66, www.legabion.org.

Hautes-Alpes : fabrication peinture, parement et décor, 25 au 26, stage théorique et pratique. Le Gabion, domaine du Pont-Neuf, route de Saint-André, 05200 Embrun, tél. : 04 92 43 89 66, www.legabion.org.

Poitiers : Les Arrivants, à 21h Tap, projection d'un film sur des assistantes sociales devant faire face à un flot de détreffes. collectif.ssi.poitiers@gmail.com, tél. : 05 16 39 10 34.

Angers : Lettre à Anna, à 20h15 au cinéma Les 400 coups, documentaire d'Eric Bergkratt sur la journaliste russe Anna Politkovskaïa assassinée le 7 octobre 2006, suivi d'un débat. Cinéma Les 400 coups, 12, rue Claveau, 49100 Angers, www.les400coups.org.

Haute-Savoie : Naturelia, 26 au 28 au parc des expositions de La Roche-sur-Foron, marché bio, écotourisme, bien-être, habitat sain, etc. 40 conférences, nombreux ateliers. Rochexpo, BP 18, 74801 La Roche-sur-Foron cedex, tél. : 04 50 03 03 37.

Hauts-de-Seine : aux origines de la colonisation en Algérie, à 20h, à l'Agora, 20, rue de Stalingrad, à Nanterre (RER A, Nanterre-Ville). Débat avec Olivier Lecour-Grandmaison, historien. Les Oranges, M'hamed Kaki, tél. : 06 29 87 21 21, www.lesoranges.com.

Marseille : le temps des alternatives solidaires, 26 et 27, parcours et visite guidée dans les 1, 3, 4 et 6^e arrondissements pour découvrir une cinquantaine d'initiatives de l'économie solidaire, avec projections, concerts, vélorution et autres animations. Apeas, Jeanne Kenedi, jeanne.kenedi@apeas.fr et Mesclun, Amélie Scarafagio, mesclun@no-log.org.

Carcassonne : l'ortie face de la résistance, à 17h30, à la librairie Mots et Cie, 35, rue Antoine-Armagnac, rencontre avec Bernard et Perrine Bertrand, réalisateurs. Repas partagé avec eux à 19h. Stands à 20h30 au Collisée, projection du film documentaire sur les menaces d'interdiction des préparations à base d'ortie à 21h. Soirée organisée par Nature & progrès Aude et L'Ortie, renseignements et inscriptions : 04 68 20 36 09.

Gard : 24^e journée de l'arbre, de la plante et du fruit, 27 et 28 à Saint-Jean-du-Gard. Thème de l'année : palmiers-dattiers et cucurbitacées avec des producteurs venant du Maghreb. Ass. Dimanches Verts, 4, avenue de la Résistance, 30270 Saint-Jean-du-Gard, tél. : 04 66 85 32 18, www.dimanchesverts.org.

Alpes-de-Haute-Provence : vivre autrement, de 10h à 21h, salle des fêtes de Salignac, ateliers, conférence

et repas partagé. L'Age de faire, Gilles Mercier, gilles.mercier857@orange.fr, tél. : 06 61 00 21 00.

Lorraine : fête de la maison de la résistance à Bure, journée festive et action en fonction du nombre. BZL, Bure zone libre, 2, rue de l'Eglise, 55290 Bure, tél. : 03 29 45 41 77, burezoneblog.overblog.com.

Bas-Rhin : soins bébés au naturel, à 14 h, formation à Sparsbach, Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.

Paris : faites circuler les utopies, au théâtre du Soleil, Car-toucherie de Vincennes, route du Champ-de-Mars, parc de Vincennes, Paris 12^e (M^o Château de Vincennes). Journée festive de rencontres et de débats pour découvrir la multiplicité des engagements aujourd'hui auprès des migrants et inventer, ensemble, de nouvelles solidarités. Cette journée marque la clôture des rencontres autour des 70 ans de la Cimade. Programme détaillé : La Cimade, 64, rue Clisson, 75013 Paris, tél. : 01 44 18 60 50, http://70ans.lacimade.org.

Morbihan : troc de plantes, dès 14h30, à Arradon, au gymnase du Parc Franco. Organisé par Jardiniers de France, tél. : 06 63 18 38 23.

Haute-Vienne : élevage en biodynamie, à la ferme de Michel Deslandes à Royères, formation assurée par René Becker. Gablim, tél. : 05 55 31 86 80, www.gablim.com.

Haute-Garonne : 10^e forum régional de l'économie sociale et solidaire, 2 et 3 décembre à Diadora, technopole Toulouse sud-est, rue Pierre-Gilles-de-Gennes, à Labège, débats, ateliers, démonstrations... Adépès, Agence pour le développement et la promotion de l'économie solidaire en Midi-Pyrénées, 73, chemin de Mange-Pommes, 31520 Ramonville-Saint-Agne, tél. : 05 61 73 04 86, www.adepes.org.

Isère : Résistance et résilience, 5 et 6 février à l'Arche de Saint-Antoine. La résistance et la résilience sont deux voies privilégiées de la non-violence. Avec la participation exceptionnelle de Jean Vanier (fondateur des communautés de l'Arche du même nom). Au programme : une conférence de Jean Vanier, suivie d'un échange. Deux tables rondes avec : Marianne Sébastien (fondatrice de l'association humanitaire internationale Voix libres), François Roux (avocat, chef du bureau de la Défense du tribunal spécial pour le Liban, à La Haye), Philippe Leconte (président du conseil de surveillance de la Nef - Nouvelle économie fraternelle, coopérative de finances solidaires), Jean-Baptiste Libouban (membre des communautés de l'Arche de Lanza del Vasto, co-fondateur des Faucheurs volontaires)... Des ateliers avec chacun des intervenants. Arche de Saint-Antoine, 38160 Saint-Antoine-l'Abbaye, tél. : 04 76 36 45 97, arche-de-st-antoine.com.

Lyon : trente ans de monnaies sociales et complémentaires et après ? 16 au 18 février à l'Institut des droits de l'homme, avenue Berthelot. Colloque international (espagnol, anglais, français). Sel, Sol ou Lets (U.K.), monnaies locales des villes en transition, etc. Echanges pluridisciplinaires sur le sujet. Programme et inscriptions : http://conferences.ish-lyon.cnrs.fr

FIN DU PÉTROLE

Perspective insoutenable pour notre civilisation industrielle et ses rêves de toute-puissance. Ce qui la conduit à nier l'éventualité de cette pénurie.



annonces

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces** : Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais** : Les dates de clôture sont indiquées en page "Quoi de neuf", page 2. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Domiciliées** : Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection** : Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

Pour des raisons de confidentialité, les annonces ne sont consultable que sur la version papier.

Dix ans pour une culture de non-violence

Membre du MAN-Lyon et vice-présidente de la Coordination française pour la Décennie, Yvette Bailly répond à nos questions.

Silence : A l'appel de plusieurs lauréats du prix Nobel de la paix en 1997, la "décennie 2001-2010 pour une culture de non-violence et de paix au profit des enfants du monde" a été lancée sous l'égide de l'ONU. Une coordination d'associations s'est alors mise en place en France pour faire vivre cette décennie. Quels en sont les acteurs ?

Yvette Bailly : Les associations engagées depuis longtemps dans la non-violence en ont été les membres fondateurs : l'Arche de Lanza del Vasto, Génération Médiateurs, le Mouvement International de la Réconciliation (MIR), le Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN), Non-Violence Actualité (NVA), Partage, Pax Christi-France. Ils ont mis en place une coordination, rédigé la charte et mobilisé des partenaires afin de décliner en France cette orientation de l'ONU. Parmi les autres associations ayant rejoint la coordination : de grosses structures nationales comme le Secours catholique, le CCFD, la Ligue de l'enseignement, Emmaüs France, Initiative et Changement, et aussi des associations à ancrage plus local comme l'Ecole de la paix de Grenoble, Graine de citoyen d'Angers, la Maison du petit enfant de Châteauroux. 85 associations sont membres de la coordination française. Une coordination internationale regroupe également 34 organisations.

Quelles actions ont été mises en œuvre ? Les objectifs de la coordination française ont-ils été atteints ?

Une campagne-pétition en faveur de l'introduction de cette éducation transversale et spécifique à la non-violence et à la paix dans le système éducatif français, de la maternelle à l'université, a été lancée. L'édition du programme *Pour une éducation à la non-violence et à la paix* permet de préciser ce que pourrait être un tel enseignement, ainsi que l'ouvrage en cours d'impression *100 questions-réponses sur l'éducation à la non-violence et à la paix*. Des fiches pédagogiques ont été rédigées et un réseau d'échange sur les pratiques professionnelles est mis en place. Tous les ans, en automne, le "Forum pour la non-violence à l'école" organisé par la coordination réunit de nombreuses personnalités du monde de l'éducation et de la formation.

La coordination participe à un programme européen permettant notamment d'échanger sur les pratiques dans chaque pays.

La Coordination conduit également une action de plaidoyer auprès des pouvoirs publics. Plusieurs rencontres avec des membres des cabinets des ministres de l'éducation nationale ont eu lieu. Nous avons aussi rencontré plusieurs sénateurs et députés. Certains d'entre eux se sont fait porte-parole de nos amendements lors de la loi d'orientation. Dans ces milieux institutionnels, la non-violence apparaît encore comme très idéologique et ne semble pas faire partie de l'éducation.

Les trois *Salons internationaux des Initiatives de paix* organisés à Paris en 2004, 2006 et 2008 ont permis à la Coordination et aux 300 organisations exposantes ou participantes de présenter à un large public (estimé entre 10 et 13 000 personnes à chaque édition) les grands thèmes de la culture de non-violence et de paix.

Si la Décennie n'a pas débouché sur des avancées significatives, notamment pour une véritable éducation à la non-violence et à la paix à l'école, elle a cependant permis une crédibilisation du concept de culture de non-violence et de paix, auprès de certaines institutions, auprès de praticiens de terrain, et dans la société civile.

L'action concertée de ces acteurs multiples autour de l'éducation à la non-violence va-t-elle se poursuivre sous une autre forme ?

La Décennie se terminera à la fin de cette année. La coordination française a fait le choix de poursuivre son action avec aussi bien le travail de plaidoyer au niveau législatif et gouvernemental, qu'une diffusion plus large des pratiques pédagogiques existantes.

Il faut se réjouir que M^{me} Bukova, élue secrétaire générale de l'UNESCO à l'automne 2009, ait décidé de faire de la promotion de la culture de paix une des principales priorités de son organisation. Espérons que les pouvoirs publics français prendront conscience de l'importance du droit pour tous les enfants à une éducation sans violence et à une éducation à la non-violence et à la paix.

Propos recueillis par **Guillaume Gamblin** ■



■ Coordination française pour la Décennie d'une culture de non-violence et de paix au profit des enfants du monde : 148 rue du Faubourg Saint-Denis 75010 PARIS 01.46.33.41.56 www.decennie.org .

■ Réseau "Ecole" : <http://ecole-nonviolence.org> .



La Grée : un collectif de plein gré

L'association *Les ami-e-s de Silence* qui s'est constituée dans la foulée de l'anniversaire des 20 ans de la revue, en 2002, s'est retrouvée pour son camp annuel entre le 21 juillet et le 4 août 2010 sur le lieu-dit *La Grée*, à quelques kilomètres de Châteaubriant, entre Nantes et Rennes⁽¹⁾. Durant cette période, 150 personnes venues de toute la France ont mis en partage auto-organisation, respect de l'environnement et des relations humaines, le tout dans un contexte d'échanges réciproques avec les habitants du site.

GRÂCE AUX JOURNÉES DU CAMP DES AMI-E-S DE SILENCE NOUS AVONS EU LE PLAISIR DE nous entretenir avec les acteurs de cette expérience⁽²⁾.

Naissance d'un collectif

Le collectif s'est bâti autour du manoir de La Grée qui aurait plus de 1000 ans d'existence. Ce lieu a appartenu, sur plusieurs générations, à une grande famille de propriétaires terriens.

A l'abandon depuis une trentaine d'années, le manoir n'était plus habité pour des questions d'héritage. La nature avait repris ses droits, "lorsque nous avons pris possession du manoir, l'allée était pleine de ronces. On voyait à peine la façade" insiste Patrick. La charpente et l'étage de la bâtisse se sont effondrés, la chapelle avait été pillée et son toit fortement dégradé... Ces bâtiments étaient accompagnés de 5 ha de terrain en friche... Mais, c'est un lieu plein d'énergies, "Dans le passé, il a

1. Site du collectif de La Grée : <http://lagree.cc/>

2. Cet article est le résultat d'une enquête de terrain qui nous a amenés à réaliser onze entretiens semi-directifs durant l'été 2010. Nous tenons à remercier toutes les personnes rencontrées pour leur disponibilité et leur sincérité.

été occupé par un pouvoir fermé, nous souhaitons ouvrir le lieu aux gens..." précise Mata.

Patrick nous affirme : "La volonté première de chacun c'est que le collectif fonctionne. Ça nous donne une grande force pour continuer d'aller de l'avant". Le travail n'est pas une finalité mais un moyen.

La question du foncier

Comme toujours la question du foncier est centrale. En effet, comment accéder à la propriété de la terre ? A La Grée, dès les débuts, l'expérience paraît insensée... D'autant que le groupe n'a guère de revenus pour l'acquisition du manoir et des 5 ha de terres dont le montant s'élève à 80 000 €. Cela va se faire en 2005 par le biais d'une Société civile immobilière (SCI) créée par Christophe et Mata. Elle est censée trouver des partenaires capables de financer une partie du capital initial. Mais en 2007, la ferme adjacente est en vente (plusieurs bâtiments accompagnés de 25 ha de terre). Il faut trouver 190 000 € supplémentaires... La grande force du collectif sera de faire preuve d'une telle détermination qu'ils vont être capables de trans-



Virginie

▲ Les Amis-e-s de Silence sur le site de La Grée en août 2010.

L'organisation productive

Les membres du collectif de *La Grée* ont tous des savoir-faire particuliers qui les amènent à être autonomes pour bon nombre de besoins rencontrés. Maraîchage, production de céréales et four à pain traditionnel, production d'énergie solaire et éolienne, autoconstruction et autoréhabilitation des bâtiments, animations culturelles... le tout dans le respect des équilibres écologiques et sociaux. Ces productions ne les coupent pas de la marchandisation et du modèle dominant, puisqu'il

convient de vendre et de proposer des biens et services aux personnes extérieures, mais ils ne le font pas dans un esprit uniquement mercantile. Ils ne recherchent pas l'autarcie ou le repli sur soi mais l'autonomie que Xavier définit ainsi :

"Rechercher la cause de chaque problème non pas chez l'autre mais en soi. Trouver quels besoins ne sont pas satisfaits et assumer la responsabilité de leur satisfaction, c'est ce que nous appelons l'autonomie." Il existe une division du travail en fonction des spécialités de chacun. L'autonomie du groupe s'acquiert aussi par l'apprentissage collectif de nouvelles compétences. Rien n'est figé, tout le

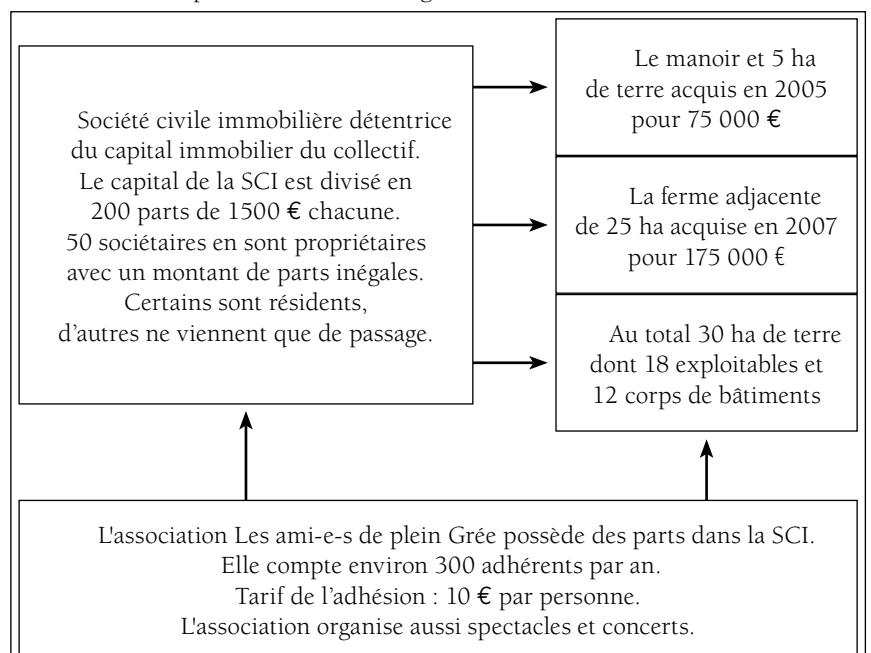
**Si tu veux aller vite, marche seul ;
si tu veux aller loin, marche avec d'autres.**

Proverbe africain

former du "capital social" en capital financier. Cette alchimie sociale et financière est une des clés de la réussite. En effet, le groupe va multiplier les interventions publiques (foires, marchés écolos, rencontres de citoyens solidaires...) et communiquer autour de son projet. Au total, environ 50 personnes ou personnalités morales vont les rejoindre et constituer les 200 parts de la SCI (chaque part est de 1500 €). A cela s'ajoutent des emprunts contractés avec des personnes physiques. Mata nous précise : "Nous recherchons encore de nouveaux associés qui nous permettraient de rembourser les emprunts en cours". Sylvie, une des associées de la SCI n'habitant pas à *La Grée*, va dans ce sens : "Nous avons voulu participer à l'acquisition de ce lieu sans passer par les banques. Les citoyens sont-ils capables de se réapproprier leur épargne ? De toute façon, acheter à plusieurs c'est génial...!"

A cela s'ajoute l'association *Les ami-e-s de plein Grée* qui participe à l'animation (organisation de spectacles ou de la fête annuelle de *La Grée*...). Elle apporte la souplesse et la convivialité nécessaires pour ce genre d'expérience. Son action permet de maintenir une ouverture du lieu vers l'extérieur et de faciliter le lien avec les partenaires.

La question du foncier peut se résumer au schéma ci-contre.



monde doit continuer à apprendre, et ce au niveau personnel comme au niveau professionnel.

L'activité productive a d'ailleurs une finalité de formation : "J'ai besoin de faire ce que je sais faire, mais aussi de le transmettre et de le faire partager" confirme Christophe. Ce qui est enseigné à *La Grée* c'est bien plus un apprentissage global qu'une spécialisation comme dans le modèle dominant. Manu, 24 ans, étudiant en agronomie et vivant à La Grée depuis quelques mois, en témoigne : "Ici, tu apprends à faire mais tu apprends aussi à écouter, à dire... C'est pour moi une formation totale. Ça me change de ma formation à l'agro... Là-bas, on te spécialise tellement que par la suite tu ne sais plus rien de l'essentiel des rapports humains. A La Grée, j'apprends au niveau culturel mais aussi au niveau culturel. J'apprends à être un homme complet. C'est bouleversant...". Il faut du temps pour fabriquer un homme complet, mais la temporalité de La Grée n'est pas la même que celle du modèle dominant. Si on sait prendre le temps, le résultat est au rendez-vous : "J'ai été longtemps considéré comme un homme à tout faire, le lieu me transforme en un homme à tout être" précise Xavier.

Le collectif fait la démonstration que l'être humain ne se résume pas à l'homo economicus et aux schémas du paradigme libéral. Si le système dominant cherche à nous transformer en consommateur ou/et en producteur, les membres du collectif font le choix de former des *homos*⁽³⁾. C'est-à-dire des êtres humains capables de trouver des solutions en eux ou plus encore autour d'eux pour satisfaire leurs besoins. Patrick nous le confirme : "Ensemble on a toujours une réponse adaptée à nos besoins. Et puis progressivement tu apprends à prendre confiance en tes savoir-faire, tu doutes de moins en moins car tu sais que tu es épaulé si tu as un problème. Le collectif c'est magique..." Il faut dire que le groupe a entrepris depuis longtemps une réduction drastique de ses besoins. Il a su déplacer sa demande de biens vers plus de liens. Ainsi, la convivialité a pris le pas sur l'impératif de consommation. La satisfaction des désirs l'a définitivement emporté sur les besoins socialement fabriqués.

L'organisation sociale et décisionnelle

En ce qui concerne les relations sociales, les acteurs de l'expérience affirment souvent

fonctionner comme une grande famille, "nous formons une âme commune... Il faut comprendre qu'un collectif est une famille choisie avec laquelle on partage un quotidien" témoigne Gilles. Nico, le cadet de l'équipe, 20 ans, surenchérit : "Je me sens reconnu pour ce que je suis et j'ai l'impression d'avancer... J'appelle tout le monde cousins car pour moi, on est une grande famille." Au-delà de la relation familiale existe un ensemble de valeurs centrées sur la convivialité et le respect de l'autre, et qui incarnent le collectif.

Au niveau décisionnel comme ailleurs, le plus facile est de reproduire les schémas sur lesquels nous avons été construits. Mais comment innover, comment produire et vivre ensemble autrement ?

Cela commence sûrement par les relations humaines et le niveau décisionnel. Par exemple, à *La Grée*, les décisions sont prises au consensus. Une réunion formelle se tient tous les lundis matins. Après un tour de parole où tout le monde doit exprimer son ressenti, ses objections, une position collective s'impose. Si le consensus n'est pas trouvé, la décision peut être renvoyée à plus tard. Ici la temporalité est différente. Il est préférable que chacun ait pris le temps de la réflexion plutôt que d'imposer une décision par la force au prétexte que le temps manque. Nous ne sommes

pas dans la même temporalité que le modèle dominant. Il s'agit d'une gestion raisonnable et non pas rationnelle du temps⁽⁴⁾. Cette règle fondamentale ne serait-elle pas une piste à suivre pour les associations ou tout autre collectif en manque d'imagination décisionnelle ? Sylvie nous donne quelques éléments de réponse : "C'est vrai, nous sommes tous dans des associations et nous ne parvenons pas toujours à régler les conflits. Les désaccords ne sont pas constructifs mais oppositionnels. La pensée et les pratiques sont souvent binaires. Je suis d'accord ou je ne le suis pas...! Alors que si on a un projet qui transcende les intérêts individuels, alors là, on peut passer à une décision au consensus avec plus d'horizontalité."

Les collectifs évoluent souvent en période de gestion de crise. Cela a été le cas à *La Grée*. Lorsque des tensions sont apparues à l'intérieur du groupe, il a fallu réagir. Xavier a été de ceux qui ont proposé la sociocratie⁽⁵⁾ comme outil de communication et de prise de décision collective. Elle régule la prise de parole, tout le monde est écouté. La parole de chacun est respectée, au fur et à mesure chacun prend confiance en lui et ose



▲ *Amis de Silence*, en août 2010.

3. Hassan Zaoual (2005), *Socioéconomie de la proximité*, éd. L'Harmattan, 190 pages. Lire, en particulier, la partie 2 du chapitre 5 intitulée *Le paradigme des sites : une alternative à l'économie violente*, de la page 114 à 123.

4. Jean-Paul Maréchal (1998), *Le rationnel et le raisonnable*, éd. Presses Universitaires de Rennes, 182 pages.

5. Gilles Charest (2007), *La Démocratie se meurt, vive la sociocratie*, éd. Centro Esserci, 210 pages. Alors que l'autocratie donne le pouvoir à une seule personne, que la démocratie le propose à la majorité, la sociocratie accorde le pouvoir au "nous", au fait social.

affirmer ses différences. Xavier, un des initiateurs de cette innovation, nous en dit plus : "La sociocratie a fait plus qu'apaiser le groupe dans ses conflits, elle l'a transformé. Aujourd'hui, il y a une écoute du désaccord, vécue comme source d'enrichissement."

Un long processus vers l'harmonie

Au départ, Christophe et Mata ont mis en place le projet, puis d'autres sont arrivés pour poursuivre le processus d'autonomisation que les fondateurs ont inscrit sur des valeurs qui sont leur ligne d'horizon. Mata nous précise qu' "il est bon aujourd'hui de pouvoir se reposer sur les copains." Mais la cohésion n'a pas toujours été au rendez-vous. En effet, il y a eu des conflits internes qui se sont réglés par le départ de certains. La fuite est parfois perçue comme la seule issue aux problèmes rencontrés. François, sur le point, lui aussi, de quitter le collectif, nous le rappelle : "3 ou 4 personnes sont déjà passées dans le collectif et l'ont quitté dans la déchirure. Ils cherchaient leur place mais ça n'a pas fonctionné pour des raisons diverses : problèmes de pouvoir, difficultés de la vie quotidienne, promiscuité, décalages, rythmes..."

Et pourtant Xavier nous rappelle : "Quand on prend conscience que la vraie cause de nos problèmes est en nous, on comprend que la prise de pouvoir sur les autres ou la fuite n'apporte aucune solution viable."

Par ailleurs, les individus ont parfois du mal à exister au sein des collectifs. Or lorsque l'on commence à abandonner le terrain quotidien, on laisse aussi aux autres le soin de décider. Car les instances de décision ne sont pas toujours celles que l'on croit. Comme dans les autres groupes sociaux, l'informel a son importance⁽⁶⁾ et les repas collectifs restent un moment privilégié. François nous en dit plus : "La réunion du lundi matin enregistre parfois ce qui a été décidé de manière informelle dans d'autres cercles".

Et puis, l'innovation décisionnelle a ses limites. La recherche d'horizontalité est un long parcours. Elle n'élimine pas pour autant le pouvoir charismatique de certains. François s'en fait l'écho : "... Le pouvoir charismatique de certains s'imposait souvent à l'horizontalité affichée." Il est bien délicat de faire autrement, de décider de manière à ce que chacun puisse apporter sa pierre à l'édifice. Max Weber l'avait bien montré en distinguant les différentes formes de légitimité⁽⁷⁾ pour imposer un pouvoir au sein des collectifs. Chaque légitimité cherche à s'imposer, elles sont en concurrence. L'expérience du collectif de *La Grèce* ne semble pas échapper à cette règle fondamentale qui régit les groupes sociaux.

Ça existe !

Pour mener à bien cette expérience, le collectif s'est pris en main, il est allé jusqu'au bout de ses rêves qui se vivent au quotidien. Si on veut construire d'autres rapports sociaux, n'est-ce pas



▲ Ateliers pendant les rencontres des Amis-e-s de Silence



▲ Tout le monde peut proposer des activités pendant les rencontres des Amis-e-s de Silence.

la seule façon d'agir ? Grégoire, qui a laissé Paris et son métier de journaliste pour venir s'installer à La Grèce il y a quelque mois, en est le témoin... Je suis intimement persuadé que c'est notre mode de vie qui est à changer. On court à la catastrophe et encore plus dans les villes qui sont le lieu de soumission à la consommation par excellence... "

Face à ce constat qui nous alerte sur la nécessité d'agir, sommes-nous prêts à faire ce pas de côté ? Dans tous les cas, l'expérience de La Grèce nous montre que l'on peut vivre autrement le même monde⁽⁸⁾. Et cela ne peut manquer de nous interpeller d'ailleurs, quand Sylvie S. parle de son fils de 18 ans, étudiant à Nantes, elle nous précise : "Il vient quelquefois avec des copains. Ils voient des adultes qui vivent pleinement leur vie et disent : OK, c'est roots mais ça existe".

Véronique Pomiès

Membre de la collégiale

de l'association des ami-e-s de Silence. Lyon.

Claude Llana

Socioéconomiste,

objecteur de croissance. Montpellier. ■

6. Claude Llana (2008), Pour la croissance du bonheur, *Silence*, n°362, nov. 2008, pp. 36-38.

7. Max Weber (1995), *Economie et société*, éd. Presses Pocket, collection Agora, 2 volumes.

8. Serge Latouche (2004), Introduction de l'ouvrage, in *Economies choisies ?* pp. 1-6, éd. de la Maison des sciences de l'homme, Paris, 210 pages.

Ne pas plier



Mettez des créatifs, des sociologues, des militants... dans un collectif. Secouez les neurones ; il en sort tout un tas d'actes de résistance et de propositions dérangeantes pour inciter tout un chacun à s'investir dans le politique !

■ Collectif **Ne pas plier**,
76, avenue Georges-Gosnat,
94200 Ivry-sur-Seine,
tél. : 01 45 21 00 26.

A IVRY-SUR-SEINE, DANS L'IMMEUBLE CENTRAL LE PLUS HAUT EST INSTALLÉE L'ASSOCIATION *Ne pas plier*. Elle a vu le jour en 1988 à l'initiative d'un photographe et d'un graphiste souhaitant utiliser l'image comme moyen de faire de la politique autrement, de travailler et d'exprimer des idées de manière radicale et enthousiaste.

Je donne, je partage, j'échange

L'association est composée d'une dizaine de permanents⁽¹⁾, entourés d'un réseau d'environ 600 personnes actives sur tel ou tel projet. "On vient ici pour faire des choses, pas pour consommer," nous dit Isabelle, aujourd'hui la seule à avoir un poste salarié à mi-temps pour assurer la coordination.

L'association cherche à mener des actions pour tous et demande des financements publics. Il s'agit alors de rendre le politique responsable et la production gratuite.

Ainsi, un artiste a une idée d'image qui peut faire réfléchir (la plus célèbre est "Rêve générale"). On propose une coproduction aux politiques, aux syndicats, aux associations, et chacun indique dans quelle mesure il est prêt à la financer. Une fois le budget déterminé, le tirage est lancé. La distribution se fait le plus souvent lors de manifestations. Les tirages, sous forme d'autocollants et d'affiches, commencent à quelques milliers d'exemplaires. Certaines images dépassent les centaines de milliers. Rien n'est signé, afin que chacun puisse s'en emparer et s'en servir pour lui-même.

Un regard sur la ville

Installée dans ces locaux depuis 1994 et disposant d'une vaste terrasse, l'association a également développé une activité de lecture de la ville sur cette terrasse : l'Observatoire de la ville. Des groupes d'enfants et d'adultes⁽²⁾ y viennent,

accompagnés de parents d'élèves. A partir d'une telle observation, on peut aborder de multiples questions. Le collectif s'ingénie à trouver des approches différentes. On peut ainsi débattre des questions de frontières, des itinéraires, faire de la géométrie... Avec un ornithologue, les enfants découvrent que la ville abrite des oiseaux qui ont des mœurs différentes. Il est ensuite facile de passer des oiseaux aux humains. Sur le même principe, ils animent aussi des "chemins de randonnées" dans la ville.

Agir avec

Ses membres s'appuient sur les travaux de Pierre Bourdieu⁽³⁾ ou de Marc Bloch⁽⁴⁾ pour enrichir une forme d'éducation populaire qui essaie de faire passer du *moi* individualiste au *je* de l'individu dans la société.

Alors que la résignation est cultivée par les médias, qui nous montrent ce qui est malheureux et ce qui fait peur, *Ne pas plier* fait la promotion de ce qui est source de bonheur, de ce qui construit des relations.

A l'arrivée, la production de *Ne pas plier* est faite d'affiches, d'autocollants que beaucoup ont vu sans en connaître l'origine. Il existe aussi des livres comme l'excellent *Le Repos du fakir*, qui montre en photos les dispositifs anti-SDF ayant fleuri ces dernières années pour empêcher les gens de coucher sur les bancs ou dans les entrées d'immeubles.

Ne pas plier, c'est une dynamique au profit des luttes. Car c'est uniquement en luttant que l'on peut éviter de plier sans cesse devant les puissances de l'argent.

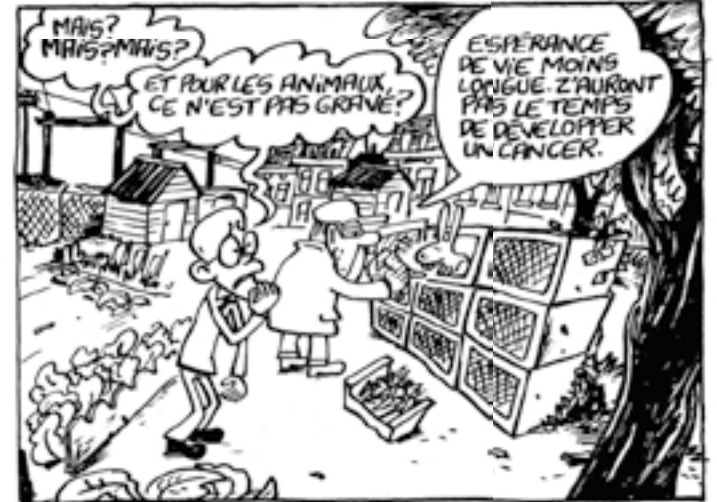
Michel Bernard ■

1. Raoul, réalisateur, Bruno, expert-comptable, Gérard et Thierry, graphistes, Gilles, plasticien cinéaste, Jérôme, économiste, Franck, sociologue, Gérard, employé territorial, Isabelle, documentaliste...

2. Plus de 16 000 enfants et 500 adultes y sont déjà passés.

3. Pierre Bourdieu, sociologue mort en 2002, a travaillé sur les hiérarchies sociales et leur reproduction, et sur la nécessité de l'engagement politique pour lutter contre ces phénomènes de domination.

4. Marc Bloch, historien, résistant fusillé en 1944, est l'un des fondateurs de l'histoire sociale par opposition à l'histoire des Etats et des dirigeants. Voir www.marcbloch.fr.





Les Vagabonds de l'énergie

Les chemins de l'énergie sont multiples. Entre croyance technologique et sobriété, deux élèves ingénieurs explorent pendant un an les solutions avancées localement en Europe et en Asie. Le tout avec une empreinte écologique et un budget minimal.

■ Robin Deloof & Arnaud Crétot, association Les vagabonds de l'énergie, 36, rue de Bas, 76113 Saint-Pierre-de-Manneville, tél. : 06 87 34 65 86. site internet : vagabonds-energies.webnode.com

Silence : Qu'est-ce que le projet Vagabonds de l'énergie ?

Nous sommes deux étudiants en école d'ingénieurs, Arnaud Crétot et Robin Deloof. Nous sommes partis pour une aventure d'un an à travers 20 pays, de l'Europe à l'Asie en passant par le Moyen-Orient. L'itinéraire est tracé selon une myriade de projets et de rencontres représentatives des situations énergétiques dans les différentes régions traversées.

Chaque acteur de l'énergie que nous rencontrons met en avant ses solutions et c'est autant de chemins différents pour la transition énergétique.

Le projet est volontairement long pour avoir le temps de faire, à peu près, le tour de la question et de rencontrer sur les terrains les acteurs dans tous les domaines de l'énergie. C'était une volonté de se construire notre propre idée sur le sujet, et par la même occasion, d'essayer de partager nos expériences. Le but est de réaliser un documentaire, un blog et un site internet.

Vous annoncez que vous ne prenez pas l'avion, comment vous déplacez-vous ? Comment revenez-vous du Japon ?

Nous répondons le 7 septembre 2010. Nous sommes partis le 14 juin 2010. Tout l'été nous avons

traversé l'Allemagne, les Pays-Bas, le Danemark, la Suède, la Norvège et la Finlande en stop. Nous sommes maintenant parvenus à Saint-Petersbourg en Russie.

Pour parler d'énergie nous voulions éviter d'en consommer. C'est une des raisons pour lesquelles nous avons décidé de ne pas prendre l'avion par exemple. Mais au-delà de cela il s'agit aussi d'une manière de voyager. Dans notre approche de l'énergie il y a une facette culturelle que nous voulions découvrir, et aussi l'idée que l'énergie devra s'organiser à un niveau plus local. C'est cette question d'échelle qui se reflète dans notre manière de voyager.

Bien qu'à l'heure actuelle les énergies dominantes, fossiles ou nucléaire pour la France, fonctionnent à un niveau global, personne ne peut douter que la transition énergétique doit déboucher vers plus de proximité dans la production.

Quoi qu'il en soit, nous avons pratiqué le stop, ce qui nous a permis de faire partager notre projet aux gens, d'apprendre beaucoup sur les différentes manières de penser l'énergie et de nous rendre compte que tout le monde a son idée à ce sujet.

En fin de semaine nous comptons prendre le train pour nous rendre à Moscou, ce sera notre premier trajet en train, ce ne sera pas le dernier.

Le terme de notre voyage devrait être le Japon. Nous voudrions en savoir plus sur les nombreuses solutions de hautes technologies qui y sont développées. Nous irons au Japon si notre budget nous le permet... puis en Chine. Pour regagner la France, nous comptons prendre le transsibérien au départ de Pékin.

Quel regard porterez-vous sur le débat énergies renouvelables (solaire, éolien, hydraulique, biomasse) / énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz, nucléaire) ?

Ces trois premiers mois du projet nous laissent entrevoir quelques pistes. Ce qui apparaît c'est qu'aucune source d'énergie est neutre sur l'environnement. La géothermie peut engendrer dans certains cas des séismes sensibles, des déchets radioactifs dus à l'accumulation de radon. Les éoliennes nuiraient aux oiseaux migrateurs, nécessitent des appoints de centrales fossiles pour pallier à leur intermittence, en l'état actuel des réseaux de distribution d'énergie. Les barrages hydrauliques de Norvège vidant les rivières de leurs saumons et enferment les cascades, magnifiques, dans des tuyaux. Les panneaux solaires actuels contiennent des métaux lourds. La biomasse prend du terrain sur l'agriculture nourricière... Les énergies fossiles et nucléaires présentent des nuisances réelles et potentielles qu'il n'est plus nécessaire de citer. Le débat est aussi culturel et les solutions différentes dans chaque localité en utilisant des sources différentes au sein de ce panel de sources énergétiques. La clef c'est la diversité.

Si on ne veut avoir aucun impact, il ne faut pas consommer...

Ce qui est sûr c'est que le nucléaire comme les énergies fossiles sont des ressources limitées, et que de toute manière il faudra les remplacer un jour. Pourquoi pas maintenant puisqu'ils représentent potentiellement un risque pour notre intégrité ?

A ce jour nous ne sommes qu'au quart de notre projet, nous allons découvrir encore beaucoup de projets dans des pays aux situations économiques, à la situation géographique et climatique, à la géopolitique, aux cultures, aux habitudes de consommations, aux infrastructures historiques très différents. Nous en apprendrons plus et aurons un schéma plus global de ce qu'est l'énergie.

Quels enseignements tirez-vous de vos premiers mois de voyage ?

Durant notre parcours nous avons pris conscience du gâchis réalisé dans certains secteurs comme la chaleur. La mise en place de réseaux de chaleur urbains permet de récupérer la chaleur de nombreuses sources pour lesquelles la chaleur est un déchet. Dans "l'écosystème" industriel de Kalundborg (Danemark), la chaleur issue du refroidissement de la raffinerie sert ensuite à la centrale électrique au charbon puis sert de source pour le fabricant de placoplâtre. La même chose serait possible aussi entre une centrale biomasse



▲ Les vagabonds de l'énergie à la centrale géothermique de Soultz-sous-Forêts, Alsace.



▲ Maison de l'écovillage de Sieben Linden, Allemagne.

comme celle que nous avons visitée à Baden Baden (Allemagne) et une autre quelconque industrie. De plus la mise en place de ces réseaux de chaleur permet de raccorder d'autres sources plus inattendues. A Helsinki (Finlande), les circuits de refroidissement des serveurs informatiques sont raccordés au réseau de chauffage. En procédant ainsi, on économise d'autant la quantité d'électricité ou d'énergie fossile nécessaire pour nous chauffer (et celle nécessaire pour refroidir les serveurs).

Il y a un point où il apparaît qu'il y a beaucoup de choses à faire, ce sont les réseaux de distribution électrique. Comme nous l'expliquait, dans son bureau de l'université d'Helsinki, Peter Lund, si la production d'énergie propre est souvent intermittente, notre consommation l'est aussi. Il est possible d'imaginer un réseau capable de communiquer avec les appareils liés à nos différentes activités pour commander leur fonctionnement au moment où l'énergie est disponible. Il est possible d'organiser des tours de rôle entre les différents foyers sans

“ Si on ne veut avoir aucun impact, il ne faut pas consommer... ”



▲ Ecoquartier de Malmö, Suède. Reconversion d'une exposition universelle avec la curieuse tour qui se présente comme "durable".



▲ Système de chauffage solaire communal, Samsø, Danemark.



▲ Salle de contrôle de l'incinérateur de Trondheim, Norvège. Fournit de la chaleur au réseau de chauffage urbain. Dans plusieurs pays, l'incinération de déchets est considérée comme une source d'énergie renouvelable. C'est pourtant très polluant.

que les ménages s'en aperçoivent. Il est aussi possible de changer certaines habitudes, faire tourner les machines à laver quand il y a du vent si on est alimenté par une éolienne...

Ce dont nous avons beaucoup discuté est le fait que l'intégration massive d'énergie propre et renouvelable ne pourra se faire que par une adaptation profonde du réseau de distribution d'énergie.

Actuellement les réseaux sont centralisés et vont d'un pôle de production vers une myriade de points de consommation. Avec les énergies renouvelables la production est parsemée sur le territoire et donc à travers le réseau. Ce n'est donc pas la même configuration. Et avec un réseau intelligent, il faut prévoir des centres nerveux capables d'optimiser et de faire communiquer les points de production et les points de consommation.

il est plus facile d'opérer la transition territoire par territoire

Sören Hermansen

Reste à savoir la manière dont il faut procéder, mais c'est une piste intéressante qui semble donner une certaine cohérence à différents projets sur les énergies alternatives que nous avons pu visiter. Que ce soit dans l'écovillage de Sieben Linden (Allemagne) où 70% de l'énergie est locale, à l'écoquartier de Malmö (Suède) où l'énergie est 100% locale et renouvelable, ou bien encore sur l'île de Samsø (Danemark) qui produit en moyenne plus d'énergie qu'elle n'en consomme, la transition énergétique s'est faite par une volonté locale. Comme nous l'a expliqué, à Samsø, le prix Nobel de l'Environnement Sören Hermansen, il est plus facile d'opérer la transition territoire par territoire. Son île illustre bien ce principe, mais rien n'empêche d'opérer ville par ville et quartier par quartier.

C'est un principe qui est cohérent avec la réorganisation du réseau à des niveaux plus locaux.

Reste à savoir si les intermittences de production peuvent être palliées par des échanges d'énergie entre les différentes localités, peut-être aussi avec des changements d'habitudes de consommation, ou si nous aurons toujours besoin de centrales d'appoint pour assurer la robustesse du réseau dans son ensemble.

Quel regard porterez-vous sur les débats produire plus/consommer moins, croissance/décroissance ?

La décroissance économique ne nous semble pas un but. Ce n'est tout au plus qu'un moyen pour accéder à un mode de vie plus pérenne. Si des changements culturels sont nécessaires, que les choix de tous les jours devaient s'en trouver modifiés, la décroissance économique en serait certainement l'expression.

Propos recueillis par courriel par **Michel Bernard.** ■

Le photovoltaïque en question (1)

(...) L'article de Jean-Louis Gaby (Silence n°381 p.50) "Le photovoltaïque en question" n'est pas seulement critiquable mais porte atteinte à une filière susceptible de se substituer en partie à l'énergie nucléaire, cette dernière étant un véritable prédateur de démocratie. L'énergie photovoltaïque est un outil permettant une voie vers l'autonomie (décentralisation), vers l'économie d'énergie (de nombreuses études ont montré qu'un consommateur est plus sensible à l'équilibre consommation-production lorsqu'il est également producteur (...)) et à travers un faible impact environnemental, une solution (certes imparfaite) au déséquilibre climatique.

Souligner les aides gouvernementales pour cette filière et dénigrer les particuliers installant du photovoltaïque relève d'une méconnaissance globale (les autres formes d'énergie sont toutes — même le pétrole ! — ultra subventionnées)(...).

Les pauvres y ont un accès limité... Bien sûr, mais pour tous les actes de la vie, les pauvres sont les derniers (...) et il est déplacé de charger le photovoltaïque de vertus qui ne lui sont pas destinées.

La rentabilité financière d'une installation photovoltaïque est plus faible qu'un placement bancaire ! Preuve s'il en est qu'elle ne peut être la motivation principale de ces installations. (...)

Le calcul d'autonomie proposé, qui ne tient pas compte de l'intermittence jour-nuit, est ridicule (on nous apprend à l'école qu'il ne faut pas mélanger les carottes et les navets mais c'est pourtant ce qui est fait en calculant une autonomie au niveau national — industrie et tertiaire compris) grâce à des installations de particuliers. (...)

Le photovoltaïque — l'éolien également — est dans la ligne de convoitise des industriels...

Bien sûr, comme tous les concepts écologiques, bio, éco-construction, commerce équitable ! Des idées de qualité doivent-elles être jetées au panier parce que mises en place par des industriels ? (...)

Le photovoltaïque est destiné à fournir de l'énergie, pas à améliorer la convivialité, la fraternité, l'esthétique... Il faut le juger à l'aune de seuls critères techniques.

(...) Parer le photovoltaïque de toutes les vertus est aussi stupide que le dénigrer avec des fondements déplacés. (...)

Mario Mulé

Alpes-Maritimes



▲ Photopiles au Japon

Le photovoltaïque en question (2)

Le photovoltaïque doit être l'objet d'un débat, comme tout choix technologique. Je me permets de réagir au courrier de Mario Mulé. Celui-ci affirme que c'"est une voie vers l'autonomie" : on peut s'interroger là-dessus.

Comme le signalait Jean-Louis Gaby, la plupart des panneaux installés aujourd'hui sont en provenance de Chine et sont fabriqués en utilisant des nanotechnologies, les seules qui permettent de faire des couches minces de silicium. Donc, déjà au niveau technologique, nous sommes dépendants d'usine à grandes échelles (et des multinationales qui vont avec).

Ensuite, ces panneaux vont produire de l'électricité. Deux solutions : soit l'électricité est remise sur le réseau ERDF (éventuellement vendue à Enercoop, opérateur alternatif) et l'on utilise alors un réseau électrique de haute technicité, contrôlé par l'Etat et l'on n'est pas vraiment autonome ; soit on se met hors réseau, ce qui suppose l'usage de batteries, qui même si elles sont de récupération, sont issues d'un système technologique complexe qui ne permet aucune autonomie (qui sait fabriquer des batteries artisanales ?).

- "La rentabilité financière d'une installation photovoltaïque est plus faible qu'un placement bancaire" ? Ce n'est pas le cas pour
- les toits solaires de plusieurs centaines de m² et encore moins pour
- les champs de plusieurs hectares : ce n'est pas un hasard si le plus grand projet en France, dans les Alpes-de-Haute-Provence, est développé par... la Caisse des dépôts et consignations.
- Quant à "Le photovoltaïque est destiné à fournir de l'énergie, pas à améliorer la convivialité, la fraternité, l'esthétique..."
- Il faut le juger à l'aune de seuls critères techniques", désolé,
- mais avec ce genre de raisonnement, certains avanceraient que l'uranium est un sacré concentré d'énergie !
- Par contre, je vais quand même donner un argument en faveur du photovoltaïque et du grand éolien que ne soulèvent ni Jean-Louis Gaby
- ni Mario Mulé : ces deux énergies, complexes, en pleine progression technologique, stimulent les ingénieurs : cette attirance provoque une défection croissante du côté de l'industrie nucléaire et si l'on arrive à bloquer le nucléaire par manque d'ingénieurs, ce ne sera déjà pas si mal.

Michel Bernard
Rhône.

Le photovoltaïque en question (3)

Comme je le souligne dans mon article, le photovoltaïque n'est pas prêt de se substituer au nucléaire avant plusieurs dizaines d'années, si tant est que l'on ait résolu le stockage de l'électricité en grande quantité.

Question rentabilité, une installation de 3kWc dans les Alpes-Maritimes rapporte environ 2580 € par an de vente du courant. Pour une installation qui a coûté 22000 € (on en trouve maintenant à 17000 €), ce revenu

- (garanti pendant 20 ans) correspond à un placement à 11,7%, et si l'on bénéficie du crédit d'impôt maximum on arrive à 19,8%.
- Pire, comme le fait remarquer André Joffre, vice-président d'Enerplan, pour les personnes assujetties à l'ISF (impôt sur la fortune), certains dépassent les 20%. Le rapport Charpin sur le sujet, publié début septembre 2010, parle même de cas à 35 % ! Même son de cloche pour Didier Haas, artisan alsacien dans le journal L'Alsace du 3 juillet 2010, "Il s'agit d'un placement financier, pas d'un investissement écologique" et c'est du "détournement de fonds publics".
- J'ai personnellement refusé de réaliser des installations photovoltaïques dans un tel climat, et j'ai dû arrêter mon entreprise car les installations de chauffage solaire que j'effectuais n'intéressaient plus personne.
- Posséder aujourd'hui une toiture photovoltaïque est souvent un moyen de s'acheter une bonne conscience pour compenser ses excès de consommation. C'est un achat à la mode et gratifiant permettant de briller auprès de ses amis, même si on ne l'a pas payée un euro en passant par le crédit, car on se fait passer pour un malin, alors que ce sont les banques que l'on enrichit.
- Les grandes surfaces comme Auchan, des industriels et même des services publics, ne sont d'ailleurs pas en reste en couvrant leurs toits de modules pour se faire de la publicité et augmenter leurs profits.
- Ils sont les premiers responsables de la bulle spéculative de 2009.
- Mais les investisseurs ne sont pas les seuls bénéficiaires de ce système artificiel créé pour enrichir les riches. Pour concevoir et réaliser les installations photovoltaïques, en moins de cinq ans, des centaines d'entreprises, sans compétences, ont surgi avec leurs commerciaux omniprésents, car la manne financière a attiré les vautours, le premier d'entre eux étant EDF-ENR, sans état d'âme à installer des modules chinois.
- **Jean-Louis Gaby**
- Allier



Vélo/voiture : PAS LES MÊMES RISQUES

Je ne suis pas d'accord avec la vision exposée par M. Perrot de sa pratique du vélo (courrier du n°382).

Si je ne déforme pas ses propos, il fait l'éloge de la pratique sportive du vélo et considère qu'elle doit passer par une cohabitation heureuse avec les voitures.

Tout d'abord, je regrette que M. Perrot ne considère que l'aspect "sport" du vélo et pas son aspect "transport".

Dans notre contexte écologique actuel où le vélo en tant que moyen de déplacement non polluant a un rôle majeur à jouer, il faut aller au-delà de la simple vision sportive, de loisirs, pour l'intégrer dans une nouvelle façon de vivre, une vie simple, sobre (...).

A partir du moment où on considère le vélo comme un outil pour aller d'un point A à un point B, on est dans une démarche où faire du vélo n'est plus l'objectif principal mais un moyen pour atteindre un autre objectif.

- On va donc considérer des aspects non pris en compte dans la pratique sportive, comme la capacité de chargement, la protection contre les intempéries (pour ne pas arriver trempé, ou glacé à sa destination), le temps de parcours (pour rouler tranquille et donc ne pas dégouliner de sueur) mais aussi le confort et la sécurité du parcours.
- Et pour ces deux derniers points, je considère qu'il ne peut y avoir de cohabitation heureuse avec les voitures (et avec tout autre véhicule à moteur).
- Quand on partage une voie avec d'autres véhicules, il y a toujours risque d'accidents et donc de collisions : collision entre deux voitures, entre deux vélos ou entre une voiture et un vélo. Sauf que dans ce dernier cas, le rapport de force n'est pas le même : d'un côté nous avons une tonne de métal (et de plastique !) lancée à vive allure et de l'autre 70 kg de chair humaine sans protection ! (...)
- C'est le cycliste qui paiera le plus lourd tribut : jusqu'à sa vie !
- Pour ma part, le vélo est mon moyen de transport principal, j'ai abandonné ma voiture il y a un an pour cet engagement écologique.
- Et je n'ai pas à m'en plaindre, je prends beaucoup de plaisir à rouler... sauf quand j'emprunte une route avec des voitures. Je suis le témoin privilégié de l'inconstance (de l'inconscience !) des automobilistes : vitesse excessive, prise de risque dans les dépassements, mépris de ma personne...
- Certes ce n'est qu'une minorité (5 à 10 % selon mes statistiques personnelles), mais un seul écart suffit pour clore mon Voyage (avec un grand V).
- A l'opposé nous avons des automobilistes qui font attention et c'est appréciable, mais quelle n'a pas été ma surprise quand j'ai relevé des témoignages exprimant le malaise quand ils sont confrontés au dépassement d'un cycliste, la peur de le renverser. (...)
- Tant que le partage des risques sera inégal entre voiture et vélo et tant qu'il y aura un manque de pistes dédiées aux vélos (des vraies pistes, pas juste un coup de peinture sur le bitume), alors les cyclistes d'aujourd'hui mettront à chaque voyage leur vie en jeu. (...)

Sébastien Héritier

Essonne

L'abécédaire illustré de l'écologie pittoresque

PAR BORKOWSKI

Pratique qui consiste à mettre la planète à feu et à sang dans le but d'accéder aux ultimes ressources naturelles terrestres.

GUERRE



Si vous ne disposez pas d'une librairie indépendante près de chez vous, vous pouvez commander vos livres auprès de Quilombo. Une partie de la somme est reversée à S!lence. Il suffit de remplir sur papier libre, vos coordonnées, les ouvrages que vous souhaitez vous procurer, d'inscrire le montant des livres (notés sous les titres de chaque livre), de rajouter 10% du prix total pour les frais de port. Règlement par chèque (à l'ordre de Quilombo Projection). Renvoyez le tout à : **Quilombo/Silence, 23, rue Voltaire, 75011 Paris.** Délai de livraison entre 10 et 15 jours.

livres

Supplique à un Prix Nobel en guerre

Jean-Marie Muller
Les îlots de résistance
2010 - 86p. - 12 €



Fin 2009, Barack Obama, président d'un pays en guerre, recevait le prix Nobel de la paix. Son discours de réception à Oslo contenait des références à la non-violence peu courantes pour un chef d'Etat... Dans ce livre court et accessible, Jean-Marie Muller rebondit sur le discours d'Obama à Oslo pour offrir une méditation passionnante sur les défis de la non-

violence dans le monde contemporain. Il rappelle les positions de Luther King face à la guerre du Vietnam pour suggérer au président une réorientation de sa politique extérieure. Il interpelle également le président états-unien sur sa politique concernant la justice internationale, les armes antipersonnel, le désarmement nucléaire, la peine de mort, l'interdiction du port d'armes, et bien sûr les guerres en cours. "Pour vaincre le terrorisme, ce n'est pas la guerre qu'il faut faire, mais la justice qu'il faut construire", rappelle-t-il. Une excellente introduction pour faire découvrir la force de l'analyse non-violente dans les enjeux du monde actuel. GG

Dictionnaire amoureux de la Palestine



Elias Sanbar
Ed. Plon
2010 - 481 p. - 24.50 €

Ce dictionnaire fait œuvre d'amour pour une terre, nostalgie d'une enfance déplacée après l'expulsion en 1948, la Nakba d'Elias Sanbar, à Beyrouth puis en France où il devint écrivain et ambassadeur de la Palestine à l'Unesco. Livre optimiste racontant les rencontres avec ces négociateurs israéliens qui pleurent quand il leur explique leur propre inquiétude de disparaître. Et pessimiste, qui s'oblige à rappeler qu'il y a bien eu un peuple vivant sur cette terre avant l'avènement de l'état d'Israël. E. Sanbar explique qu'il faut sortir de cette question de l'antériorité pour affirmer la présence actuelle d'un peuple à coté de l'état d'Israël.

"Comment ceux qui ont tant souffert peuvent-ils nous faire tant souffrir ?" questionne Sanbar qui raconte la résistance des villages de Ni'lin et bil 'In où toutes les semaines des pacifistes israéliens et des habitants manifestent contre le mur, avec obstination.

Le livre de Sanbar, c'est aussi des recettes de cuisine palestiniennes, l'adoration pour la sauge et la mauve, Al zaytun, des rencontres avec Godard, Genet, et l'amitié pour Mahmoud Darwich dont il est le traducteur. GG

La communauté des êtres de nature

Hicham-Stéphane Afeissa
Editions Musica Falsa, collection Dehors
2010 - 115 p. - 13 €

Dans cet essai, un philosophe, promoteur d'Arne Naess en France, nous initie aux principaux enjeux et débats de l'éthique environnementale. D'autres êtres que les humains peuvent-ils devenir sujets de droit, ou alors bénéficier de devoirs ? Quels critères élire pour les prendre ou pas en considération ? Grâce à un survol historique, nous comprenons pourquoi cette réflexion est si mal accueillie en France. H-S Afeissa nous invite à soupeser les limites de plusieurs théories surtout anglo-saxonnes sans inclure, et c'est dommage, les thèses de penseurs tels Latour, Serres ou Morin. Il argumente au final pour une posture pluraliste et une incertitude fondamentale, et nous encourage à toujours conjuguer nos intuitions morales en situation, dans une perspective bienveillante. MPN.



Manger bio, c'est bien si...

Hugues Toussaint
Ed. Vuibert pratique
2010 - 206 p. - 13,50 €

Après avoir été responsable de la mise en place du réseau des Biocoop pendant quinze ans, l'auteur a fondé en 2005 l'association Bio Consom'acteurs. Il est donc depuis longtemps au centre des questions qui se posent sur la bio. Ce livre présente les avantages de la bio... et chaque fois les dérives possibles. Cela aurait pu être encore un peu plus fouillé, mais cela aidera déjà bien le consommateur bio à se poser de très nombreuses questions. MB.



Portrait d'un insoumis :

Pepe Beunza, l'odyssée carcérale du premier objecteur de conscience espagnol

Pedro Oliver Olmo
Les Éditions du MAN
2010 - 79p - 6 €

Si de nos jours le combat pour l'abandon du service militaire obligatoire semble révolu, ce livre a le mérite de rappeler que cette lutte fut longue et difficile. À travers le portrait de Pepe Beunza, premier objecteur de conscience espagnol en 1971, on constate la difficulté de ce combat dans l'Espagne franquiste. Son itinéraire personnel permet d'appréhender les obstacles pour faire émerger un problème au sein de l'agenda politique et public et montre l'importance



des soutiens internationaux. L'entretien (de 2007) qui termine cet ouvrage permet de mettre en lumière les liens existant entre l'objection de conscience et des luttes plus contemporaines sur la non-violence ou l'antimilitarisme. Un ouvrage qui insiste sur les bienfaits de la désobéissance civile, un sujet plus d'actualité qu'il n'y paraît (aucune victoire sociale n'est jamais définitive). On peut cependant regretter le choix des traducteurs français d'avoir coupé certains extraits. RP

Retour à l'Ouest Chroniques (Juin 1936 - Mai 1940)

Victor Serge
Agone
2010 - 372 p. - 23 €

Dans le journal socialiste belge La Wallonie, Victor Serge, journaliste, traçait, plume rouge, des portraits émouvants et écrivait une chronique hebdomadaire après sa libération du pays du Mensonge déconcertant, cette URSS aux prises avec l'ogre Staline, paranoïaque plénipotentiaire. Victor Serge évoque sans complaisance la situation à Moscou, comme à Barcelone avec une saine clairvoyance. Ses hommages et nécrologies (Gramsci, Gorki ou Garcia Lorca) sont d'une grande force et parlent



comme un tableau. L'assassinat des frères Rosselli sur une route déserte de Normandie, par les spadassins de l'Italie fasciste indignera encore. L'évocation du Birobidjan, cet état juif en bordure du fleuve Amour laissera songeur comme la tentative finlandaise en 1918 de créer une nouvelle démocratie. La vague de suicides en Autriche après l'Anschluss, les camps de concentration en Allemagne, le chroniqueur se saisit de tout alors que "Vienne était rouge, magnifiquement ouvrière, gérée par une municipalité socialiste qui en avait fait l'entreprise d'utilité publique la plus florissante d'Europe". Agone a réuni là les meilleures chroniques d'un révolutionnaire. CG.

Les écrivains contre la Commune

Paul Lidsky
La découverte/Poche (réédition)
2010 - 200 p. - 9,50 €

Des écrivains, tels que Edmond de Goncourt, Georges Sand ou Emile Zola utiliseront tous les artifices contre les Communards, les définissant comme des brigands, utilisant les métaphores animalières, le vocabulaire de la maladie, de l'envie. Maxime du Camp s'en prend particulièrement aux femmes. Si elles se rebellent, c'est que l'orgie n'est pas loin. Arsène Houssaye, atroce, note "Toutes les bêtes furieuses ont leurs tanières, tous les émeutiers ont leurs barricades". Théophile Gautier les fracasse et les décrits haletants comme des chiens de



Nous avons également reçu...

■ **Toutes les bêtises sur la nature que les grands racontent aux enfants**, François Lasserre, Roland Garrigue, éd. Delachaux et Niestlé, 2010, 127 p., 11 €. Pour enfants, dès 7 ans. Vous croyez que les taureaux sont attirés par le rouge ? Que les araignées sont des insectes ? Ce livre agréablement illustré est là pour vous détromper ! Amusant mais assez anecdotique.

■ **Omni-visibilis**, Lewis Trondheim et Mathieu Bonhomme, éd. Dupuis, 2010, 160 p. 19 €. Une idée un peu folle : que se passerait-il si tout le monde voyait par les yeux de la même personne et ressentait ce qu'elle ressent ? De la télévison à la télépathie, avec un vrai morceau de cerveau disponible !

■ **EHLG, pièces à convictions**, Maritxu Lopepe et Rémi Rivière, préface de Gérard Onesta, postface de Michel Berhocoirigoin, éd. Elkar (Bayonne), 2010, 152 p. 20 €. L'association EHLG se présente comme une chambre d'agriculture alternative en pays basque français. Problème : il ne peut y avoir qu'une seule chambre d'agriculture par département. L'Etat aura mené deux ans de procédures pour essayer de faire disparaître EHLG. En vain. Histoire d'une victoire politique.

■ **Le Corbusier, architecte parmi les hommes**, Rémi Baudou et Jean-Marc Thévenet, Frédéric Rébéna, 2010, 48 p. 11,50 €. Une BD sur les dernières années de la vie de celui qui dans l'après-guerre a révolutionné l'architecture. Si vous ne connaissez pas le bonhomme, il vaut mieux commencer par le cahier final.

■ **Rose d'Elisabethville**, Thilde Barboni et Séraphine, éd. Dupuis/Aire libre, 2010, 64 p. 15,50 €. Une BD qui nous présente une histoire d'héritage sur fond d'indépendance du Congo en 1960 permettant de toucher les rapports de l'époque entre colons et colonisés. Fort agréable dessin.

■ **Silex and the city, T2 : la réduction du temps de trouvaillie**, Jul, éd. Dargaud, 2010, 48 p. 13,50 €. On retrouve la famille Dotcom et ses aventures préhistoriques. Une habile manière de présenter nos soucis d'aujourd'hui, avec un humour décapant.

■ **La biodiversité selon Lagaffe**, Franquin, éd. Marsu productions, 2010, 46 p. 9,90 €. Franquin était un amoureux des animaux. Recueil des gags de Gaston sur le sujet avec quelques grandes phrases sur la biodiversité, année 2010 oblige.

■ **Vers une économie non-violente**, Louis Campana et Etienne Godinot, Gandhi international (37, rue de la Concorde, 11000 Carcassonne), 2010, 32 p. 7 € port inclus. Compte-rendu d'un colloque international qui s'est tenu début 2010 à Bhopal. Beaucoup d'interventions de Français (Le Chênelet, le Nef, communautés de L'Arche...), beaucoup de témoignages de pratiques différentes, mais on n'est qu'au tout début d'une réflexion sur le sujet.

■ **Pieds nickelés : Bio profiteurs**, Stéphane Oiry et Trap, éd. Delcourt, 2010, 32 p. 10,50 €. Entre grippe aviaire et intolérance aux produits chimiques, nos arnaqueurs ne pouvaient louper la mode du bio et du local. De bonnes idées, mais un scénario un peu léger.

■ **ABC de l'herboristerie familiale**, Thierry Folliard, éd. Grancher, 2010, 504 p. 24 €. Alors que le métier d'herboriste a été supprimé par Pétain en 1941, heureusement les savoirs se maintiennent. Cet imposant ouvrage est un dictionnaire des plantes et des préparations que l'on peut en tirer.

chasse. La semaine sanglante est attendue par les écrivains pour régler leur compte à ce bouleversement odieux de l'ordre et des sens.

La surprise touchera le lecteur à l'étude de Zola dans ses articles. Pour lui la Commune n'est pas un mouvement politique mais une maladie passagère, une fièvre.

Les postfaces donnent un retour sur la permanence de la Commune dans la culture, avec une comparaison utile sur Mai 68. Des horreurs sont clamées avec tant de beauté stylistique que l'on rougit de plaisir. CG.

Actualité d'Ivan Illich

revue Esprit n° 367,
août-septembre 2010, 24 €
www.esprit.presse.fr



La revue Esprit introduit les idées d'Illich en France, dès 1967 : critique du développement, "contre-productivité" du progrès, particulièrement dans les domaines de l'éducation, de la santé et des transports, plaider enfin pour la convivialité. Huit ans après le décès de l'auteur, elle nous offre un impressionnant dossier sur Ivan

Illich, qui peut servir d'outil à de nombreux alternatifs et décroissants.

Une partie des contributions proviennent d'un colloque qui s'est tenu à Créteil en mai 2010 à l'initiative de Thierry Paquot et Jean Robert. Des textes insistent sur la deuxième partie de son œuvre, moins connue du grand public. Silvia Grünig mène sa réflexion à partir de celle d'Illich. Denis Clerc peine à élaborer une critique sur la contre-productivité sans lâcher la croissance économique... Ce dossier contient également deux articles inédits d'Illich. Au total un dossier copieux et fiable, autour d'un auteur important, dont les œuvres complètes sont toujours disponibles en deux tomes chez Fayard. JML.

B. D.

Village toxique

Grégory Jarry et Otto T
Co-édition Nombriil du monde / FLBLB
(Poitiers)
2010 - 60 p. - 13 €



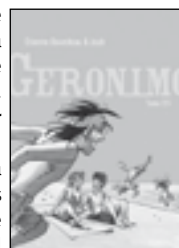
Après nous avoir enchanté avec La petite histoire des colonies françaises en trois volumes, les mêmes auteurs racontent, ici, dans le même style, la lutte contre le projet d'enfouissement des déchets radioactifs à partir de 1987 dans les Deux-Sèvres. Alors que pour les colonies, ils se sont fait aider par le général de Gaulle, c'est cette fois Yves Mourousi qui est le narrateur. L'Andra, Agence nationale pour la gestion des

déchets radioactifs, ne s'attendait pas à pareille résistance et l'affaire se terminera bien puisque le gouvernement annoncera ensuite un moratoire... le temps d'améliorer la communication et de repartir à l'attaque sur de nouveaux sites... dont Bure, aujourd'hui menacé. Une page d'histoire qui devrait inspirer non seulement les actuels antinucléaires, mais également d'autres militants, les actions étant souvent fort pittoresques ! MB.

Géronimo T2 et T3

Etienne Davodeau et Joub
Ed. Dupuis
2010 - 56 p. - 10,95 € chacun

Géronimo, élevé par son oncle amateur de vie indienne, a rencontré d'autres jeunes de son âge dans le premier tome. Il part avec eux pour découvrir le monde, les filles, l'amour... et le dur fonctionnement de la société. Après des vacances agitées (T2), Geronimo fait le choix de travailler, même s'il n'a pas toujours conscience de son décalage avec les valeurs actuelles. Un de ses nouveaux amis va faire le choix inverse en allant travailler à la campagne. Avec des situations et des dialogues souvent drôles, une réflexion sur les écarts entre l'univers des néo-ruraux en quête d'autonomie et le rude monde de la ville. FV.



Quai d'Orsay T1

Abel Lanzac et Christophe Blain
Ed. Dargaud
2010 - 96 p. - 15,50 €

Un ministre des affaires étrangères excité (Dominique de Villepin ?) tyrannise ses collaborateurs. Terrorisme, construction européenne, cellule africaine, etc, le jeune conseiller Arthur Vlaminck, chargé d'écrire les discours, découvre les méandres de la politique de haut vol. Un monde fou et hypocrite dont la description au scalpel ne rassurera personne sur les possibilités de faire de la politique aujourd'hui ! FV.



Musique

Mekfoul District

Toubab All Stars
Iris Music
2010 - 13,45 €

Tout droit sortis de Barbès, les Toubab All Stars font étinceler toute la richesse du métissage avec cette appétissante galette au nom gourmand : Mekfoul District (du

Manuel de transition De la dépendance au pétrole à la résilience locale



Rob Hopkins
Ed. Ecosociété (Québec)
et S!lence (France)
2010 - 212 p. - 20 €

Simultanément en Grande-Bretagne et en France, se sont développés deux courants de pensée qui visent la même chose : revenir à une relation viable avec la planète. Mais si les décroissants francophones en sont encore à discuter théorie, les Britanniques des Villes en transition ont abordé la question d'une manière totalement pragmatique : des groupes locaux suivent un processus menant à des plans de descente énergétique... et ils passent à la pratique. Après avoir publié deux dossiers, nous avons envie de traduire l'ouvrage qui a lancé ce mouvement, en espérant qu'il insuffle une nouvelle dynamique dans la mouvance décroissante. Le livre, très novateur, va en surprendre beaucoup : avec une approche basée sur les méthodes de sortie des addictions, Rob Hopkins, par ailleurs enseignant en permaculture, donne une multitude de pistes pour agir collectivement et mettre en place la société de l'après-pétrole. Comme il est dit dans le livre : celui-ci ne donne pas une solution de A à Z, mais peut-être seulement de A à G. Il va être intéressant de voir quelles seront, sur le terrain, les résistances à cette démarche positive. Et quels sont les domaines (transports, défense...) que l'on ne peut aborder par le local. MB.

discuter théorie, les Britanniques des Villes en transition ont abordé la question d'une manière totalement pragmatique : des groupes locaux suivent un processus menant à des plans de descente énergétique... et ils passent à la pratique. Après avoir publié deux dossiers, nous avons envie de traduire l'ouvrage qui a lancé ce mouvement, en espérant qu'il insuffle une nouvelle dynamique dans la mouvance décroissante. Le livre, très novateur, va en surprendre beaucoup : avec une approche basée sur les méthodes de sortie des addictions, Rob Hopkins, par ailleurs enseignant en permaculture, donne une multitude de pistes pour agir collectivement et mettre en place la société de l'après-pétrole. Comme il est dit dans le livre : celui-ci ne donne pas une solution de A à Z, mais peut-être seulement de A à G. Il va être intéressant de voir quelles seront, sur le terrain, les résistances à cette démarche positive. Et quels sont les domaines (transports, défense...) que l'on ne peut aborder par le local. MB.



nom d'un célèbre plat végétarien berbère). Il nous parle de l'Afrique à Paris (M. Traore ou Taxi-brousse à Paris) ou des Parisiens en Afrique (Taxi-phone au Mali), mais aussi d'amour (La plus belle), d'écologie (Tous à vélo) ou de l'absurdité du monde consumériste (Business class). Côté musique, ça démarre sur un cha-cha-cha sénégalais, suivi d'un air de Fanf'arabe (!) et la fête continue avec du spanish reaggae, du ska et de la cumbia ! On y chante en wolof, français, arabe, anglais, espagnol et d'autres langues non-identifiées. Niveau instruments on se régale de cuivres, de clarinette, de mélodica savamment saupoudrés autour des ingrédients de base constitués des claviers-basse-batterie-guitares (acoustiques et électriques !) sans oublier une cristalline kora et même la voix de Clint Eastwood (enfin de son « doubleur francophone ») ! A noter encore une reprise surprise du Ring of fire de Jonhny Cash et ce Skafro system festif nous rappelle une fois de plus que la musique n'a pas de frontières et qu'il faut être bien fous pour empêcher les humains de circuler...! PM.

Nwari Ba Malfey

Combo Quilombo
<http://comboquilombo.online.fr>

Combo Quilombo c'est du blues radical dans le sens d'un retour aux sources non seulement quant aux influences mais également quant aux textes plaintifs et militants. Formé au Niger ce combo se veut revendicatif et aborde les questions sociales et environnementales. Nwari Ba Malfey signifie "de la nourriture, pas des bombes".

Il s'agit bien là d'un album politique qui via une musique chaude et rythmée plonge dans le quotidien, sans fioritures. Le son de l'enregistrement mériterait d'être de meilleure qualité, mais la force du combo est scénique et linguistique (en français comme en djerma – une des langues du Niger).

En attendant de les voir sur scène en France, n'hésitez pas à rythmer votre quotidien avec leurs albums ce sera toujours ça de pris, en soutien à leurs créations.



livres

Tous les titres sont en téléchargement libre sur leur site Internet, profitez-en ça devient rare la gratuité ! JP.

Slide Planet vol. 2

Autoproduction
10 titres – 5 artistes - 38 minutes
En téléchargement gratuit sur
www.slideplanet.net



Il s'agit d'une compilation de guitare slide – guitare couché – avec des artistes français, australien, espagnol, étasuniens. Plusieurs styles sont ici représentés, selon les origines géographiques, et l'on se promène ainsi du swing au rock en passant par le blues.

Une compilation de qualité avec des artistes et un projet à soutenir, de par leur démarche de se réapproprier et de contrôler leur art tout en développant une approche environnementale. Jim Petit, l'artiste français présent sur cette compilation, propose un titre en espéranto et l'ensemble des œuvres se veut engagé.

À découvrir également l'album Hedgehogs and the elephants, un duo guitare slide et sculpteur de pierre. Impressionnant.

En téléchargement gratuit mais les dons ne sont pas interdits ! JP.

Enfants

Grampa'

Christophe Léon
Éd. Thierry Magnier
2010 - 96 p. - 7,20 €



Roman ado. Christophe Léon nous livre une nouvelle histoire sur fond d'écologie, pour les adolescents. Il s'agit cette fois-ci du récit du combat d'un homme qui après s'être déjà fait exproprier pour la construction d'un barrage se retrouve maintenant face à une expulsion pour cause de pétrole. On se retrouve emporté dans une course poursuite à cheval après une action de désobéissance civile de cet homme et de son petit-fils. Vous l'aurez compris le petit-fils en question est le narrateur et conte la vie de son Grampa'.

C'est avec délicatesse, tendresse mais aussi engagement politique que Christophe Léon nous embarque dans une aventure au fond de l'Ouest américain. Ca se lit au galop, car le rythme de l'histoire ne vous laisse pas le temps de poser pied à terre.

Une histoire d'apprentissage de la vie, d'amour filial et d'écologie. JP

Groupes locaux

Vous êtes nombreux, nombreuses à nous demander comment nous aider à distance. Vous pouvez déjà lancer un appel dans la revue pour mettre en place un groupe local. Celui-ci peut ensuite développer de multiples activités : présenter la revue dans différentes manifestations, festivals, fêtes, sous forme de stands ou de ventes à la criée ; organiser des débats autour des thèmes de la revue (éventuellement en invitant les auteur-e-s) ; trouver des points de vente, de nouveaux abonné-e-s ; développer des activités selon les envies de chacun-e...

Groupes locaux existants :

- > **Lyon.** silencelyon@gmail.com.
- > **Indre-et-Loire.** Zazu Ferrandon, zazu@neuf.fr.
- > **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, Marete, 63290 Pasières, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr.
- > **Paris.** Mireille Oria, 52 bis, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris, tél. : 01 43 57 20 83.
- > **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30.
- > **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83.

> **Besançon.** Martine Lionnet La Croix de Pierre, 70130 La Vernotte, tél. : 03 84 78 01 19 (pas de rappel pour les téléphones portables).

Groupes en cours de constitution :

- > **Ariège et sud Haute-Garonne.** Jean-Claude, tél. : 05 61 04 92 67, jeanclaude.geoffroy@orange.fr.
- > **Val-de-Marne.** groupesilence94@voila.fr et/ou 06 24 79 81 30.
- > **Seine-et-Marne.** Frank Rolland, frankrolland@yahoo.fr et tél. : 06 17 95 55 53.

Devenez Réd'acteur et gagnez votre abonnement gratuit !

Nous n'avons cependant ni les moyens ni le temps pour courir les routes et les gares toute l'année. Le meilleur moyen de parler des alternatives autour de chez vous... c'est vous. Au minimum, vous pouvez nous envoyer des documents sur les initiatives de votre connaissance. Au maximum, vous devenez journaliste et vous nous proposez un article clé en main, avec quelques photos. Pour devenir vous-même réd'acteur, une explication vous est donnée sur notre site internet www.revuesilence.net à la rubrique Participer / Ecrire dans la revue. Si votre reportage est retenu et publié, vous bénéficiez d'un abonnement d'un an gratuit.

Silence aimerait se faire davantage l'écho des alternatives existantes.

Silence

9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33

www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet - mardi et jeudi : 10h-12h/14h-17h

Dépositaires, stands et gestion :

Béatrice Blondeau - mardi et jeudi : 10h-12h/14h-17h

Rédaction : Guillaume Gamblin et Michel Bernard :
lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires : CCP 550 39 Y LYON

(IBAN : FR92 2004 1010 0700 5503 9Y03 840 - Code BIC : PSSTFRPLYO)

Pour la Belgique : règlement à Brabant-Ecologie, 33 route de Renipont - B - 1380 Ohain, Tél. : 00 32 2 633 10 48 - CCP 000-15-19-365-54

Pour la Suisse : règlement à Contratrom, CP 65 - CH 1211 Genève 8 - Tél. : (41) 22 740 46 12 - CCP 17-497696-4

Editeur : Association Silence - **N° de commission paritaire :** 0910 G 87026 - **N° ISSN :** 0756-2640 - **Date de parution :** 4^e trimestre 2010 - **Tirage :** 5550 ex. - **Administrateurs :** Alain Arnaud, Olivier Bidaut, Delphine Boutonnet, Damien Bouveret, Myriam Cognard-Dechavanne, Emilienne Grossemey, Jean-Marc Luquet, Pascal Martin, Marie-Pierre Najman, Emmanuel Tissier - **Directeur de publication :** Jean-Pierre Lepri - **Comité de rédaction :** Michel Bernard, Béatrice Blondeau, Guillaume Gamblin, Emilienne Grossemey, Jean-Pierre Lepri, Marie-Pierre Najman - **Pilotes de rubriques :** Patrice Bouveret, Christian David, Sophie Dodelin, Esteban, Anne Girard, Natacha Gondran, Daniel Julien, Stephen Kerckhove, Eveline Mana, Baptiste Mylondo, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Xavier Sérédine, Francis Vergier - **Maquette :** Damien Bouveret 06 03 50 54 93 - **Dessins :** Borkowski, Coco, Duck, JBGG, Lasserpe - **Correcteurs :** Bernadette Bidaut, Emmanuelle Pingault, Sylvie Michel, Raymond Vignal, Françoise Weité - **Photographes :** Philippe Baqué, David Blakwell, BPMM, Capt Tim, Christophe Chamartin, Glenn, Jean-Marc Luquet, Harry Ormond, Raphaël Trapet, US Coast Guard, Virrrigine, Pierre-Emmanuel Weck, Wurzelwerk-Grnstich - **Et pour ce n° :** Christian Arnaud, Philippe Baqué, Dominique Lalanne, Claude Liéna, Pascal Martin, Véronique Pomiès, Romain Postaire, Marie-Joëlle Pouillon - **Couverture :** Philippe Baqué - **Internet :** Olivier Bidaut, Damien Bouveret, Thomas Perraut, Xavier Sérédine.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs.



Les finances de Silence sont gérées par des comptes de la société financière La Nef. www.lanef.com



L'électricité des locaux de Silence provient d'Enercoop qui nous garantit une production à partir des énergies renouvelables. www.enercoop.fr



La revue Silence est imprimée sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par : Impressions Modernes Z.A. Les Savines, 22, rue M. Seguin 07502 Guilhaud-Granges Tél. 04 75 44 54 96 www.impressions-modernes.fr

Numéros récents

Les numéros encore disponibles en version papier sont indiqués page suivante. Lorsque

les numéros sont épuisés, nous les proposons progressivement en téléchargement gratuit sur notre site internet (www.revuesilence.net). Sur ce site vous trouverez également les sommaires détaillés de chaque numéro, ainsi qu'une prévisualisation des quatre premières pages. Mais également nos points de vente, un bulletin d'abonnement, les index... Ainsi qu'un formulaire courriel pour que vous puissiez nous envoyer des informations par ce biais. *Ce site est entièrement animé par des bénévoles.*





Christophe Chamartin

1 2



Christophe Chamartin

Prisons de plastique

En parallèle au dossier de ce mois, voici le travail réalisé par Christophe Chamartin, photographe suisse, qui entre mai 2006 et septembre 2007, est allé trois fois en visite dans le labyrinthe de plastique des exploitations agricoles de la région d'Almeria, en Andalousie. Même s'il ne s'agit pas là d'exploitations bio, il s'agit assurément d'exploitation tout court ! Plus de cent mille personnes vivraient ainsi recluses dans cette région.

■ Christophe Chamartin, www.oeil-sud.ch.



Christophe Chamartin

3



Christophe Chamartin

4 5



Christophe Chamartin

6 7



Christophe Chamartin



Christophe Chamartin

Légendes :

1. Les cortijos, petite maison de briques, dans lesquels vivent des dizaines de personnes (entre 2 et 6 par chambre) sont souvent en ruine et sans canalisation pour l'évacuation de l'eau.
2. Un migrant marocain s'agenouille en direction de La Mecque dans une mosquée construite avec de vieux plastiques imprégnés de pesticide.
3. La plus grande concentration de serres en Europe, quelques 32000 hectares entre Almeria et El Ejido.
4. Repas pris en commun. Les migrants doivent quotidiennement parcourir plusieurs centaines de mètres pour s'approvisionner en eau potable qu'ils conservent dans des jerricans ayant parfois contenu des produits chimiques.
5. Les chabola, cabane faite de matériaux de récupération et servant de logement aux migrants.
6. Plus de 50% des migrants n'ont pas d'emploi, une condition structurelle du système agricole intensif. Alors il faut patienter entre deux petits boulots.
7. Eloignés de leur famille, en marge de la société andalouse et des centres urbains, les migrants vivent, au coeur des serres, en petites communautés souvent organisées par nationalité.